Niveau(x) d'enseignement: 3 Numéro EDUQ : 8970222
Centre d'intérêt: 166

Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire : 1989 / Ministère de l'éducation, Direction générale de la recherche et du développement. -- [Québec] : Le Ministère, 1989.
60 p. : ill. ; 18 x 22 cm.

Version anglaise publiée sous le titre: Education indicators for the elementary and secondary levels : 1989. Code: 28-2413A ; 8889-832. Code: 28-2413 ; 8889-521

ISBN 2-550-14687-5

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province). Ministère de l'éducation. Direction générale de la recherche et du développement

---

Descripteur(s): Indicateur de rendement * Dépenses * Financement * Coût par étudiant * Relations maître-élèves * Cheminement scolaire * Succès scolaire * Diplômé * Education des adultes * Population étudiante * Statistiques * Primaire (Ordre d'enseignement) * Secondaire (Ordre d'enseignement)

Dans le but de permettre une évaluation globale et objective du système scolaire québécois, le document présente un ensemble de données permettant de faire le point sur l'état de santé du système éducatif. Il ne s'agit pas d'un recueil de statistiques mais plutôt d'un ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler "indicateurs". Le document comprend deux parties: 1. un commentaire qui trace les grandes lignes de la situation du système scolaire, telle qu'elle se dégage de l'analyse des données fournies par les indicateurs; 2. les données que fournissent les indicateurs sont groupées autour de cinq grands points: 1. l'effort financier pour l'enseignement primaire et secondaire; 2. le cheminement scolaire; 3. l'évaluation des apprentissages; 4. les diplômés du secondaire; 5. le secteur de l'éducation des adultes.

Type de document: s
Notice(s) connexe(s): 8670294

EDUQ
8970222-A

Québec

Indicateurs

sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire

1989

Indicateurs

sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire

1989

Ministère de l'Éducation
Direction générale de la recherche et du développement

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1989

ISBN 2-550-14687-5

Dépôt légal — premier trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec

Table des matières

PRÉSENTATION 5

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX 6

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE AU QUÉBEC 10
SCHÉMA GÉNÉRAL DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE 11

1- L'effort financier pour l'enseignement primaire et secondaire

1.1 Dépenses globales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire par rapport au PIB 12
1.2 Dépenses des commissions scolaires 14
1.3 Dépense par élève des commissions scolaires 16
1.4 Rapport élèves - enseignant des commissions scolaires 18
1.5 Salaire moyen des enseignants des commissions scolaires 20
1.6 Dépenses des établissements privés subventionnés 22

2- Le cheminement scolaire

2.1 L'accessibilité à la 4e et à la 5e secondaire 24
2.2 Le retard scolaire 26
2.3 Les abandons 28

3- L'évaluation des apprentissages

3.1 Les résultats aux épreuves du secondaire selon le sexe, le réseau d'enseignement, la langue d'enseignement et le type de formation 30
3.2 Les disparités régionales aux épreuves du secondaire 32

3.3 Les résultats selon la matière aux épreuves du secondaire 34
3.4 L'épreuve de français écrit de 5e secondaire 36
3.5 L'apprentissage des sciences chez les élèves de 13 ans 38
3.6 L'apprentissage de la mathématique chez les élèves de 13 ans 40

4- Les diplômés du secondaire

4.1 Le nombre de diplômés 42
4.2 La persévérance jusqu'au diplôme 44
4.3 La persévérance scolaire: les disparités régionales 46
4.4 La poursuite des études au collégial 48
4.5 L'intégration au marché du travail 50

5- Le secteur de l'éducation des adultes

5.1 Dépenses des commissions scolaires consacrées à l'éducation des adultes 52
5.2 Les diplômes du secondaire à l'éducation des adultes 54
5.3 L'accessibilité au diplôme à l'éducation des adultes 56

ANNEXE

Données sur l'effectif scolaire du secteur des Jeunes des réseaux public et privé selon la langue d'enseignement 58
Données sur l'effectif scolaire du secteur des Adultes dans les commissions scolaires selon le type de formation 60
Prévisions du nombre d'élèves dans les commissions scolaires 60

Présentation

Pour la quatrième année consécutive, le ministère de l'Éducation présente cette publication sur les Indicateurs de l'enseignement primaire et secondaire. Le Ministère veut ainsi répondre aux attentes formulées à l'adresse des administrations publiques de se préoccuper constamment de la qualité et de la quantité des services qu'elles dispensent, en relation avec les ressources qu'elles utilisent.

Le document est constitué d'un ensemble d'indicateurs regroupés dans des fiches. Cette édition s'enrichit de deux nouvelles fiches basées sur les résultats d'une enquête internationale. Ces fiches comparent les apprentissages en sciences et en mathématique des élèves de 13 ans de plusieurs pays.

Comme dans les éditions antérieures, la série de fiches est précédée de commentaires généraux visant à mettre en évidence les points saillants de l'analyse des indicateurs. Les commentaires sont suivis d'une description sommaire du système éducatif québécois et d'un schéma synthétique des cheminements scolaires.

Les fiches sont regroupées en cinq sections. Les deux premières portent sur l'effort financier et les cheminements scolaires. Les résultats aux épreuves du ministère et ceux provenant des comparaisons internationales font l'objet de la troisième section. La quatrième regroupe, autour du thème des diplômés du secondaire, des indicateurs qui viennent compléter l'information sur les cheminements scolaires; on y présente la performance du système sous l'angle de la préparation des jeunes à la poursuite des études ou à l'intégration du marché du travail. Une cinquième section réunit quelques indicateurs sur l'éducation des adultes.

En annexe au document, se trouve un ensemble de données observées et prévisionnelles sur l'évolution des effectifs scolaires.

Commentaires généraux

L'examen des indicateurs réunis dans le présent recueil fait ressortir, entre autres, deux faits caractéristiques de l'évolution du système d'enseignement québécois depuis une quinzaine d'années:

- La dépense par élève, qui s'était accrue au cours des années soixante-dix jusqu'à un niveau très supérieur à celui des systèmes scolaires voisins, se compare aujourd'hui à la moyenne nord-américaine;
- La proportion de la population québécoise qui accède à un diplôme du secondaire, aux secteurs des Jeunes et des Adultes, est passée de 57 à 79 p. 100 entre 1972 et 1987.

Deux autres faits méritent aussi d'être soulignés: le développement récent de l'éducation des adultes et un recul, en 1987, de l'accès au diplôme du secondaire au secteur des Jeunes.

Poursuite de l'effort de rationalisation des dépenses

La part du produit intérieur brut consacrée à l'enseignement primaire et secondaire est passée de 6,1 à 5,0 p. 100 entre 1981 et 1987. L'écart qui séparait le Québec des autres provinces à cet égard, s'est sensiblement réduit. Au cours de cette période, la dépense moyenne par élève s'est accrue d'environ 3 p. 100 en dollars constants, tandis que l'effectif scolaire baissait de 5 p. 100, de sorte que les dépenses de fonctionnement des commissions scolaires ont diminué de 3 p. 100 en dollars constants.

L'effort de rationalisation des dépenses effectué au cours des dernières années apparaît clairement si l'on considère qu'en 1981-1982, les commissions scolaires du Québec dépensaient pour chaque élève, 27 p. 100 de plus que l'Ontario et 40 p. 100 de plus que les États-Unis; en 1987-1988, la dépense par élève est inférieure de 3 p. 100 à celle de l'Ontario et supérieure de 1 p. 100 seulement à celle des États-Unis. Cette évolution résulte notamment de la faible croissance de la masse salariale au Québec au cours des années 1980.

La dépense par élève des écoles privées est inférieure de 7 p. 100 à celle des commissions scolaires en 1987-1988. Cet écart s'explique par les différences de services disponibles (par exemple, importance moindre, dans le réseau privé, du transport scolaire et de l'enfance en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage).

Persévérance scolaire: recul passager ou durable?

Au début des années quatre-vingt, on observait une augmentation sensible et régulière de

la persévérance jusqu'à la fin des études secondaires, au secteur des Jeunes. Cette évolution s'accompagnait d'un recul progressif du retard scolaire et des abandons sans diplôme. Par rapport au sommet atteint en 1985, l'accès en 5e secondaire marque une baisse de 5 points de pourcentage en 1987. On observe également une augmentation significative du retard et des abandons scolaires en 1987 par rapport à 1986. Ces reculs s'expliquent d'abord par le relèvement des exigences scolaires, notamment la hausse de la note de passage au secondaire et l'allongement de la formation générale préalable à l'enseignement professionnel. L'amélioration des conditions du marché du travail pour les jeunes a également pu contribuer à la diminution de la persévérance scolaire. Par ailleurs, il faut noter que la baisse de la persévérance observée au secteur des Jeunes est partiellement compensée par une augmentation au secteur des Adultes.

L'avenir permettra de vérifier si le mouvement de fond vers l'augmentation de la persévérance scolaire se poursuivra au-delà de ces perturbations conjoncturelles. Les indicateurs des deux ou trois prochaines années seront particulièrement révélateurs à cet égard.

Évaluation des apprentissages: bonne performance des élèves québécois de 13 ans

Cette année, le Québec a participé, comme une dizaine de pays et de provinces, à une évaluation des apprentissages des élèves de 13 ans en sciences et en mathématique. En mathématique, les élèves du Québec se sont classés deuxièmes, avec des résultats supérieurs à ceux, notamment, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Ontario. En sciences, les jeunes Québécois viennent au quatrième rang.

Sur la scène québécoise, les résultats aux épreuves ministérielles du secondaire fournissent des indications sur la performance relative des diverses catégories d'élèves. Les résultats observés cette année confirment, pour l'essentiel, les éléments relevés dans les éditions précédentes: avantage marqué des élèves du réseau privé sur ceux du réseau public, supériorité des résultats obtenus aux épreuves de formation générale, et enfin, léger avantage des élèves du secteur anglophone sur ceux du secteur francophone.

À l'épreuve de français écrit de la fin du secondaire, la moyenne des résultats a atteint 63 p. 100, soit une augmentation de 4 points par rapport à 1986. De même, le taux de réussite a été de 57 p. 100, contre 50 p. 100

en 1986. Comme les années précédentes, les filles ont obtenu à cette épreuve des résultats nettement supérieurs à ceux des garçons, alors qu'aux épreuves ministérielles dans les autres matières, on observe cette année un léger avantage des garçons sur les filles.

L'accès au diplôme

La proportion des jeunes qui persévèrent jusqu'à l'obtention d'un diplôme du secondaire, à l'enseignement ordinaire, a augmenté de 52 à 73 p. 100 entre 1976 et 1986. Il s'agit d'une progression remarquable, si l'on considère qu'en Ontario la proportion des élèves qui obtiennent un diplôme de 12e année est passée de 56 p. 100 en 1976 à 68 p. 100 en 1986[1]. Aux États-Unis, la proportion des 18-19 ans qui ont complété le « High School », qui était de 73 p. 100, en 1976, a atteint 75 p. 100 en 1985[2].

Au Québec, on observe cependant une diminution de la proportion de diplômés du secondaire, qui se situe à 68 p. 100 en 1987. Les facteurs de ce recul, qui concerne uniquement le secteur des Jeunes, sont semblables à ceux évoqués précédemment pour expliquer la diminution de la persévérance scolaire.

On note également, en 1987, une certaine diminution de la probabilité d'accéder au collégial. Cet indicateur a connu, au cours des dix dernières années, une croissance supérieure à celle de l'accès à un diplôme du secondaire; les jeunes diplômés de l'enseignement général du secondaire poursuivent presque tous des études postsecondaires.

Quant à ceux et celles qui interrompent leurs études après l'obtention d'un diplôme du secondaire, leur intégration au marché du travail demeure difficile, en dépit d'une amélioration récente. Le diplôme leur accorde cependant un avantage par rapport à ceux qui ont abandonné sans diplôme. Mais avec la reprise économique, cet avantage relatif diminue, ce qui peut contribuer à l'augmentation du taux d'abandon sans diplôme observée en 1987.

En ce qui concerne les cheminements scolaires selon le sexe, on a assisté, ces dernières années, à une accentuation de l'avantage que détiennent les filles sur les garçons. La probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire

[1] *ONTARIO. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION.* ***Statistiques sur l'éducation en Ontario, 1986, 206 pages****, p. 25, et* ***Education Statistics, Ontario, 1980****, 152 pages, p. 23.*

[2] *U.S. DEPARTMENT OF EDUCATION, CENTER FOR EDUCATION STATISTICS.* ***The Condition of Education, A Statistical Report****, 1987 Edition, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 240 pages, p. 26.*

révèle une différence de 10 points en 1987, alors qu'en 1981 l'écart était de 7 points. L'écart atteint presque 15 points lorsqu'on considère l'accès au collégial, domaine où les garçons détenaient pourtant l'avantage au début des années soixante-dix. Ces différences se manifestent d'ailleurs, dès l'enseignement primaire, où le pourcentage des garçons qui accumulent un certain retard scolaire est de 10 points supérieur à celui des filles.

Un secteur en croissance: l'éducation des adultes

Le secteur de l'éducation des adultes tend à absorber une part croissante de l'ensemble des dépenses des commissions scolaires. L'effectif scolaire de ce secteur a augmenté de 135 p. 100 entre 1981-1982 et 1986-1987. Une analyse des taux d'obtention du diplôme, en 1987, permet d'estimer à 11 p. 100 la proportion des Québécoises et des Québécois qui obtiennent un diplôme à l'éducation des adultes au cours de leur vie; ce taux était de 9 p. 100 en 1986.

Si l'on ajoute ces diplômés aux quelque 68 p. 100 de diplômés de l'enseignement ordinaire, on peut affirmer que le système scolaire québécois réalise actuellement à 79 p. 100 son objectif de conduire tous les élèves jusqu'à un diplôme du secondaire. En 1976, cette proportion n'était que de 57 p. 100.

Nous n'avons relevé ici que les principales conclusions qui se dégagent de l'examen des fiches sur les indicateurs. La lectrice ou le lecteur intéressé pourra trouver dans ces fiches une source d'information permettant des développements beaucoup plus riches que l'analyse esquissée ici.

L'enseignement primaire et secondaire au Québec

L'enseignement primaire dure normalement six ans et l'enseignement secondaire cinq ans. L'âge d'admission à la première classe de l'enseignement primaire est fixé à six ans révolus avant le 1er octobre de l'année scolaire en cours. La classe maternelle, pour les enfants de cinq ans, n'est pas obligatoire, mais elle attire la presque totalité des intéressés, qui la fréquentent à demi-temps.

L'enseignement se donne en français ou en anglais. Sont notamment admis à l'enseignement en anglais les enfants dont le père ou la mère a reçu, au Canada, l'enseignement primaire en anglais.

Une réforme de l'enseignement professionnel est en cours. Les données du présent recueil portent sur l'ancien système où l'enseignement professionnel court, menant à un certificat après deux années d'études, se donnait dans les troisième et quatrième classes du secondaire. L'enseignement professionnel long, menant à un diplôme d'études secondaires avec mention professionnelle, se donnait normalement dans les quatrième et cinquième classes du secondaire. La réforme en cours porte notamment sur la prolongation de la formation de base préalable à l'admission à l'enseignement professionnel et sur la modernisation de cet enseignement.

Les diplômes et certificats d'études secondaires sont émis par le ministre aux élèves qui répondent aux exigences de sanction des études qu'il détermine. Le Diplôme d'études secondaires donne accès à l'enseignement collégial. Cet enseignement, qui dure deux ans pour les élèves inscrits en formation générale et trois ans pour les inscrits en formation professionnelle, donne ensuite accès à l'université. Le schéma de la page suivante illustre la persévérance scolaire des jeunes, de l'enseignement primaire jusqu'à leur inscription au collégial.

L'enseignement primaire et secondaire public est dispensé par les commissions scolaires. Elles sont dirigées par des commissaires élus par l'ensemble de la population sous leur juridiction. Elles engagent elles-mêmes les enseignants et autres personnels dont elles ont besoin pour l'organisation des services éducatifs. Plus de 90 p. 100 des dépenses des commissions scolaires sont financées par des revenus provenant du gouvernement du Québec.

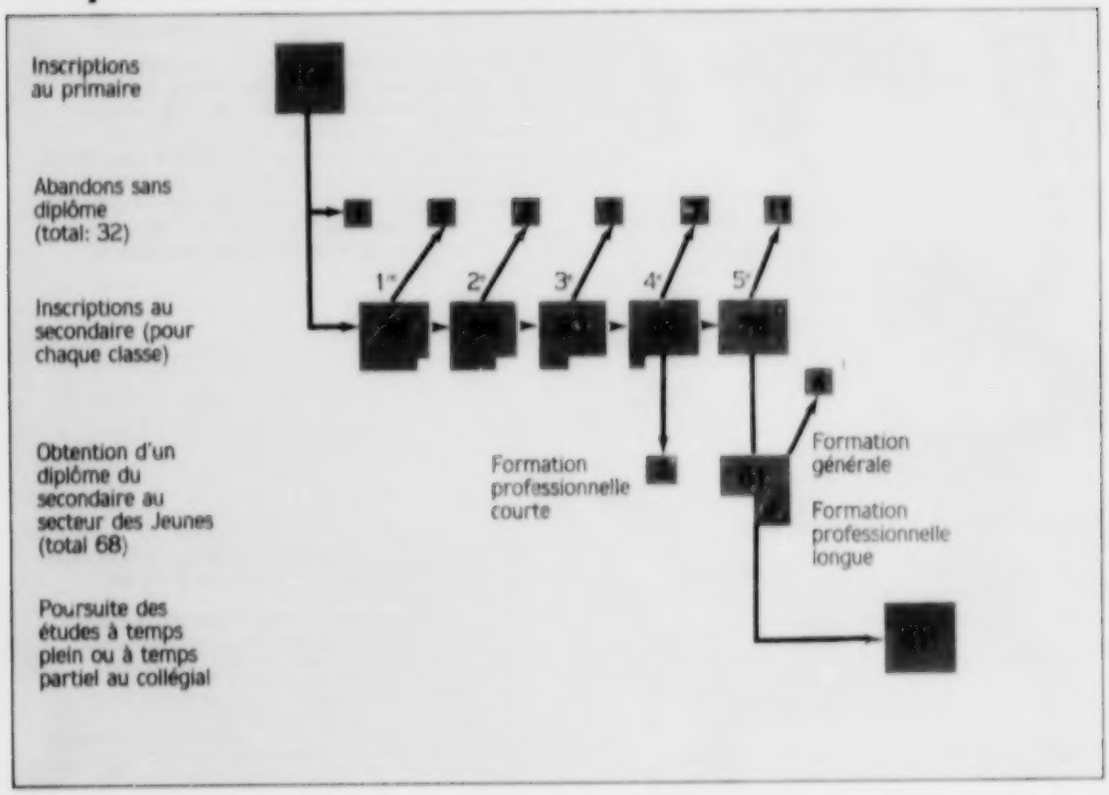
3,7 p. 100 des élèves du primaire et 16,4 p. 100 des élèves du secondaire sont inscrits dans des établissements d'enseignement privés. Environ 60 p. 100 des dépenses des établissements privés subventionnés sont financées par l'État.

Le ministère de l'Éducation fournit les grands encadrements sur les plans de la pédagogie (programmes d'études, approbation du matériel didactique et épreuves ministérielles), des relations de travail (négociation des conventions collectives avec les syndicats représentant les employés des commissions scolaires) et des finances.

Les objectifs fondamentaux du ministère de l'Éducation sont d'amener le plus grand nombre possible de Québécoises et Québécois à obtenir un diplôme d'études secondaires et d'assurer la qualité de la formation qu'ils reçoivent afin de les préparer le mieux possible soit à des études plus poussées, soit à une intégration efficace au marché du travail.

Schéma général de la persévérance scolaire

La persévérance scolaire de 100 jeunes qui débutent au primaire, selon les comportements observés en 1987



[1] *Élèves qui ne poursuivent pas au collégial après l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.*

[2] *Les personnes qui accèdent au collégial ne se recrutent pas uniquement parmi les diplômés du secondaire au secteur des Jeunes.*

1.1 Dépenses globales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire par rapport au PIB

En 1987, le Québec consacrait 5,0 p. 100 de son produit intérieur brut (PIB) à l'enseignement primaire et secondaire, comparativement à 4,2 p. 100 pour le reste du Canada[1].

Entre 1972 et 1981, la part du PIB québécois consacrée à l'enseignement primaire et secondaire s'est légèrement accrue: la dépense globale a évolué un peu plus rapidement que le PIB et ce, malgré une diminution de 26 p. 100 de l'effectif scolaire[2]. Les dépenses consacrées à l'enseignement représentaient 6,1 p. 100 du PIB en 1981. Pendant la même période, la part du PIB affectée à l'enseignement primaire et secondaire dans le reste du Canada passait de 5,0 à 4,3 p. 100 et l'effectif scolaire y diminuait de 10 p. 100. L'écart entre le Québec et le reste du Canada, au chapitre de l'effort financier, a donc atteint un maximum de 1,8 point en 1981, ce qui représente près d'un milliard et demi de dollars[3].

De 1981 à 1987, la part du PIB affectée à l'enseignement primaire et secondaire a diminué de 6,1 à 5,0 p. 100 au Québec et de 4,3 à 4,2 dans le reste du Canada. L'écart a donc été fortement réduit; il n'en reste pas moins qu'il accapare encore 0,8 p. 100 du PIB québécois, soit un peu plus d'un milliard de dollars en 1987.

Malgré les compressions récentes, le Québec fournit donc, pour l'enseignement primaire et secondaire, un effort financier plus grand que la majorité des autres régions du pays. Cela s'explique par une dépense par élève plus élevée que dans le reste du Canada, mais aussi par une richesse collective qui, mesurée au moyen du PIB par habitant, est plus faible que la moyenne canadienne. La conséquence de ce dernier point est que le Québec devrait continuer de consacrer à l'éducation une portion plus importante de son PIB, même s'il réduisait sa dépense par élève au niveau du reste du Canada.

---

1 En 1987, le Québec consacrait 6,5 milliards de dollars à l'enseignement primaire et secondaire, public et privé, alors que son PIB était de 130,4 milliards de dollars.

2 L'effectif scolaire comprend les élèves des écoles publiques et privées.

3 Si les données étaient ajustées pour tenir compte de la durée plus longue de l'enseignement primaire et secondaire dans les autres provinces, l'écart entre le Québec et le reste du Canada serait encore plus élevé. Il faut indiquer cependant que le gouvernement du Québec verse des montants importants pour amortir les déficits actuariels des fonds de pension du personnel des établissements d'enseignement et que cette politique n'a pas d'équivalent dans les autres provinces. Les sommes versées à ce titre sont en fait plus importantes que l'économie que procure la durée plus courte des études au Québec.

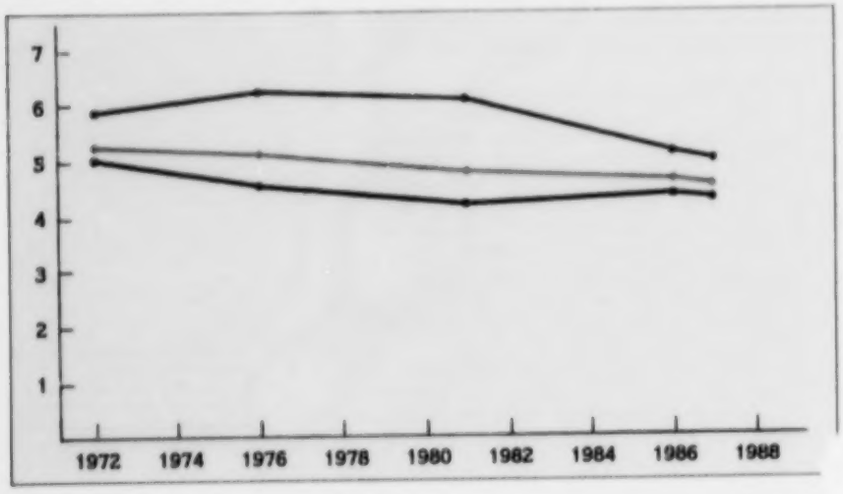
Tableau 1.1
Dépenses* globales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire par rapport au PIB, Québec et régions du Canada
(en p. 100)

	1972	1976	1981	1986	1987
Québec	**5.9**	**6.3**	**6.1**	**5.1**	**5.0**
Canada sans le Québec	**5.0**	**4.7**	**4.3**	**4.4**	**4.2**
Maritimes	6.4	7.0	7.3	6.1	6.0
Ontario	4.8	4.5	4.3	4.3	4.1
Ouest	4.7	4.2	3.7	4.2	4.0
Canada	**5.2**	**5.1**	**4.7**	**4.6**	**4.4**

e estimation

** Ces données, se rapportant à l'année civile, incluent les dépenses de fonctionnement des organismes d'éducation du primaire et du secondaire, publics et privés, les dépenses de gestion du ministère, les contributions gouvernementales aux fonds de pension des employés et d'autres dépenses liées à l'enseignement (selon le concept de Statistique Canada).*

Graphique 1.1
Dépenses globales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire par rapport au PIB, Québec, Canada et Canada sans le Québec
(en p. 100)



1.2 Dépenses des commissions scolaires

Malgré la forte diminution de l'effectif scolaire qui a marqué les années soixante-dix et, d'une façon moindre, le début des années quatre-vingt, les dépenses de fonctionnement des commissions scolaires se sont accrues constamment. Cependant, on assiste ces dernières années à un net ralentissement de la croissance des dépenses. Après s'être maintenu à une moyenne annuelle de 12,9 p. 100 entre 1972 et 1981, le taux d'augmentation a été réduit à 2,9 p. 100 par année entre 1981 et 1987. Le ralentissement de l'inflation, les restrictions salariales, l'augmentation de la tâche des enseignants et, de façon générale, des politiques budgétaires plus conservatrices ont mis un frein à la hausse rapide des dépenses.

En dégonflant les dépenses pour tenir compte de l'augmentation des prix des biens et des services utilisés dans la production des services éducatifs*, on constate que les dépenses en dollars constants ont augmenté de 13 p. 100 entre 1972 et 1981 et ce, malgré une diminution de 29 p. 100 de l'effectif scolaire. La diminution du nombre d'élèves par enseignant, l'augmentation des qualifications des enseignants telles qu'elles sont reconnues pour les fins du calcul du traitement, et l'apparition, dans les contrats de travail, de clauses coûteuses relatives à la sécurité d'emploi ont absorbé plus de ressources que ce qui a été dégagé par la baisse de l'effectif. Cela s'est traduit par une augmentation importante des ressources réelles consacrées à chaque élève. En effet, la dépense par élève en dollars constants a augmenté de 58 p. 100 entre 1972 et 1981.

Entre 1981 et 1987, les dépenses en dollars constants ont diminué de 3 p. 100, alors que l'effectif scolaire diminuait de 5 p. 100. Cela s'est traduit par une légère hausse des ressources réelles consacrées à chaque élève. Entre 1986-1987 et 1987-1988, la dépense par élève en dollars constants a augmenté de 1 p. 100. Tout indique que cette stabilité des dépenses se poursuivra au cours des prochaines années.

* *Pour dégonfler les dépenses, on utilise l'indice des prix des intrants des commissions scolaires. Cet indice reflète l'évolution des prix des biens et services utilisés dans la production de services éducatifs. L'évolution des dépenses en dollars constants traduit les changements dans le volume des ressources réelles consacrées à l'éducation par les commissions scolaires.*

Tableau 1.2
Dépenses[1] de fonctionnement des commissions scolaires

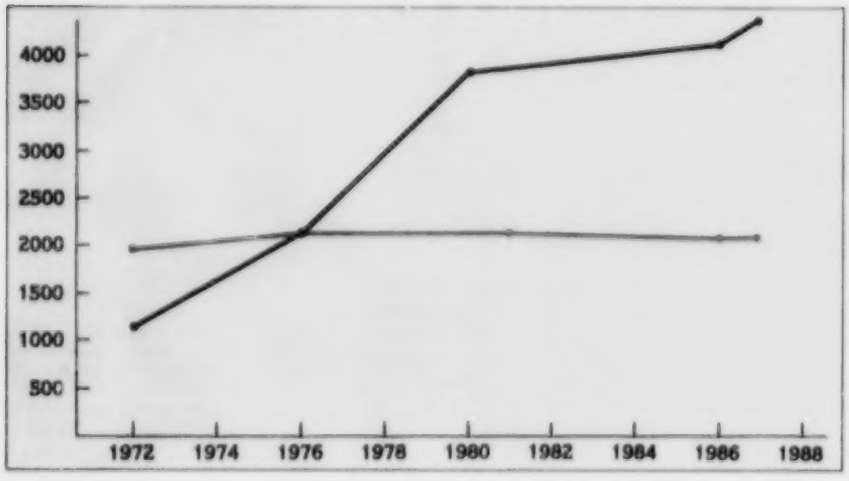
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Dépenses en dollars courants (en millions de dollars)	1 253	2 256	3 732	4 224	4 443
Dépenses en dollars constants de 1976-1977[2] (en millions de dollars)	1 989	2 256	2 241	2 161	2 180
Dépense par élève en dollars constants de 1976-1977[2]	1 356	1 769	2 139	2 182	2 201

e estimation

[1] *Y compris les dépenses* ***nettes*** *des activités auxiliaires. Les dépenses de fonctionnement excluent cependant le service de la dette, la formation continue, les immobilisations financées à même les revenus courants ainsi que les dépenses de transfert.*

[2] *Voir la note au bas de la page précédente.*

Graphique 1.2
Dépenses des commissions scolaires en dollars courants et en dollars constants de 1976-1977
(en millions de dollars)



Dépenses en dollars courants

Dépenses en dollars constants de 1976-1977

1.3 Dépense par élève des commissions scolaires

En 1987-1988, la dépense par élève des commissions scolaires du Québec était de 4 485 $, soit 3 p. 100 de moins qu'en Ontario et 1 p. 100 de plus qu'aux États-Unis[1]. Cela constitue un important redressement compte tenu qu'en 1981-1982, la dépense par élève au Québec était de 27 p. 100 supérieure à celle de l'Ontario et de 40 p. 100 plus élevée qu'aux États-Unis.

Entre 1972 et 1981, la dépense par élève au Québec a augmenté de 317 p. 100, comparativement à 215 p. 100 en Ontario et 165 p. 100 aux États-Unis. La diminution particulièrement rapide de l'effectif scolaire au Québec entre 1972 et 1981 a contribué à une forte augmentation de sa dépense par élève, en raison des rigidités qui ont empêché une diminution des dépenses proportionnelle à la baisse de l'effectif scolaire. Les politiques salariales plus généreuses au Québec, la plus forte diminution du nombre moyen d'élèves par enseignant et le coût plus élevé des politiques de sécurité d'emploi sont également à l'origine de la progression plus rapide de la dépense par élève au Québec.

Entre 1981 et 1987, la dépense par élève au Québec s'est accrue de 26 p. 100, comparativement à 65 p. 100 en Ontario et 74 p. 100 aux États-Unis. On a procédé au Québec au retrait d'avantages acquis par les employés des commissions scolaires au cours des années antérieures et ce, par des politiques de restrictions salariales et des augmentations de la tâche des enseignants. Pendant ce temps, en Ontario et aux États-Unis, les conditions de travail des employés s'amélioraient, de sorte que l'écart entre le Québec et ces régions, en ce qui a trait aux coûts moyens, s'amenuisait sensiblement.

En 1987-1988, la dépense par élève dans 23 États américains[2] était supérieure à celle du Québec et lui était inférieure dans 28 États. Par rapport à l'Ontario, la dépense par élève était plus élevée dans 16 États[2] alors qu'elle était moins élevée dans 35 autres.

---

[1] *Pour exprimer les données américaines sur une base comparable, nous avons utilisé un* ***indice de parité de pouvoir d'achat****. Cet indice indique le taux de conversion de la monnaie américaine en dollars canadiens qui permet d'acheter un ensemble équivalent de biens et services dans les deux pays.*

[2] *Y compris le district de Columbia.*

Tableau 1.3
Dépense[1] par élève des commissions scolaires du Québec, de l'Ontario et des États-Unis
(en dollars courants[2])

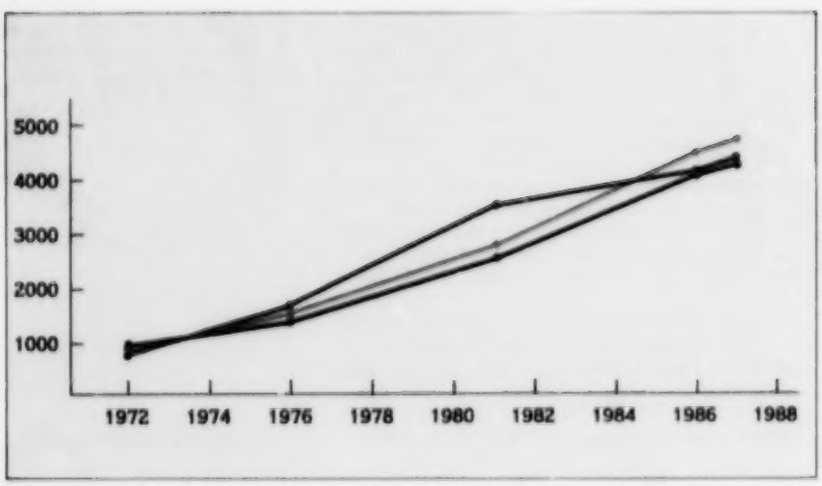
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Québec	854	1 769	3 563	4 265	4 485
Ontario	894	1 613	2 813	4 310	4 642
États-Unis	965	1 531	2 553	4 161	4 440

e estimation

*[1] Y compris la dépense **nette** pour les activités auxiliaires. La dépense de fonctionnement exclut cependant le service de la dette, la formation continue, les immobilisations financées à même les revenus courants ainsi que les dépenses de transfert.*

[2] Voir la note 1 au bas du texte.

Graphique 1.3
Dépense par élève des commissions scolaires du Québec, de l'Ontario et des États-Unis
(en dollars courants)



1.4 Rapport élèves-enseignant dans les commissions scolaires

En 1987-1988, il y avait en moyenne 16,6 élèves pour un enseignant dans les commissions scolaires du Québec, alors qu'en Ontario et aux États-Unis le nombre moyen d'élèves par enseignant était respectivement de 19,7 et de 16,9.

Les années 1972 à 1981 ont été marquées par une très forte baisse de l'effectif scolaire, qui n'a pas été suivie par une réduction proportionnelle du nombre d'enseignants, ce qui a entraîné une diminution du nombre moyen d'élèves par enseignant dans chacune des régions considérées. Cette diminution a été particulièrement forte au Québec et elle découle d'un allégement de la tâche des enseignants et de changements dans la composition de l'effectif scolaire. L'allégement de la tâche a été obtenu dans le cadre du processus de négociation collective centralisé, qui a certainement avantagé les enseignants québécois. En Ontario et aux États-Unis, les négociations entre les syndicats d'enseignants et les employeurs se font localement, au niveau de chaque commission scolaire, et une forte proportion des conventions collectives ne prévoyaient rien sur la tâche des enseignants au cours de la période considérée.

Cependant, un important revirement s'est produit au début des années 1980. Dans le contexte de fortes compressions budgétaires qui a prévalu au Québec au cours de ces années, la tâche des enseignants a été augmentée et le nombre moyen d'élèves par enseignant s'est légèrement accru: entre 1981 et 1987, il est passé de 16,2 à 16,6. Pendant ce temps, le rapport élèves-enseignant continuait de diminuer en Ontario et aux États-Unis, pour se situer respectivement à 19,7 et 16,9 en 1987-1988. Bien que l'écart demeure important avec l'Ontario (3,1), le nombre moyen d'élèves par enseignant au Québec est maintenant tout près de la moyenne américaine.

Si on situe le Québec par rapport à l'ensemble des États américains en 1986-1987 (l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données par État), on compte 21 États dont le nombre d'élèves par enseignant est plus élevé qu'au Québec et 30* dont le nombre est plus petit. En comparaison, seulement 4 États américains ont un nombre moyen d'élèves par enseignant plus élevé qu'en Ontario.

* Y compris le District de Columbia

Tableau 1.4
Rapport élèves-enseignant[1] dans les commissions scolaires du Québec, de l'Ontario et des États-Unis

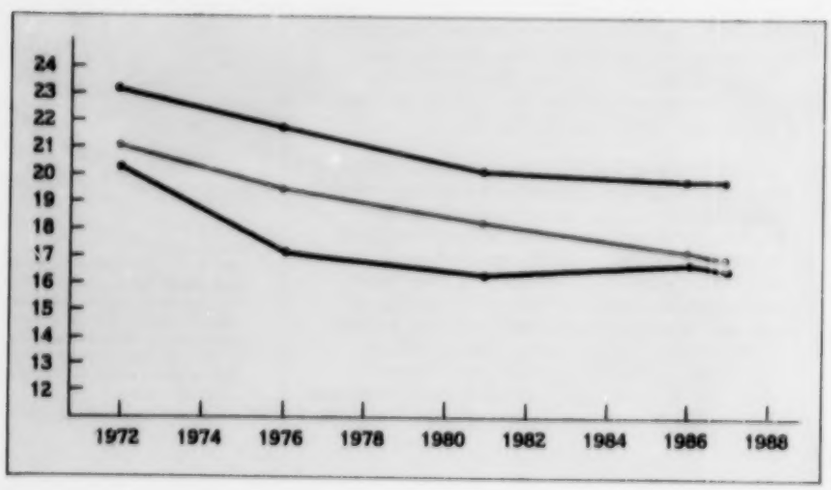
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Québec	20,2	17,1	16,2	16,8	16,6
Ontario[2]	23,1	21,8	20,7	19,8	19,7
États-Unis	21,0	19,5	18,2	17,1	16,9

e estimation.

[1] *L'effectif scolaire et le nombre de postes d'enseignants qui ont servi au calcul du rapport élèves enseignant ont été établis en « équivalent temps plein ». L'effectif de l'éducation préscolaire a été converti en « équivalent temps plein » en divisant le nombre d'enfants par deux.*

[2] *Afin d'harmoniser les concepts de* ***personnel d'enseignement*** *de l'Ontario et de* ***personnel enseignant*** *du Québec, nous avons dû procéder à certains ajustements des données ontariennes (dont le retrait des directeurs et des directeurs adjoints). Il s'agit d'estimations.*

Graphique 1.4
Rapport élèves-enseignant dans les commissions scolaires du Québec, de l'Ontario et des États-Unis



1.5 Salaire moyen des enseignants des commissions scolaires

En 1987-1988, le salaire moyen des enseignants des commissions scolaires du Québec était de 36 380 $, alors que leurs collègues ontariens et américains recevaient en moyenne 42 845 $ et 35 179 $ respectivement.

Entre 1972 et 1981, les enseignants québécois ont obtenu des augmentations salariales beaucoup plus fortes (228 p. 100) que ce qui a été obtenu par les enseignants de l'Ontario (179 p. 100) et des États-Unis (96 p. 100). Les différences dans les politiques salariales sont à l'origine de ces écarts importants dans l'évolution des salaires[1]. En 1981-1982, le salaire moyen des enseignants québécois était légèrement plus élevé que celui de leurs collègues ontariens (28 893 $ contre 28 672 $) et supérieur de 35 p. 100 à celui des enseignants américains (21 394 $).

Entre 1981 et 1987, la tendance s'est cependant renversée au Québec. Dans le cadre d'un resserrement budgétaire généralisé, on a procédé au Québec à la récupération d'une partie des augmentations de salaire accordées précédemment et on a établi des politiques d'indexation salariale moins avantageuses. Pendant ce temps, les conditions salariales des enseignants ontariens et américains s'amélioraient, de sorte qu'en 1987-1988, les enseignants québécois gagnaient en moyenne 15 p. 100 de moins que leurs homologues ontariens et 3 p. 100 de plus que les enseignants américains.

En 1987-1988, les enseignants de 15 États américains[2] recevaient un salaire moyen plus élevé qu'au Québec et 36 une rémunération plus faible. D'autre part, les enseignants de seulement 2 États avaient un salaire moyen plus élevé qu'en Ontario (l'Alaska et le District de Columbia).

---

[1] *Bien que l'inflation soit à l'origine de la forte hausse des salaires dans chaque région, elle ne peut expliquer l'accroissement beaucoup plus important du salaire moyen des enseignants québécois, puisque l'augmentation des prix a été sensiblement la même au Québec et en Ontario, et que les données américaines ont été ajustées à l'aide d'un indice de parité de pouvoir d'achat qui tient compte de la variation relative de prix entre les régions (voir la note 2 au bas du tableau).*

[2] *Y compris le District de Columbia.*

Tableau 1.5
Salaire moyen des enseignants des commissions scolaires du Québec, de l'Ontario et des États-Unis
(en dollars)

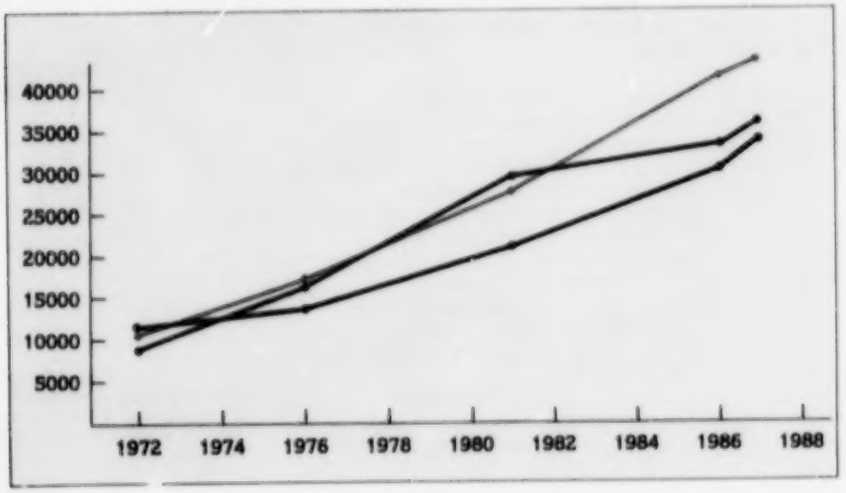
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Québec	8 844	16 046	28 983	34 680	36 380
Ontario[1]	10 270	17 229	28 672	40 268	42 845
États-Unis[2]	10 939	14 875	21 394	32 955	35 179

e estimation

[1] *Afin d'harmoniser les concepts de* ***personnel d'enseignement*** *et l'Ontario et de* ***personnel enseignant*** *du Québec, nous avons dû procéder à certains ajustements des données ontariennes (dont le retrait des directeurs et des directeurs adjoints). Il s'agit d'estimations.*

[2] *Le salaire moyen des enseignants américains a été établi à partir de données de la « National Education Association », auxquelles on a appliqué un indice de parité de pouvoir d'achat. Cet indice indique le taux de conversion de la monnaie américaine en dollars canadiens qui permet d'acheter un ensemble équivalent de biens et services dans les deux pays.*

Graphique 1.5
Salaire moyen des enseignants des commissions scolaires du Québec, de l'Ontario et des États-Unis
(en dollars)



Ontario
Québec
États-Unis

1.6 Dépenses des établissements privés subventionnés

En 1987-1988, la dépense de fonctionnement des établissements privés subventionnés était de 352 millions de dollars. Le gouvernement du Québec a défrayé environ 60 p. 100 de ces dépenses. Les droits de scolarité ont permis d'en défrayer 23 p. 100 et les ententes de services avec des commissions scolaires, 5 p. 100. Les 12 p. 100 qui restent proviennent surtout de dons de communautés religieuses et de particuliers.

La dépense par élève des écoles privées était de 4 192 $ en 1987-1988, ce qui est de 7 p. 100 moins élevé que pour les commissions scolaires (4 485 $). En 1983-1984, l'écart entre le public et le privé était de 12 p. 100*.

Cependant, il y a des différences entre les deux réseaux qui expliquent ces écarts entre les dépenses par élève, et il est nécessaire d'en tenir compte pour interpréter adéquatement les données. Parmi les facteurs qui peuvent justifier une dépense par élève plus élevée pour le secteur public, on peut rappeler que les commissions scolaires offrent relativement plus de services aux élèves du secondaire professionnel et aux élèves en difficulté que les écoles privées. Par ailleurs, le transport scolaire est également plus développé dans le réseau public; cela explique en partie le coût plus élevé pour les commissions scolaires.

Il y a cependant des facteurs qui jouent en sens inverse. Parmi ceux-ci, il faut souligner le fait que l'enseignement primaire est relativement plus important dans le secteur public, ce qui a un effet à la baisse sur la dépense par élève des commissions scolaires.

Si on normalisait les dépenses pour tenir compte de ces différences entre les deux réseaux d'enseignement, l'écart entre les dépenses par élève des commissions scolaires et celles des écoles privées serait peu significatif en 1987-1988.

* *Avant 1983-1984, les établissements ethniques n'étaient pas compris dans les statistiques financières des établissements privés subventionnés. En raison de ce sous-dénombrement, nous n'avons pas produit de données pour les années antérieures à 1983-1984.*

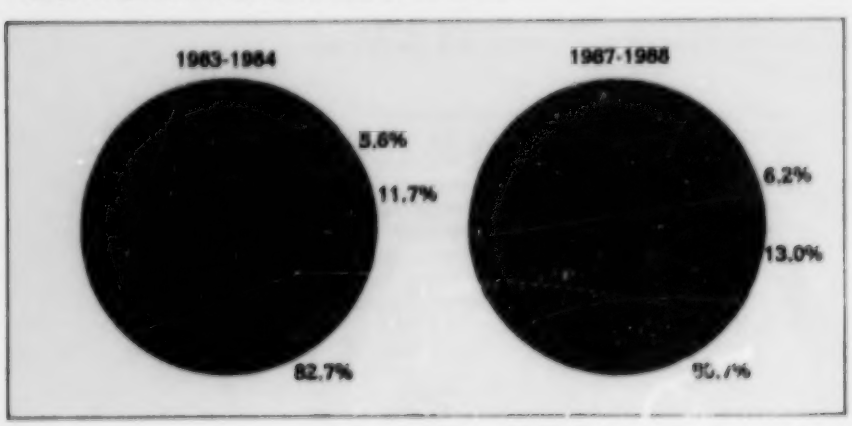
Tableau 1.6
Dépenses* de fonctionnement des établissements privés subventionnés, selon l'ordre d'enseignement

	1983 84	1984 85	1985 86	1986 87	1987 88
Dépenses totale (en millions de dollars)	**259.6**	**291.2**	**304.5**	**327.7**	**351.6**
Éducation préscolaire et primaire	30.4	40.2	38.3	42.4	45.5
Secondaire	214.7	235.5	249.4	266.6	284.2
Difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	14.5	15.5	16.8	18.7	21.9
Part de l'État dans le financement des dépenses (en p. 100)	**64.8**	**60.8**	**60.2**	**60.1**	**59.9**
Dépense par élève (en dollars courants)	**3 391**	**3 705**	**3 783**	**4 006**	**4 192**

e estimation

* Y compris les dépenses nettes des activités auxiliaires et communautaires

Graphique 1.6
Répartition des dépenses de fonctionnement des établissements privés subventionnés, selon l'ordre d'enseignement
(en p. 100)



Éducation préscolaire et primaire
Secondaire
Difficulté d'adaptation ou d'apprentissage

2.1 L'accessibilité à la 4e et à la 5e secondaire

Après avoir marqué des progrès importants au début des années quatre-vingt, l'accessibilité aux plus hautes classes de l'enseignement secondaire a quelque peu régressé au cours des dernières années. La proportion des jeunes qui accèdent à la 4e secondaire est passée de 89 à 86 p. 100 entre 1984 et 1987. L'accessibilité à la 5e secondaire, qui avait atteint un sommet de 80 p. 100 en 1985, s'établit à 76 p. 100 en 1987.

Ce recul s'explique en partie par le relèvement des exigences scolaires, notamment au moyen de l'application de la note de passage de 60 p. 100, à compter de la cohorte des élèves de 1re secondaire de 1982-1983. Le développement spectaculaire de l'éducation des adultes depuis quelques années compense, du moins dans une certaine mesure, la persévérance moindre observée ici au secteur des Jeunes.

La proportion des jeunes qui accèdent à la 1re secondaire est d'environ 99 p. 100. Par la suite, 96 p. 100 accèdent à la 2e et 93 p. 100 à la 3e secondaire. Les différences selon le sexe, qui se manifestent sur le plan du retard scolaire jusqu'en 1re secondaire, commencent à se répercuter sur l'accessibilité à compter de la 2e secondaire, avec un écart de 2,5 points en faveur des filles. L'écart s'élargit ensuite pour atteindre 10 points de pourcentage en 5e secondaire.

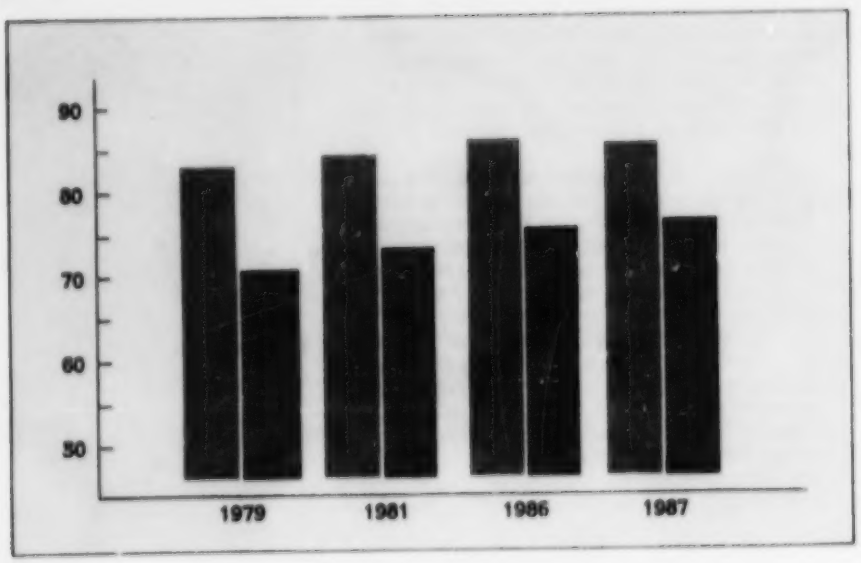
La probabilité d'accéder à une classe est mesurée en combinant diverses probabilités selon l'âge. Pour mesurer l'accessibilité à la 4e secondaire en 1987, par exemple, on établit la probabilité, pour les jeunes qui n'avaient pas encore atteint cette classe, de l'atteindre à 14, 15, 16, 17 et 18 ans en 1987. La combinaison de ces probabilités permet d'établir la probabilité globale mesurant l'accessibilité à la 4e secondaire au sein d'une cohorte qui connaîtrait, au cours de sa vie, l'ensemble des probabilités établies en 1987 pour les jeunes Québécois de 14 à 18 ans.

Tableau 2.1
Probabilité d'accéder à la 4e et à la 5e secondaire à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon le sexe
(en p. 100)

		1979	1981	1986	1987
4e secondaire	Garçons	80,9	81,7	84,5	82,7
	Filles	85,8	86,5	89,3	88,9
	Ensemble	83,3	84,0	86,8	85,8
5e secondaire	Garçons	67,9	68,8	70,4*	71,5
	Filles	74,7	78,3	80,8*	81,6
	Ensemble	71,3	73,4	75,5*	76,4

* *Données ajustées pour tenir compte des perturbations provoquées par le changement de la note de passage au secondaire*

Graphique 2.1
Probabilité d'accéder à la 4e et à la 5e secondaire à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé
(en p. 100)



2.2 Le retard scolaire

La proportion des élèves qui accumulent un certain retard au cours de leurs études primaires et secondaires s'établit à environ 52 p. 100 en 1987. Cela représente une augmentation importante par rapport à 1986, alors que 45 p. 100 des jeunes de 17 ans avaient connu l'expérience du retard scolaire. Il faut y voir l'effet du relèvement de la note de passage à 60 p. 100 au secondaire, puisque les jeunes de 17 ans, en 1987, forment la première cohorte soumise à cette nouvelle norme depuis son entrée au secondaire, en 1982-1983. Le concept de retard scolaire utilisé ici est particulièrement large, puisqu'il s'applique à tous les jeunes qui n'ont pas obtenu de diplôme du secondaire à l'âge normal de 17 ans, que ce soit à cause d'un redoublement ou à cause d'un abandon.

Dès l'enseignement primaire, un élève sur cinq accumule un certain retard par rapport au cheminement normalement prévu. Le retard scolaire au primaire est mesuré par la proportion des jeunes de 12 ans qui n'ont pas encore atteint l'enseignement secondaire. En comparant l'indice du retard accumulé au primaire-secondaire en 1987 avec celui du primaire en 1982 (pour une même cohorte), on constate que 45 p. 100 de ceux qui accumulent du retard commencent à le faire dès l'enseignement primaire. On peut aussi établir que, parmi les élèves qui avaient entrepris leurs études secondaires à l'âge habituel de 12 ans en 1982, 37 p. 100 ont fait l'expérience du retard scolaire au secondaire. Cette proportion était de 26 p. 100 au sein de la cohorte entrée au secondaire à 12 ans en 1981, la dernière à avoir connu l'ancien régime de sanction des études.

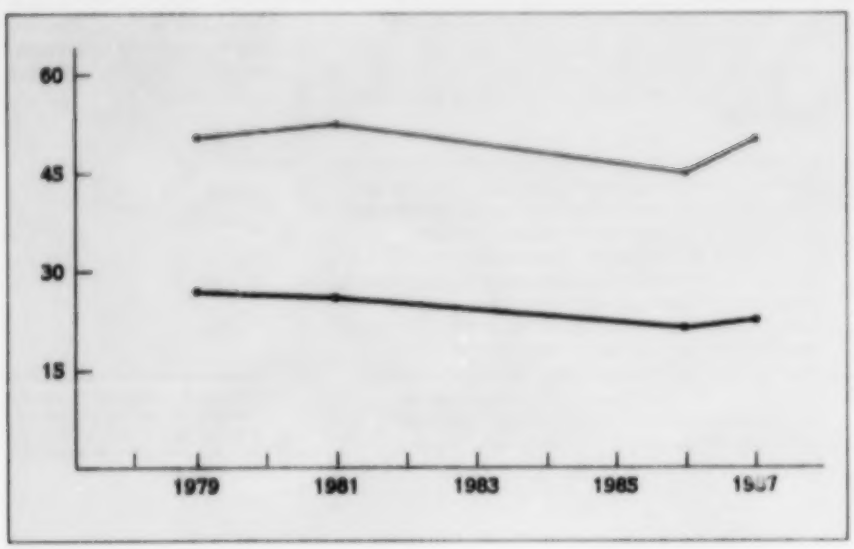
Les garçons sont nettement plus sujets au retard scolaire que les filles et ce, dès le début du cheminement scolaire. En effet, 25 p. 100 des garçons font l'expérience du retard scolaire au primaire, alors que ce n'est le cas que de 15 p. 100 des filles. Les écarts observés entre les sexes s'accroissent légèrement par la suite jusqu'à la fin du secondaire.

Tableau 2.2
Incidence du retard scolaire à l'enseignement primaire et secondaire, réseaux public et privé, selon le sexe
(en p. 100)

		1979	1981	1986	1987
Primaire[1]	Garçons	31,1	30,2	24,5	24,9
	Filles	21,2	19,6	15,0	15,3
	Ensemble	26,3	25,0	19,9	20,2
Primaire-secondaire[2]	Garçons	57,9	58,8	51,9	59,3
	Filles	46,9	47,5	37,5	44,7
	Ensemble	52,6	53,3	44,9	52,2

[1] *Proportion des jeunes de 12 ans qui n'ont pas atteint l'enseignement secondaire.*
[2] *Proportion des jeunes de 17 ans qui n'ont pas obtenu un diplôme du secondaire.*

Graphique 2.2
Incidence du retard scolaire à l'enseignement primaire et secondaire, réseaux public et privé
(en p. 100)



2.3 Les abandons

En 1987, le phénomène des abandons sans diplôme a connu une certaine recrudescence, tant en nombres absolus qu'en termes d'incidence relative. Cette évolution était prévisible, à la suite de deux importants changements apportés au régime pédagogique, visant un resserrement des préalables à l'obtention d'un diplôme du secondaire: le relèvement de la note de passage à 60 p. 100 et l'ajout d'une année de formation générale préalable à l'inscription à des programmes de formation professionnelle. Dans une certaine mesure, l'amélioration du marché de l'emploi a également pu contribuer à la recrudescence des abandons; pour une partie des jeunes, surtout chez les garçons, le marché du travail entre en concurrence avec la poursuite des études.

Le nombre annuel des décrocheurs et la probabilité pour un jeune de quitter l'école sans diplôme du secondaire indiquent cependant que le phénomène de l'abandon scolaire a nettement régressé par rapport à la situation qui prévalait en 1976 et 1981 et ce, en dépit du resserrement des exigences scolaires. Les garçons sont plus sujets que les filles à abandonner sans diplôme, et les différences selon le sexe se sont accentuées depuis 1976. Par ailleurs, des données plus détaillées montrent que 97 p. 100 des jeunes de 15 ans (âge au 30 septembre) s'inscrivent à l'école alors qu'ils ont cessé d'être soumis à l'obligation scolaire. De fait, les trois quarts des abandons sont le fait d'élèves âgés d'au moins 17 ans, soit l'âge normal d'obtention du diplôme.

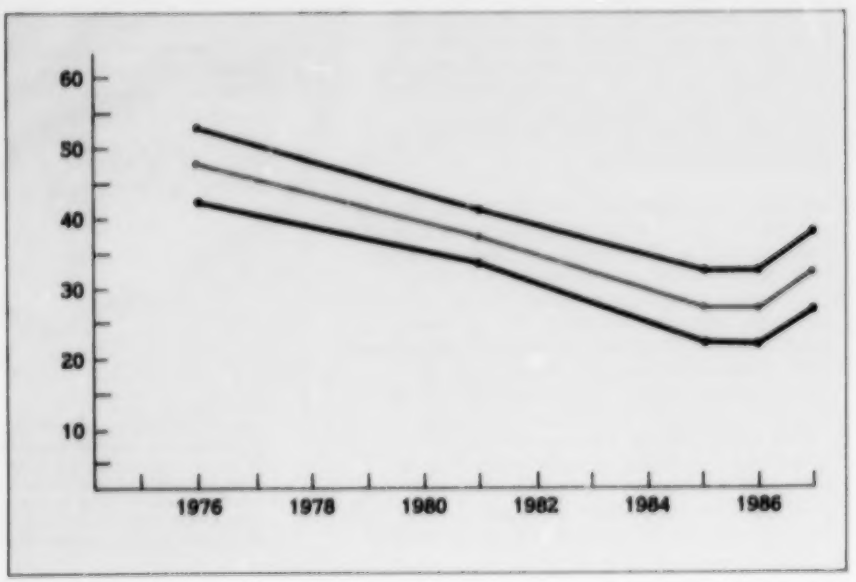
La notion d'abandon scolaire utilisée ici se réfère à une interruption des études (absence d'inscription au 30 septembre) par un jeune qui était inscrit à l'enseignement ordinaire l'année précédente, qui n'a pas obtenu son diplôme et qui réside toujours au Québec au moment où l'interruption est constatée*. La probabilité d'abandonner est mesurée par le complément de la probabilité d'obtenir un diplôme à l'enseignement ordinaire (fiche 4.2). Il s'agit donc d'une probabilité d'abandonner **définitivement** l'enseignement secondaire (secteur des Jeunes) sans avoir obtenu le diplôme.

* *Les départs liés à des phénomènes extrascolaires, comme la mortalité et l'émigration, ne sont donc pas inclus au nombre des abandons. En l'absence d'un dénombrement systématique des abandons dans les fichiers-élèves, les nombres d'abandons sont estimés à partir des inscriptions, des diplômes et des variations démographiques.*

Tableau 2.3
Nombre d'abandons et probabilité d'abandonner sans diplôme à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon le sexe.

		1976	1981	1985	1986	1987
Nombre d'abandons	Garçons	35 000	25 900	19 000	18 900	20 000
	Filles	28 000	19 700	13 200	12 600	13 400
	Ensemble	63 000	45 600	32 200	31 500	33 400
Probabilité d'abandonner (en p. 100)	Garçons	53,2	40,9	32,2	32,2	37,4
	Filles	42,7	34,0	22,6	22,2	27,3
	Ensemble	48,0	37,5	27,5	27,3	32,4

Graphique 2.3
Probabilité d'abandonner sans diplôme à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon le sexe
(en p. 100)



3.1 Les résultats aux épreuves du secondaire selon le sexe, le réseau d'enseignement, la langue d'enseignement et le type de formation

En juin 1988, le ministère de l'Éducation a administré 104 épreuves en vue de la sanction des études dans les classes de 3e, 4e et 5e secondaire. La moyenne des résultats s'établit à 70,3 p. 100*. Le taux de réussite a été de 80,3 p. 100.

Alors que les filles ont un net avantage sur les garçons en matière de persévérance scolaire (voir les fiches 2.1, 2.2, 2.3 et 4.2), on observe un léger avantage chez les garçons en ce qui a trait aux résultats aux épreuves ministérielles. Ce sont sans doute les abandons scolaires, plus importants chez les garçons que chez les filles, qui contribuent à cette situation, puisque ce sont généralement les élèves les plus faibles qui abandonnent leurs études.

Les élèves du réseau privé ont obtenu des résultats plus élevés que ceux du réseau public. La moyenne obtenue dans les établissements privés dépasse celle des commissions scolaires de 7,9 points. La proportion des échecs est de 22,1 p. 100 au réseau public, contre 9,1 p. 100 au réseau privé. Les différences selon la langue d'enseignement sont moins accentuées. Les résultats des élèves qui étudient en anglais sont un peu plus élevés que ceux des élèves qui étudient en français. L'écart des moyennes n'est que de 0,4 point. La proportion des échecs est plus élevée chez les élèves qui étudient en français (20,6 p. 100) que pour les élèves qui étudient en anglais (14,5 p. 100). Les résultats aux épreuves de formation générale sont plus élevés qu'aux épreuves de formation professionnelle. L'écart des moyennes est de 5,2 points et celui des taux de réussite est de 7,3 points.

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer ces écarts. Il existe des différences dans la composition des effectifs scolaires et l'origine sociale des élèves selon le réseau, la langue d'enseignement ou le type de formation. Il faut aussi souligner que les établissements du réseau privé font une sélection des candidats au moment de l'admission, alors que les commissions scolaires doivent accueillir tous les élèves admissibles à l'enseignement secondaire. Enfin, le calendrier d'implantation des nouveaux programmes n'étant pas le même selon le secteur linguistique, les élèves qui étudient en français ne sont pas soumis aux mêmes épreuves que ceux qui étudient en anglais.

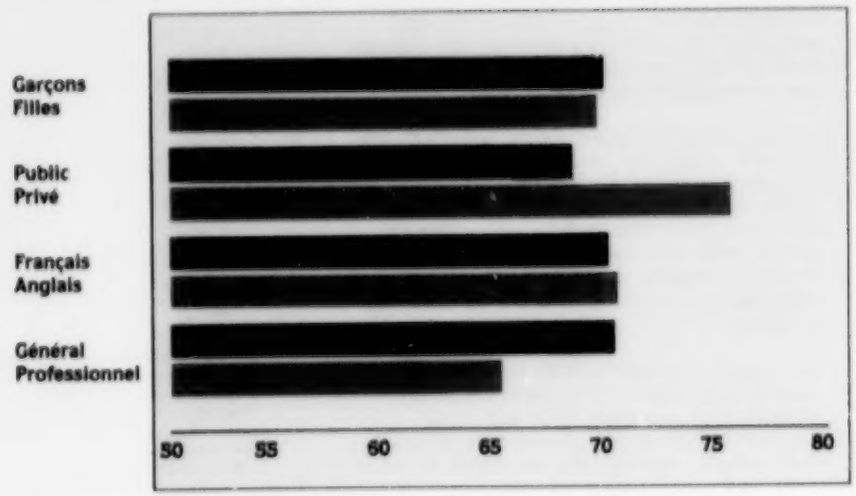
---

* *Cette donnée est calculée à partir de la note finale des élèves. La note finale est composée, à parts égales, du résultat de l'élève à l'épreuve unique du Ministère et de la note de l'école dite « modérée ». La modération est une opération qui consiste à modifier les notes de l'école de façon à les rendre comparables d'une école à l'autre, en utilisant comme base de comparaison, la performance de chaque groupe d'élèves à l'épreuve ministérielle.*

Tableau 3.1
Résultats aux épreuves ministérielles du secondaire selon le sexe, le réseau, la langue d'enseignement et le type de formation, session de juin 1988

	Moyenne (en p. 100)	Pourcentage de réussite
Garçons	70,6	81,8
Filles	70,0	78,9
Réseau public	68,8	77,9
Réseau privé	76,7	90,9
Langue d'enseignement: français	70,2	79,4
Langue d'enseignement: anglais	70,6	85,5
Épreuves de formation générale	70,5	80,5
Épreuves de formation professionnelle	65,3	73,2
Ensemble	**70,3**	**80,3**

Graphique 3.1
Moyenne aux épreuves ministérielles du secondaire selon certaines variables, session de juin 1988



3.2 Les disparités régionales aux épreuves du secondaire

Cinq régions ont obtenu des résultats supérieurs à ceux de l'ensemble du Québec aux épreuves ministérielles de juin 1988*. Ce sont l'Outaouais, le Sud de Montréal, Québec, l'Île-de-Montréal et l'Estrie.

Les résultats des élèves des régions du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie et de Trois-Rivières sont un peu inférieurs à ceux de l'ensemble du Québec. Les derniers rangs sont occupés par le Saguenay – Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et le Nouveau-Québec. Les résultats du Nouveau-Québec sont particulièrement faibles. Le pourcentage d'échec est de 73,8 p. 100, alors que dans les autres régions il ne dépasse pas 27,3 p. 100. C'est dire qu'il reste beaucoup d'efforts à consentir afin d'adapter l'enseignement secondaire aux besoins de la population autochtone de cette région.

Le classement des régions n'a pas beaucoup varié de 1987 à 1988. On retrouve les mêmes régions aux premiers et aux derniers rangs. Au milieu du classement, soulignons les progrès enregistrés dans la région du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie, qui est passée du neuvième au sixième rang et dont la moyenne et le taux de réussite se situent maintenant tout près des résultats de l'ensemble du Québec.

Une comparaison des résultats aux épreuves ministérielles avec les probabilités d'atteindre le diplôme du secondaire (fiche 4.3) laisse supposer l'influence de la persévérance scolaire dans certaines régions. Dans une région où la persévérance est faible, la moyenne des résultats aux épreuves ministérielles peut être élevée du fait de l'élimination des élèves les plus faibles. C'est le cas de l'Outaouais, qui se classe à l'avant-dernier rang pour l'accès au diplôme et au premier rang pour les résultats aux épreuves ministérielles. À l'inverse, les régions du Saguenay – Lac-Saint-Jean et de Trois-Rivières, respectivement deuxième et troisième pour l'accès au diplôme, se classent au dixième et au septième rang pour la moyenne des résultats aux mêmes épreuves.

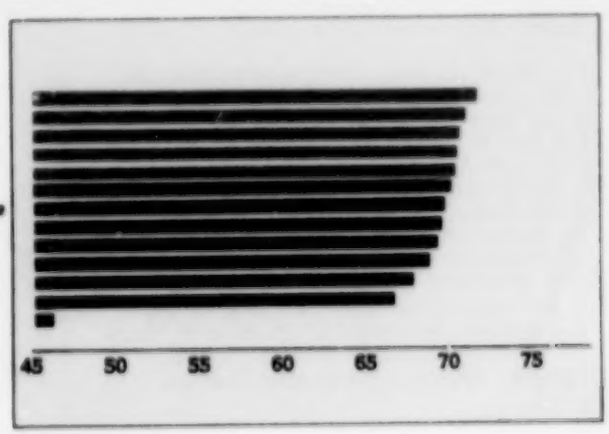
---

* *Ces résultats sont calculés à partir de la note finale des élèves. La note finale est composée, à parts égales, du résultat de l'élève à l'épreuve unique du Ministère et de la note de l'école dite « modérée ». La modération est une opération qui consiste à modifier les notes de l'école de façon à les rendre comparables d'une école à l'autre, en utilisant comme base de comparaison, la performance de chaque groupe d'élèves à l'épreuve ministérielle.*

Tableau 3.2
Résultats aux épreuves ministérielles du secondaire selon la région administrative scolaire, session de juin 1988

Région administrative scolaire	Moyenne (en p. 100)	Pourcentage de réussite
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	69,9	80,1
Saguenay – Lac-Saint-Jean	67,9	74,9
Québec	70,8	81,1
Trois-Rivières	69,7	79,4
Estrie	70,6	80,3
Nord de Montréal	69,0	78,8
Sud de Montréal	71,1	82,4
Île-de-Montréal	70,7	80,6
Outaouais	71,9	82,4
Abitibi-Témiscamingue	68,6	76,9
Côte-Nord	66,5	72,7
Nouveau-Québec	46,5	26,2
Ensemble du Québec	**70,3**	**80,3**

Graphique 3.2
Moyenne aux épreuves ministérielles du secondaire selon la région administrative scolaire, session de juin 1988



3.3 Les résultats selon la matière aux épreuves du secondaire

Pour illustrer la performance des élèves selon la matière, aux épreuves du secondaire de juin 1988, nous avons retenu les résultats de 51 épreuves ministérielles ayant fait l'objet d'une correction uniforme*. Ces épreuves sont regroupées en huit groupes.

Les meilleurs résultats ont été obtenus aux épreuves de langue seconde (français et anglais). Les résultats dans ces deux matières dépassent nettement ceux de l'ensemble des épreuves ministérielles, dont la moyenne s'établit à 70,3 p. 100 et le taux de réussite à 80,3 p. 100. Les résultats en mathématique sont un peu inférieurs aux résultats d'ensemble. C'est en physique et en éducation économique que les élèves ont éprouvé le plus de difficulté. Dans ces matières, les pourcentages d'échecs sont d'environ 30 p. 100.

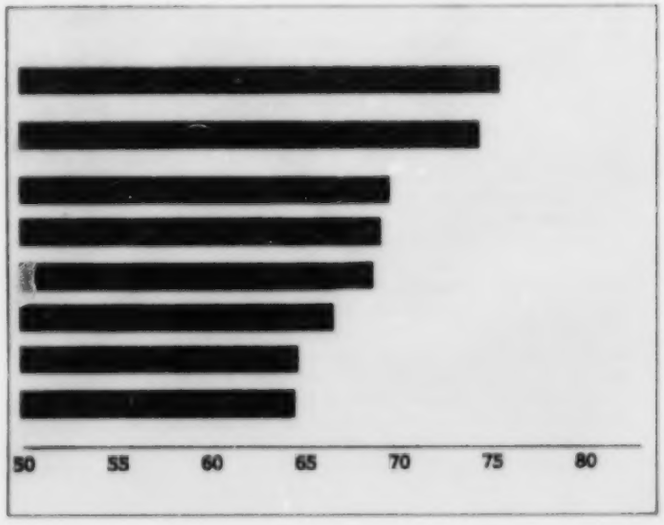
On observe peu d'écart entre la performance des filles et celle des garçons en mathématique, en physique et en langue seconde. Dans les autres matières, les garçons ont l'avantage sur les filles, surtout en géographie. Dans cette matière, le taux de réussite des garçons a été de 79,7 p. 100 contre 69,8 p. 100 pour les filles. Les élèves qui étudient en anglais ont mieux réussi que ceux qui étudient en français en éducation économique et en géographie. Ces derniers ont, toutefois obtenu une moyenne légèrement supérieure en mathématique et en physique. Les élèves du réseau privé surclassent ceux du réseau public dans toutes les matières. Cette situation s'explique sans doute en bonne partie par le mode de sélection des candidats au moment de l'admission et par des différences dans la composition des populations scolaires des deux réseaux.

* *Ces résultats sont calculés à partir de la note finale des élèves. La note finale est composée, à parts égales, du résultat de l'élève à l'épreuve unique du Ministère et de la note de l'école dite « modérée ». La modération est une opération qui consiste à modifier les notes de l'école de façon à les rendre comparables d'une école à l'autre, en utilisant comme base de comparaison, la performance de chaque groupe d'élèves à l'épreuve ministérielle.*

Tableau 3.3
Résultats pour huit groupes d'épreuves ministérielles du secondaire, session de juin 1988

Matière	Moyenne (en p. 100)	Pourcentage de réussite
Anglais, langue seconde (4e secondaire)	75,3	88,1
Éducation économique (5e secondaire)	64,8	70,2
Français, langue seconde (5e secondaire)	74,1	89,8
Géographie (3e secondaire)	68,7	74,6
Histoire (4e secondaire)	66,5	72,6
Mathématique (4e secondaire)	68,3	73,3
Mathématique (5e secondaire)	69,0	75,8
Physique (4e secondaire)	64,7	69,0

Graphique 3.3
Moyenne pour huit groupes d'épreuves ministérielles du secondaire, session de juin 1988



3.4 L'épreuve de français écrit de 5e secondaire

En mai 1988, les élèves de 5e secondaire qui étudiaient en français ont subi une épreuve de français écrit qui a fait l'objet d'une correction centralisée au ministère de l'Éducation*. La moyenne des résultats s'est établie à 63,1 p. 100; 57,4 p. 100 des élèves ont atteint le seuil de réussite fixé à 60 p. 100. Cette épreuve existe depuis 1986. Entre 1986 et 1988, la moyenne a augmenté de 4,4 points et le pourcentage de réussite de 7,6 points.

La correction portait, pour la moitié des points, sur le discours (clarté de l'énoncé et de l'opinion, qualité de l'argumentation, cohérence, logique et choix du niveau de langue) et, pour l'autre moitié, sur la langue (précision et richesse du vocabulaire, syntaxe et orthographe). La performance des élèves a été meilleure pour ce qui est du discours (36,8 points sur 50) que pour la langue (26,3 points sur 50). Si les élèves s'expriment clairement et de façon cohérente, ils maîtrisent très mal la grammaire, la syntaxe et l'orthographe, faisant en moyenne une erreur tous les quinze mots.

Alors que pour l'ensemble des épreuves utilisées en vue de la sanction des études on observe un léger avantage des garçons sur les filles (voir fiche 3.1), les résultats obtenus par les filles à l'épreuve de français écrit ont été nettement supérieurs à ceux des garçons. La moyenne obtenue par les filles dépasse de 5,4 points celle obtenue par les garçons. Le pourcentage d'échecs des garçons atteint 50,1 p. 100, contre 36,1 p. 100 pour les filles.

La moyenne des élèves du réseau privé dépasse de presque 10 points celle des élèves des commissions scolaires. 47,2 p. 100 des élèves du réseau public ont échoué à l'épreuve alors qu'à l'enseignement privé, 22,9 p. 100 des élèves n'ont pu obtenir la note de passage. L'écart le plus important est celui qu'on observe entre les élèves en formation générale et ceux en formation professionnelle. L'écart des moyennes est de 12,7 points en faveur des élèves en formation générale. Le taux d'échecs des élèves en formation professionnelle est très élevé: il atteint 74,1 p. 100, contre 40,5 p. 100 pour ceux en formation générale.

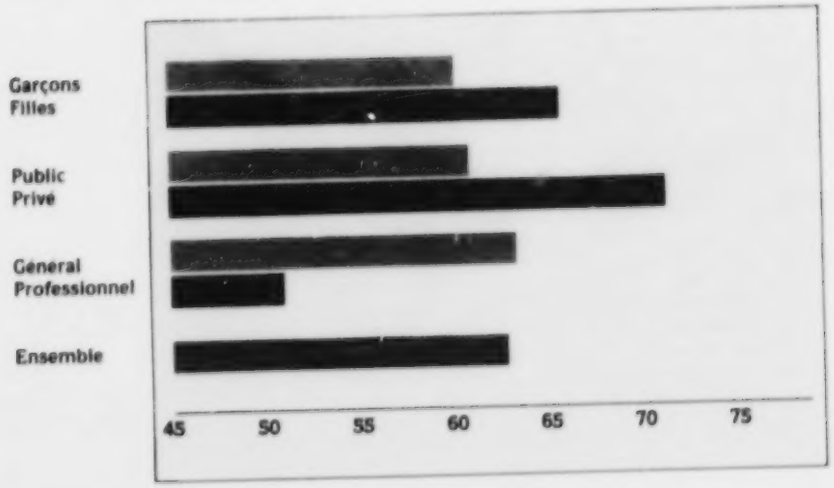
Il est difficile d'expliquer l'écart entre les résultats des garçons et ceux des filles. Quant aux différences selon le réseau d'enseignement et le type de formation, elles s'expliquent sans doute en grande partie par des facteurs tels que le mode de sélection des candidats, la composition des effectifs et l'origine sociale des élèves.

* *Les résultats de cette épreuve n'ont pas été utilisés en vue de la sanction des études.*

Tableau 3.4
Résultats à l'épreuve de français écrit de 5e secondaire selon le sexe, le réseau d'enseignement et le type de formation des élèves

	Moyenne (en p. 100)			Pourcentage de réussite		
	1986	1987	1988	1986	1987	1988
Garçons	55.4	57.5	60.2	41.4	43.2	49.9
Filles	61.7	63.6	65.6	57.4	59.0	63.9
Réseau public	57.3	58.9	61.2	46.3	47.2	52.8
Réseau privé	65.6	68.8	71.0	66.3	71.6	77.1
Formation générale	60.2	62.1	63.9	53.3	55.0	59.5
Formation professionnelle	49.1	51.0	51.2	26.6	26.4	25.9
Ensemble	**58.7**	**60.8**	**63.1**	**49.8**	**51.9**	**57.4**

Graphique 3.4
Moyenne à l'épreuve de français écrit de 5e secondaire selon certaines variables, mai 1988



3.5 L'apprentissage des sciences chez les élèves de 13 ans

À l'occasion d'une enquête internationale sur l'apprentissage des sciences et de la mathématique auprès des élèves de 13 ans, le Québec s'est classé au quatrième rang à l'épreuve de sciences, avec un résultat de 62,9 p. 100. Cette enquête a été menée par le « National Assessment of Educational Progress » (NAEP) en février 1988. Cinq pays et quatre provinces canadiennes y ont participé.

Les élèves québécois de 13 ans ont, pour la plupart, acquis à l'école des notions de sciences dans l'un ou l'autre des programmes suivants: sciences de la nature (au primaire), écologie (en première année du secondaire) et sciences physiques (en deuxième année du secondaire). Il faut noter que l'épreuve utilisée* pour cette étude internationale contenait plusieurs items portant sur des connaissances générales apprises à l'extérieur de l'école.

L'épreuve administrée comportait des items portant sur divers domaines de la science; voici les résultats obtenus par les élèves québécois: les sciences de la vie (70,6 p. 100), la physique (59,4 p. 100), la chimie (53,8 p. 100), les sciences de la terre (61,1 p. 100) et la nature de la science (64,0 p. 100). Par rapport aux autres participants, le Québec s'est classé parmi les quatre premiers en sciences de la vie, en chimie et en nature de la science, au sixième rang en physique et au huitième rang en sciences de la terre.

Au Québec, les garçons ont mieux réussi que les filles (64,8 p. 100 contre 60,6 p. 100). L'avantage des garçons se manifeste dans chacun des domaines évalués à l'exception de la nature de la science.

Par ailleurs, les élèves francophones et anglophones n'ont pas obtenu de résultats globaux significativement différents. Cependant, on observe des différences significatives dans trois domaines; les francophones ont obtenu de meilleurs résultats en sciences de la vie et en chimie, alors que les anglophones ont eu l'avantage en sciences de la terre.

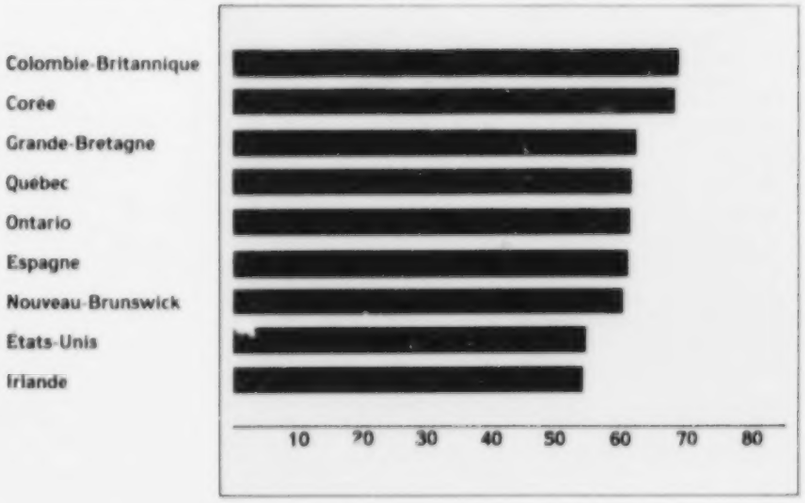
Les élèves québécois disent aimer beaucoup les sciences dans une proportion de 29,6 p. 100; 40,0 p. 100 affirment aimer un peu cette discipline. Par ailleurs, plus de la moitié (58,6 p. 100) des élèves croient qu'il est important d'acquérir certaines connaissances en sciences pour trouver un bon emploi. Ces résultats sont comparables à ceux des autres participants.

* *Les items de cette épreuve proviennent d'une banque d'items constituée par le « Educational Testing Service » (ETS) dans le cadre d'évaluations périodiques administrées aux États-Unis par le NAEP.*

Tableau 3.5
Résultats des élèves de 13 ans à l'épreuve de sciences du NAEP, pour 5 pays et 4 provinces canadiennes, février 1988

Participants	Moyenne (p. 100)
Colombie-Britannique	69.0
Corée	68.7
Grande-Bretagne	63.8
Québec	**62.9**
Ontario	62.6
Espagne	61.7
Nouveau-Brunswick	60.1
États-Unis	56.9
Irlande	55.4

Graphique 3.5
Moyenne des élèves de 13 ans à l'épreuve de sciences du NAEP, pour 5 pays et 4 provinces canadiennes, février 1988



3.6 L'apprentissage de la mathématique chez les élèves de 13 ans

Les élèves québécois ont obtenu la deuxième meilleure performance en mathématique dans le cadre de l'enquête international administrée par le « National Assessment of Educational Progress » (NAEP) à des élèves de 13 ans, en février 1988. Cinq pays et quatre provinces canadiennes participaient à cette enquête. La moyenne générale obtenue par les élèves du Québec s'établit à 71,1 p. 100.

Les items* de l'épreuve de mathématique correspondaient, pour la plupart à des notions contenues dans les programmes québécois du primaire et du premier cycle du secondaire. Ces items portaient sur plusieurs domaines de la mathématique. Voici la moyenne obtenue par les élèves québécois à ces différents regroupements: les méthodes fondamentales (73,8 p. 100), l'organisation et l'interprétation des données (62,1 p. 100), la mesure (64,8 p. 100), la géométrie (60,7 p. 100), les relations (75,4 p. 100), les nombres et les opérations (77,6 p. 100). Le Québec se situe dans le premier tiers des participants dans chacun de ces domaines.

Il n'y a pas de différence significative entre le résultat global des garçons et celui des filles; les garçons ont cependant mieux réussi dans un domaine, celui de la mesure (65,5 p. 100 contre 62,0 p. 100).

Les résultats obtenus par les élèves francophones sont légèrement supérieurs à ceux des élèves anglophones (71,1 p. 100 contre 69,6 p. 100). Les différences en faveur des francophones se sont manifestées dans les domaines suivants: la mesure, l'algèbre, et les nombres et opérations.

Les élèves québécois aiment mieux la mathématique que l'école en général. Ils disent aimer beaucoup la mathématique dans une proportion de 34,7 p. 100; 40,1 p. 100 affirment aimer un peu cette discipline. Pour ce qui est de l'intérêt des élèves pour l'école en général, les proportions s'établissent à 18,5 p. 100 (aiment beaucoup) et à 48,5 p. 100 (aiment un peu). Ces résultats se comparent à ceux des autres participants.

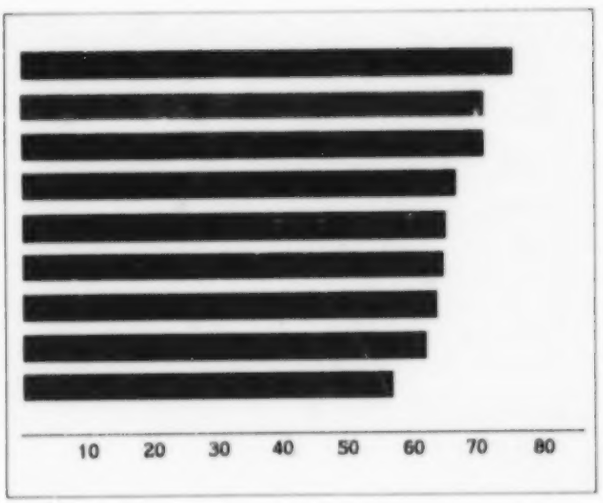
D'autre part, plus de 80 p. 100 des élèves sont d'accord pour affirmer qu'il est important d'apprendre la mathématique pour trouver un bon emploi. Enfin, plus du tiers des élèves francophones croient que la mathématique convient davantage aux garçons qu'aux filles, alors que cette proportion n'est que de 2,7 p. 100 chez les anglophones.

* *Les items de cette épreuve proviennent d'une banque d'items constituée par le « Educational Testing Service » (ETS) dans le cadre d'évaluations périodiques administrées aux États-Unis par le NAEP.*

Tableau 3.6
Résultats des élèves de 13 ans à l'épreuve de mathématique du NAEP, pour 5 pays et 4 provinces canadiennes, février 1988

Participants	Moyenne (p. 100)
Corée	75.9
Québec	**71.1**
Colombie-Britannique	70.6
Nouveau-Brunswick	67.1
Espagne	65.4
Ontario	65.1
Grande-Bretagne	64.4
Irlande	62.9
États-Unis	56.2

Graphique 3.6
Moyenne des élèves de 13 ans à l'épreuve de mathématique du NAEP, pour 5 pays et 4 provinces canadiennes, février 1988



4.1 Le nombre de diplômés

Le nombre de diplômés et de diplômées du secondaire au secteur des Jeunes a été particulièrement faible en 1987, accusant une diminution d'environ 11 500 par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique essentiellement par l'augmentation du retard scolaire (fiche 2.2) provoquée par le relèvement de la note de passage à 60 p. 100 au secondaire. On peut s'attendre à ce que le nombre de diplômes revienne à un niveau plus élevé en 1988, puisque la baisse enregistrée à l'âge normal d'obtention du diplôme sera alors compensée par une augmentation chez les élèves ayant accumulé du retard, ce qui n'est pas encore le cas en 1987. L'autre facteur qui a pu contribuer à une baisse du nombre de diplômés à l'enseignement ordinaire est le déplacement d'une partie des effectifs vers l'éducation des adultes (voir fiche 5.2).

Environ 79 p. 100 des diplômés de 1987 sont de la formation générale*. La formation professionnelle, qui profitait d'un engouement croissant entre 1976 et 1981, a nettement perdu de son importance relative depuis. La concentration en faveur de la formation générale apparaîtrait de façon plus nette encore si étaient éliminés les diplômes avec mention professionnelle cumulés par certains élèves après l'obtention d'un premier diplôme du secondaire.

Les commissions scolaires produisent environ 82 p. 100 de l'ensemble des diplômés, mais les établissements privés et les établissements publics hors réseau ont considérablement accru leur part, qui est passée de 11 à 18 p. 100 entre 1972 et 1987. En formation professionnelle, les commissions scolaires produisent environ 90 p. 100 des diplômés, l'autre 10 p. 100 étant en bonne partie assumé par les établissements publics hors réseau. La plupart des écoles privées ne dispensent que l'enseignement général.

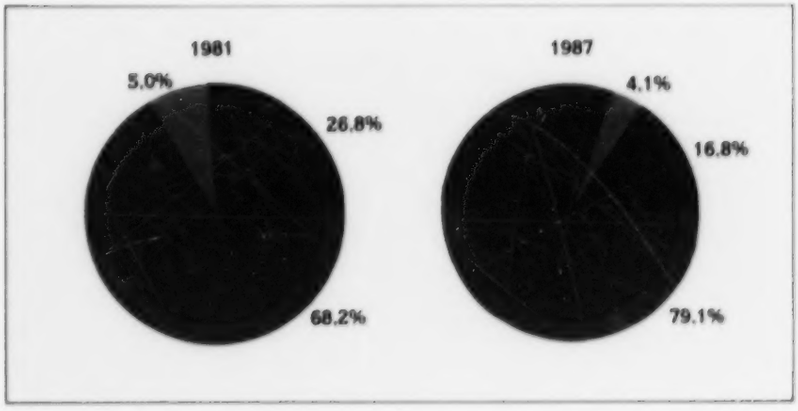
* *Les élèves ayant obtenu un diplôme de formation générale et une mention professionnelle la même année sont comptés seulement en formation générale cette année-là. Par contre, un élève peut être compté comme diplômé plus d'une fois s'il obtient des mentions professionnelles au cours d'années différentes.*

Tableau 4.1
Diplômés du secondaire à l'enseignement ordinaire, selon le réseau et le type de formation

Réseau, type de formation	1972	1976	1981	1986	1987
Commissions scolaires	**51 410**	**63 047**	**74 525**	**66 097**	**54 956**
Général	36 663	47 341	49 188	49 905	42 345
Professionnel long	13 327	13 358	21 074	13 743	9 909
Professionnel court	1 420	2 348	4 263	2 449	2 702
Établissements privés*	**6 390**	**10 604**	**13 613**	**12 581**	**12 210**
Général	5 954	8 828	10 951	10 943	10 770
Professionnel long	406	1 692	2 562	1 601	1 411
Professionnel court	30	84	100	37	29
Total	**57 800**	**73 651**	**88 138**	**78 678**	**67 166**
Général	42 617	56 169	60 139	60 848	53 115
Professionnel long	13 733	15 050	23 636	15 344	11 320
Professionnel court	1 450	2 432	4 363	2 486	2 731

* Y compris les établissements publics hors réseau relevant d'un ministère autre que celui de l'Éducation.

Graphique 4.1
Répartition des diplômés du secondaire à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon le type de formation
(en p. 100)



4.2 La persévérance jusqu'au diplôme

Pour la première fois depuis que ces données sont disponibles, on assiste en 1987 à une diminution de la persévérance jusqu'au diplôme du secondaire. Par rapport à l'année précédente, la probabilité pour un jeune d'obtenir un diplôme à l'enseignement ordinaire affiche une baisse de 5 points de pourcentage. Ce recul interrompt une période de progrès extrêmement rapides, au cours de laquelle la persévérance s'est accrue de 27 points entre 1972 et 1986.

Deux facteurs sont à l'origine de la baisse observée en 1987. Le premier est lié au relèvement de la note de passage de 50 à 60 p. 100 pour les élèves inscrits en 5e secondaire en 1986-1987; on pouvait s'attendre à ce qu'un tel accroissement des exigences rende plus difficile l'obtention du diplôme. Le second facteur qui a possiblement contribué à une baisse de l'accessibilité au diplôme en 1987 est la réforme de l'enseignement professionnel; les nouvelles filières de formation n'ont pas encore commencé à conduire d'élèves jusqu'au diplôme, alors que le professionnel long, sur le point d'être remplacé, n'attirait plus qu'une fraction des effectifs qu'il attirait auparavant. Ces considérations incitent à penser que la montée à long terme de la persévérance scolaire pourrait se poursuivre, après une brève période de transition. Notons également que le développement récent de l'éducation des adultes n'est pas pris en compte ici, mais fait l'objet de la fiche 5.3.

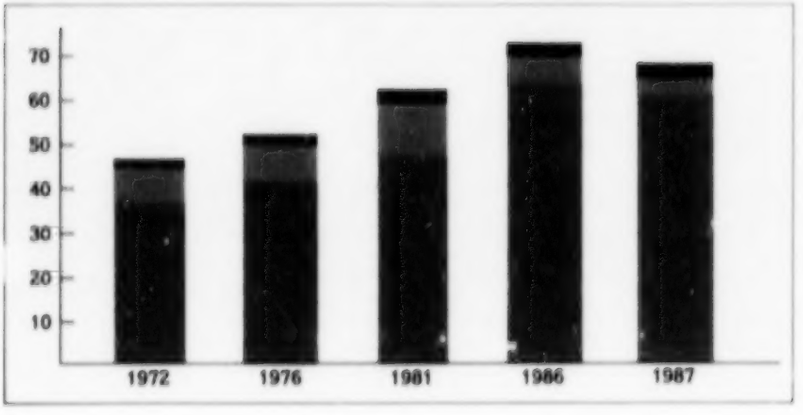
C'est la filière de l'enseignement professionnel long qui a connu la plus forte baisse en 1987, prolongeant un déclin amorcé en 1983, année où 13 p. 100 des jeunes obtenaient un diplôme du professionnel long. Chez les garçons, la filière du professionnel court a produit davantage de diplômés que celle du professionnel long en 1987, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Quant à l'enseignement général, il accroît sans cesse sa part de l'effectif des nouveaux diplômés: 9 nouveaux diplômés sur 10 sont de la formation générale en 1987.

Tableau 4.2
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon le sexe et le type de formation
(en p. 100)

	1972	1976	1981	1986	1987*
Garçons	**42.2**	**46.8**	**59.1**	**67.8**	**62.6**
Général	34.3	37.0	44.3	58.8	55.1
Professionnel long	6.1	7.1	10.3	6.0	3.6
Professionnel court	1.8	2.7	4.5	3.0	3.9
Filles	**49.3**	**57.3**	**66.0**	**77.8**	**72.7**
Général	37.1	45.3	51.1	68.6	66.1
Professionnel long	11.5	10.8	13.0	7.7	4.7
Professionnel court	0.7	1.2	1.9	1.5	1.9
Ensemble	**45.7**	**52.0**	**62.5**	**72.7**	**67.6**
Général	35.6	41.0	47.6	63.7	60.6
Professionnel long	8.9	9.0	11.7	6.8	4.1
Professionnel court	1.2	2.0	3.2	2.2	2.9

* Estimations provisoires

Graphique 4.2
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon le type de formation
(en p. 100)



4.3 La persévérance scolaire: les disparités régionales

Le recul de la persévérance jusqu'au diplôme, exposé à la fiche précédente, s'est manifesté dans toutes les régions du Québec en 1987. Le classement des régions n'a pas subi de changements majeurs par rapport à 1986. Les régions qui se détachent des autres par une forte persévérance scolaire sont toujours celles de Québec, du Saguenay – Lac-Saint-Jean, de Trois-Rivières et de l'Estrie. Tout près de la moyenne provinciale, on trouve les sous-régions du Sud de Montréal et de l'Île-de-Montréal. Les autres régions, y compris la sous-région du Nord de Montréal, se situent en-deçà de cette moyenne.

Le Nouveau-Québec constitue toujours un cas à part, puisque peu d'écoles y dispensent l'enseignement secondaire dans sa totalité. Abstraction faite de cette dernière région, on constate une nette diminution des disparités régionales en matière de persévérance scolaire depuis 1976: l'écart entre les régions affichant la persévérance la plus élevée et la moins élevée est passé de 27 à 16 points de pourcentage entre 1976 et 1987.

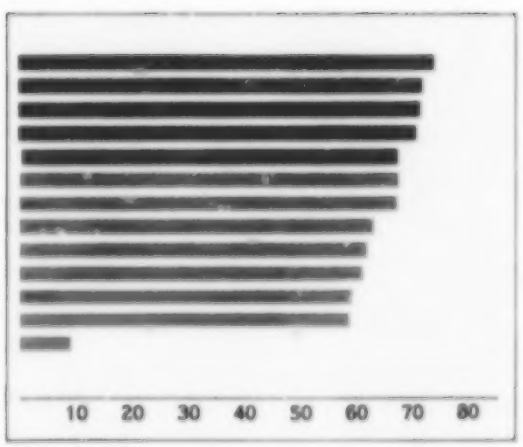
La comparaison de ces résultats avec ceux de la fiche 3.2 montre que la performance des élèves aux épreuves du secondaire et l'accessibilité au diplôme par région ne vont pas nécessairement de pair. Dans certaines régions, la faible persévérance scolaire contribue, en éliminant les candidats les plus faibles, à faire mieux paraître la performance aux examens. Par contre, l'exemple des régions de Québec et de l'Estrie montre qu'il est possible de concilier les objectifs de persévérance et de performance, en figurant bien sur les deux tableaux.

Tableau 4.3
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon la région administrative scolaire
(en p. 100)

Région administrative scolaire	1976	1981	1986	1987*
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	40,8	55,8	65,7	62,0
Saguenay – Lac-Saint-Jean	50,5	67,2	77,0	72,4
Québec	59,7	71,3	79,5	74,7
Trois-Rivières	53,6	66,3	77,8	72,1
Estrie	48,7	62,3	74,8	71,0
Nord de Montréal	53,2	61,1	69,1	63,3
Sud de Montréal	48,1	61,0	73,4	67,3
Île de Montréal	56,1	62,8	72,4	67,2
Outaouais	43,3	54,6	62,8	59,1
Abitibi-Témiscamingue	40,8	52,6	66,4	61,3
Côte-Nord	33,0	53,3	63,7	59,8
Nouveau-Québec	0,6	12,7	7,7	9,1
Ensemble du Québec	**52,0**	**62,7**	**72,7**	**67,6**

* *Estimations provisoires*

Graphique 4.3
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'enseignement ordinaire, réseaux public et privé, selon la région administrative scolaire, 1987
(en p. 100)



4.4 La poursuite des études au collégial*

L'accessibilité à l'enseignement collégial a connu un recul de 1,5 point de pourcentage en 1987, interrompant une période de croissance soutenue au cours de laquelle le pourcentage des jeunes qui accèdent à l'enseignement collégial avait progressé de plus de 22 points en 10 ans. Ce recul résulte directement de l'accroissement des exigences scolaires au secondaire, dont les incidences sur le retard scolaire et sur la persévérance jusqu'au diplôme ont été discutées aux fiches 2.2 et 4.2.

En comparant la probabilité d'accéder au collégial à celle d'obtenir un diplôme du secondaire (fiche 4.2), on observe une concordance frappante entre l'obtention d'un diplôme de formation générale et l'inscription au collégial. Cette concordance statistique incite à penser que, d'une part, presque tous les diplômés du secondaire général poursuivent leurs études au collégial et que, d'autre part, très peu de diplômés du secondaire professionnel ou de non-diplômés en font autant. L'évolution à long terme de l'accessibilité au collégial s'explique donc essentiellement par des tendances qui se dessinent dès l'enseignement secondaire: augmentation de la persévérance jusqu'au diplôme, concentration vers la formation générale et, plus récemment, recul de l'accessibilité au diplôme à la suite de l'application de normes plus serrées.

La baisse de l'accès au collégial, en 1987, s'est entièrement répercutée sur le secteur professionnel et a affecté davantage les hommes que les femmes, accentuant un écart qui ne cesse de s'élargir depuis que les femmes ont devancé les hommes à ce chapitre en 1975.

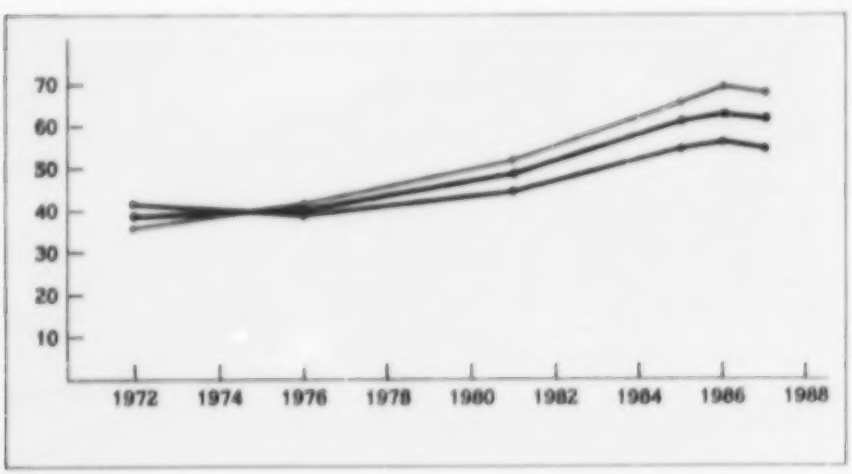
* Ne sont pris en compte, aux fins de cet indicateur, que les élèves inscrits à un programme conduisant à un diplôme de l'enseignement collégial.

Tableau 4.4
Probabilité d'accéder à temps plein ou à temps partiel à l'enseignement collégial, réseaux public et privé, selon le sexe et le type de formation
(en p. 100)

	1972	1976	1981	1985	1986	1987*
Hommes	**41.2**	**39.3**	**43.5**	**54.2**	**56.0**	**54.2**
Général	26.7	26.0	28.0	35.5	37.1	37.3
Professionnel	14.5	13.3	15.5	18.7	18.9	16.9
Femmes	**36.5**	**41.7**	**51.4**	**66.1**	**69.7**	**68.5**
Général	20.9	23.5	30.5	41.1	43.7	43.9
Professionnel	15.6	18.2	20.9	25.0	26.0	24.6
Ensemble	**38.8**	**40.5**	**47.4**	**60.1**	**62.8**	**61.3**
Général	23.8	24.8	29.2	38.3	40.4	40.5
Professionnel	15.0	15.7	18.2	21.8	22.4	20.8

* Estimations provisoires

Graphique 4.4
Probabilité d'accéder à temps plein ou à temps partiel à l'enseignement collégial, réseaux public et privé, selon le sexe
(en p. 100)



4.5 L'intégration au marché du travail

L'intégration des jeunes diplômés du secondaire au marché du travail s'est nettement améliorée en 1988. À toutes fins utiles, les taux de chômage sont revenus aux niveaux observés en 1980, c'est-à-dire avant la récession. De surcroît, le taux de chômage chez les diplômés de 1987 du professionnel long, c'est-à-dire ceux qui sont le plus susceptibles d'entrer sur le marché du travail, atteignait 17,4 p. 100 à la fin du mois de mars 1988, soit un taux de chômage inférieur de 2,4 points à celui enregistré avant la récession, et de 16,7 points plus bas qu'en 1984. Chez les diplômés du professionnel court, le taux de chômage demeure, en 1988, toujours trop élevé (36,0 p. 100), même s'il y a là aussi une amélioration par rapport à l'année dernière. Chez les diplômés du général, le taux de chômage se compare à celui d'avant la récession. Cependant, en 1988, il est supérieur de 1,6 point à celui qui existe au professionnel long.

La situation de l'emploi demeure préoccupante pour ces nouveaux diplômés. Leur taux de chômage est non seulement supérieur à celui des jeunes adultes de 25 à 34 ans (11 p. 100), mais aussi à celui de leur groupe d'âge, les 15 à 19 ans (15,4 p. 100). Par contre, les plus grandes victimes du chômage demeurent encore les élèves qui n'ont pas persévéré jusqu'au diplôme.

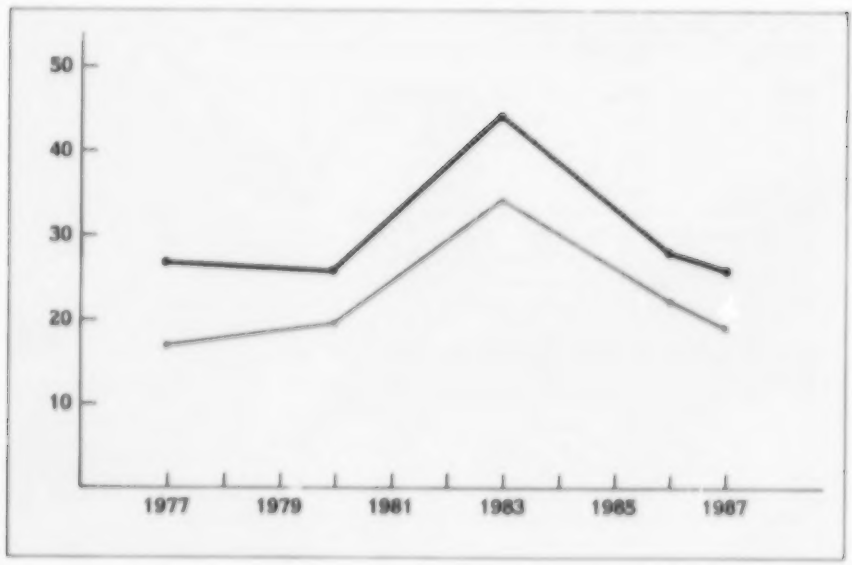
Même si des conditions difficiles prévalent sur le marché du travail, quelques programmes du professionnel long, tels que assistant(e) dentaire, coupe de viande et pâtisserie offrent toujours des possibilités d'emploi supérieures à la moyenne. À l'opposé, les diplômés de programmes tels que garde-forestier, dépanneur d'appareils électroniques domestiques, opérateur en informatique et commis de bureau éprouvent, depuis plusieurs années de sérieuses difficultés à s'intégrer au marché du travail.

Tableau 4.5
Taux de chômage des sortants du secondaire, avec ou sans diplôme, selon le type de formation
(promotions de 1977, 1980, 1983, 1986 et 1987)

		1977	1980	1983	1986	1987
Avec diplôme	Général	16,5	19,7	38,2	27,1	19,0
	Professionnel long	16,6	19,8	34,2	23,0	17,4
	Professionnel court	33,1	32,1	53,0	42,6	36,0
Sans diplôme	Général	24,0	25,7	49,4	34,2	19,1
	Professionnel long	26,7	25,2	43,1	27,8	25,1
	Professionnel court	34,3	35,4	56,1	46,4	41,5

Source: Relance au secondaire

Graphique 4.5
Taux de chômage des sortants du secondaire du professionnel long, avec ou sans diplôme
(en p. 100)



5.1 Dépenses des commissions scolaires consacrées à l'éducation des adultes

En 1987-1988, on estime que plus de 260 millions de dollars ont été consacrés au secteur de l'éducation des adultes, soit plus du double du total consacré au même secteur en 1981-1982. Cette importante augmentation s'explique notamment par les mesures gouvernementales de rattrapage scolaire et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes adultes. Il faut aussi rappeler que depuis 1985-1986, le financement de la formation continue est assuré par une enveloppe ouverte, ce qui favorise l'accès des adultes aux services éducatifs de l'enseignement primaire et secondaire[1].

Entre 1976 et 1980, les dépenses consacrées au secteur de l'éducation des adultes avaient également augmenté de façon importante mais, en 1981-1982, de fortes compressions budgétaires ont réduit son niveau d'activité. Les dépenses de fonctionnement en dollars constants ont diminué de 16 p. 100 entre 1980 et 1981. Il est à souligner que les activités d'éducation populaire ont été sensiblement réduites à la suite de ces compressions budgétaires.

Ce n'est que depuis 1984-1985 que des ressources additionnelles importantes ont été à nouveau injectées dans le secteur des adultes. En 1987-1988, les dépenses en dollars constants étaient de 69 p. 100 plus élevées que celles de 1981-1982. Les activités de formation générale à temps plein du secteur de l'éducation des adultes ont connu une croissance particulièrement élevée ces dernières années, en raison surtout de l'implantation du programme de rattrapage scolaire.

En 1987-1988, les dépenses pour la formation continue représentaient 5,6 p. 100 de l'ensemble des dépenses de fonctionnement des commissions scolaires, alors que ce pourcentage n'était que de 3,2 en 1981-1982.

---

[1] En plus du ministère de l'Éducation, le ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu contribue substantiellement au financement des dépenses consacrées au secteur de l'éducation des adultes.

[2] Pour exprimer les dépenses en dollars constants, on utilise l'indice de prix des intrants des commissions scolaires particulier au secteur de l'éducation des adultes. Cet indice reflète l'évolution des prix des biens et des services utilisés dans la production de services éducatifs. L'évolution des dépenses en dollars constants traduit les changements dans le volume des ressources réelles consacrées, par les commissions scolaires, au secteur de l'éducation des adultes.

Tableau 5.1
Dépenses[1] des commissions scolaires pour la formation continue, et part relative du secteur de l'éducation des adultes dans l'ensemble des dépenses des commissions scolaires

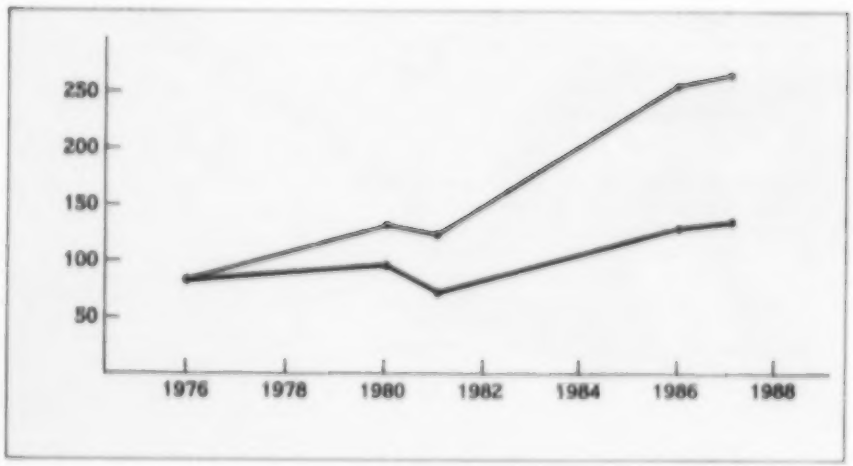
	1976-77	1980-81	1981-82	1986-87	1987-88
Dépenses en dollars courants (en millions de dollars)	79,3	130,8	125,2	250,3	261,3
Dépenses en dollars constants de 1976-1977 (en millions de dollars)	79,3	91,0	76,5	129,1	129,3
Dépenses pour la formation continue par rapport à l'ensemble (en p. 100)	3,4	3,8	3,2	5,6	5,6

[1] *Information*

Les dépenses de fonctionnement pour la formation continue excluent les immobilisations financées à même les revenus courants ainsi que les dépenses de transfert.

[2] *Voir la note 2 au bas de la page précédente.*

Graphique 5.1
Dépenses de fonctionnement des commissions scolaires consacrées au secteur de l'éducation des adultes, en dollars courants et en dollars constants de 1976-1977
(en millions de dollars)



Dépenses en dollars courants

Dépenses en dollars constants de 1976-1977

5.2 Les diplômés du secondaire à l'éducation des adultes

Le nombre de diplômés et de diplômées à l'éducation des adultes dépasse les 12 000 en 1987, soit un niveau encore jamais atteint. Ce nombre avait connu de fortes fluctuations annuelles dans le passé, au gré des injections et des compressions budgétaires, mais l'augmentation récente s'inscrit dans une tendance qui semble vouloir se poursuivre, puisque les mesures mises en place en vue de la réinsertion des décrocheurs commencent à produire des résultats quant au nombre de diplômés.

L'éducation des adultes dispense des programmes de formation conduisant à différents types d'attestations. Sont considérés ici les Diplômes d'études secondaires (DES), en formation générale ou professionnelle, ainsi que les bulletins portant mention du profil professionnel[1]. Ces documents sanctionnent des programmes complétés et s'apparentent aux diplômes décernés au secteur des Jeunes.

Ce sont essentiellement les commissions scolaires qui forment les diplômés adultes, dans une proportion de 97 p. 100. Près des deux tiers des diplômés sont de formation générale[2]; quant à ceux qui optent pour la formation professionnelle, la grande majorité d'entre eux ne suivent pas l'ensemble des cours permettant l'obtention d'un diplôme de 5e secondaire, contrairement à ce qui se passe au secteur des Jeunes.

[1] *Cette mention indique que l'élève a complété un programme de formation professionnelle, mais n'a pas obtenu l'ensemble des unités requises pour le diplôme de 5e secondaire.*

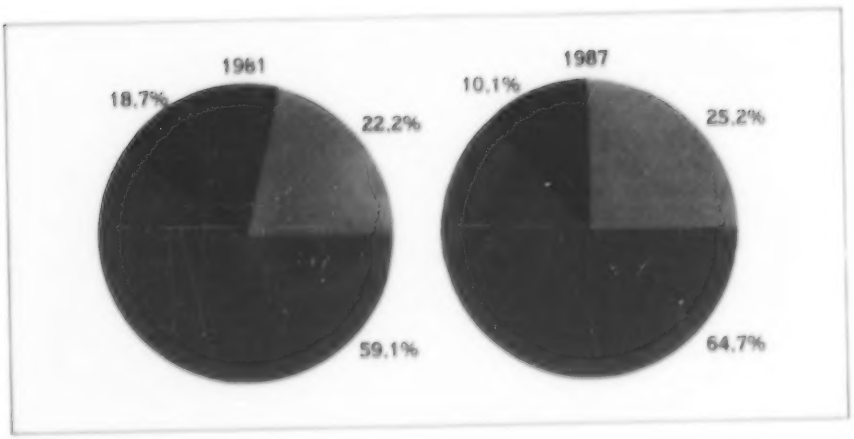
[2] *Les élèves ayant obtenu un diplôme de formation générale et une mention professionnelle la même année sont comptés seulement en formation générale cette année-là. Par contre, un élève peut être compté comme diplômé plus d'une fois s'il obtient des mentions professionnelles au cours d'années différentes.*

Tableau 5.2
Diplômes du secondaire à l'éducation des adultes, selon le réseau et le type de formation

Réseau, type de formation	1976	1981	1986	1987
Commissions scolaires	**4 776**	**8 788**	**9 370**	**11 967**
DES général	3 285	5 263	6 641	7 954
DES avec mention professionnelle	878	1 667	677	1 171
Mention professionnelle sans DES	613	1 858	2 052	2 842
Établissements privés*	**85**	**142**	**423**	**349**
DES général	57	11	13	12
DES avec mention professionnelle	11	6	35	71
Mention professionnelle sans DES	17	125	375	266
Total	**4 861**	**8 930**	**9 793**	**12 316**
DES général	3 342	5 274	6 654	7 966
DES avec mention professionnelle	889	1 673	712	1 242
Mention professionnelle sans DES	630	1 983	2 427	3 108

* Y compris les établissements publics dont relève l'un autre ministère que celui de l'Éducation

Graphique 5.2
Répartition des diplômes du secondaire à l'éducation des adultes, réseaux public et privé, selon le type de formation
(en p. 100)



5.3 L'accessibilité au diplôme à l'éducation des adultes

La probabilité d'accéder à un diplôme au secteur de l'éducation des adultes a augmenté de 2 points en 1987, atteignant près de 11 p. 100*. Cette augmentation prolonge une tendance à la hausse qui se manifeste depuis 1976. Si l'on tient compte, en plus, du fait que l'incidence des abandons scolaires à l'enseignement ordinaire a considérablement baissé au cours de cette période, il faut conclure que le secteur des Adultes remplit de mieux en mieux son mandat à l'égard de sa principale clientèle-cible.

Comme c'est le cas à l'enseignement ordinaire, les femmes ont une plus forte probabilité d'obtenir un diplôme de formation générale à l'éducation des adultes que les hommes, alors que ces derniers dominent dans la catégorie des mentions professionnelles. Par contre, les personnes qui obtiennent un diplôme de 5e secondaire avec mention professionnelle (équivalent du professionnel long) sont très peu nombreuses chez les adultes.

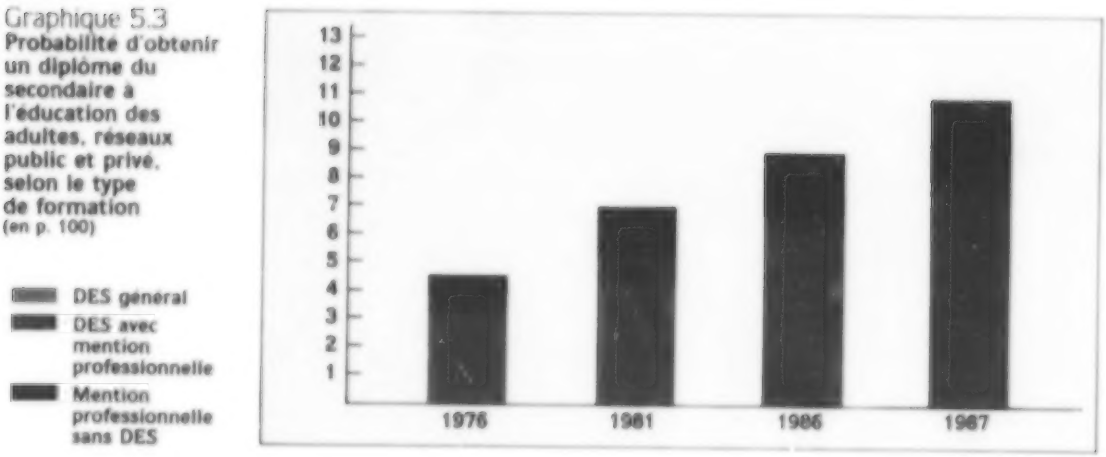
L'augmentation de l'accessibilité au diplôme chez les adultes vient compenser en partie la baisse observée au secteur des Jeunes en 1987. Le développement récent des services éducatifs aux adultes a eu pour effet de drainer hors du secteur des Jeunes la plus grande partie des élèves de 19 ans et plus, qui contribuaient précédemment à faire croître la probabilité d'accéder au diplôme à l'enseignement ordinaire.

* *La probabilité d'obtenir un diplôme est établie en cumulant les taux de diplômés adultes par groupe d'âge. Ces taux sont eux mêmes obtenus en rapportant le nombre de nouveaux diplômés (excluant les élèves déjà titulaires d'un premier diplôme) à la population du même intervalle d'âge.*

Tableau 5.3
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'éducation des adultes, réseaux public et privé, selon le sexe et le type de formation
(en p. 100)

Sexe, type de formation	1976	1981	1986	1987
Hommes	**4.2**	**6.9**	**8.2**	**9.0**
DES général	3.2	4.2	4.8	5.1
DES avec mention professionnelle	0.3	0.5	0.3	0.5
Mention professionnelle sans DES	0.7	2.2	3.1	3.4
Femmes	**4.8**	**6.9**	**9.6**	**12.9**
DES général	3.0	4.5	7.7	9.8
DES avec mention professionnelle	1.0	1.4	0.4	0.8
Mention professionnelle sans DES	0.8	1.0	1.5	2.4
Ensemble	**4.5**	**6.9**	**8.9**	**10.9**
DES général	3.1	4.3	6.2	7.4
DES avec mention professionnelle	0.6	0.9	0.4	0.6
Mention professionnelle sans DES	0.8	1.7	2.3	2.9

Graphique 5.3
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'éducation des adultes, réseaux public et privé, selon le type de formation
(en p. 100)



Annexe

Tableau 1 ***Effectif scolaire à temps plein du secteur des Jeunes dans les commissions scolaires, selon l'ordre d'enseignement et la langue d'enseignement***

	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Éducation préscolaire 4 ans	—	**4 840**	**5 318**	**6 232**	**5 988**
Français	—	4 454	4 643	5 634	5 333
Anglais	—	386	467	508	556
Langues amérindiennes ou inuktitut	—	—	208	90	99
Éducation préscolaire 5 ans	**95 636**	**88 099**	**87 626**	**90 543**	**86 873**
Français	81 596	76 862	80 468	83 125	79 173
Anglais	14 040	11 237	6 860	7 201	7 482
Langues amérindiennes ou inuktitut	—	—	298	217	218
Primaire	**757 929**	**634 140**	**534 734**	**555 914**	**561 383**
Français	638 898	528 359	471 571	505 214	510 933
Anglais	119 031	105 781	62 915	50 433	50 179
Langues amérindiennes ou inuktitut	—	—	248	267	271
Secondaire	**663 021**	**594 778**	**464 008**	**382 953**	**380 421**
Général	**579 912**	**487 683**	**385 760**	**343 874**	**355 191**
Français	488 047	398 706	318 347	294 869	307 500
Anglais	91 865	88 977	67 410	48 996	47 690
Langues amérindiennes ou inuktitut	—	—	3	9	1
Professionnel	**83 109**	**107 095**	**78 248**	**39 079**	**25 230**
Français	69 944	92 239	69 418	35 009	23 220
Anglais	13 165	14 856	8 830	4 070	2 010
Total	**1 516 586**	**1 321 857**	**1 091 686**	**1 035 642**	**1 034 665**
Français	1 278 485	1 100 620	944 447	923 881	926 159
Anglais	238 101	221 237	146 482	111 178	107 917
Langues amérindiennes ou inuktitut	—	—	757	583	589

Tableau 2 ***Effectif scolaire à temps plein du secteur des Jeunes dans les établissements privés*, selon l'ordre d'enseignement et la langue d'enseignement***

	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Éducation préscolaire 4 ans	—	**1 807**	**1 670**	**53**	**51**
Français	—	1 415	1 350	20	16
Anglais	—	392	320	33	35
Éducation préscolaire 5 ans	**3 461**	**2 144**	**2 270**	**2 813**	**2 852**
Français	2 313	1 638	2 064	2 600	2 670
Anglais	1 148	506	206	213	182
Primaire	**18 722**	**14 472**	**18 007**	**21 280**	**21 686**
Français	12 772	12 084	16 324	19 607	20 085
Anglais	5 950	2 388	1 683	1 673	1 601
Secondaire	**56 870**	**68 498**	**65 812**	**73 037**	**74 578**
Général	**52 985**	**62 365**	**63 116**	**70 732**	**72 577**
Français	48 690	57 001	57 019	64 235	66 015
Anglais	4 295	5 364	6 097	6 497	6 562
Professionnel	**3 885**	**6 133**	**2 696**	**2 305**	**2 001**
Français	2 900	5 442	2 392	2 109	1 872
Anglais	985	691	304	196	129
Total	**79 053**	**86 921**	**87 759**	**97 183**	**99 167**
Français	66 675	77 580	79 149	88 571	90 658
Anglais	12 378	9 341	8 610	8 612	8 509

* *Ces données ne comprennent pas les établissements privés associés qui reçoivent, à la suite d'une entente, des élèves provenant des commissions scolaires.*

Tableau 3 ***Effectif scolaire du secteur des Adultes dans les commissions scolaires, selon le type de formation et la langue d'enseignement (cours donnant lieu à la sanction des études par le ministère de l'Éducation)***

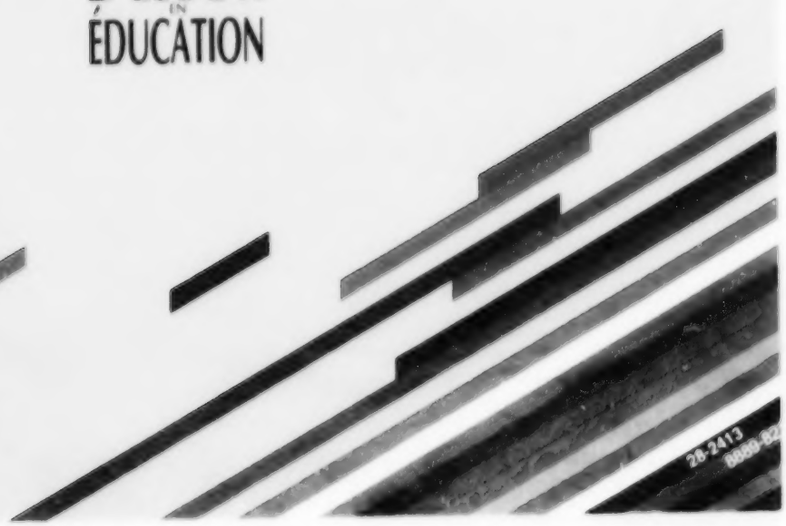
	1979-80	1981-82	1983-84	1985-86	1986-87	1987-88
Général	**39 298**	**65 452**	**67 187**	**117 584**	**126 309**	**123 021**
Français	32 512	53 314	56 268	101 932	109 376	103 694
Anglais	6 786	12 138	10 919	15 652	16 933	19 327
Professionnel	**12 068**	**27 112**	**47 327**	**56 497**	**91 664**	**122 335**
Français	10 628	24 179	44 995	54 367	88 346	117 197
Anglais	1 440	2 933	2 332	2 130	3 318	5 138
Total	**51 366**	**92 564**	**114 514**	**174 081**	**217 973**	**245 356**

Tableau 4 ***Prévisions du nombre d'élèves dans les commissions scolaires, secteur des Jeunes, selon l'ordre d'enseignement****

	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
Éducation préscolaire 5 ans	84 358	84 000	82 000	80 500	79 600
Primaire	563 035	557 500	552 800	543 600	532 000
Secondaire	378 681	395 000	401 500	409 500	415 600
Total	**1 026 074**	**1 036 500**	**1 036 300**	**1 033 600**	**1 027 200**

* *Cette prévision effectuée en janvier 1988 inclut les élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage et ceux des classes d'accueil et de francisation. Elle exclut les élèves de la maternelle 4 ans, les élèves à temps partiel et les élèves des catégories « rattrapage » et « décrocheurs ».*

D'ESSOR
EN
ÉDUCATION



28-2413
8089-82

FIN

Niveau(x) d'enseignement: 3 Numéro EDUQ : 8970222
Centre d'intérêt: 100

Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire : 1989 / Ministère de l'éducation, Direction générale de la recherche et du développement. -- [Québec] : Le Ministère, 1989.
60 p. : ill. ; 18 x 22 cm.

Version anglaise publiée sous le titre: Education indicators for the elementary and secondary levels : 1989. Code: 28-2413A ; 8889-832. Code: 28-2413 ; 8889-621.

ISBN 2-550-14687-5

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province). Ministère de l'éducation. Direction générale de la recherche et du développement

---

Descripteur(s): Indicateur de rendement * Dépenses * Financement * Coût par étudiant * Relations maître-élèves * Cheminement scolaire * Succès scolaire * Diplômé * Education des adultes * Population étudiante * Statistiques * Primaire (Ordre d'enseignement) * Secondaire (Ordre d'enseignement)

Dans le but de permettre une évaluation globale et objective du système scolaire québécois, le document présente un ensemble de données permettant de faire le point sur l'état de santé du système éducatif. Il ne s'agit pas d'un recueil de statistiques mais plutôt d'un ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler "indicateurs". Le document comprend deux parties: 1. un commentaire qui trace les grandes lignes de la situation du système scolaire, telle qu'elle se dégage de l'analyse des données fournies par les indicateurs; 2. les données que fournissent les indicateurs sont groupées autour de cinq grands points: 1. l'effort financier pour l'enseignement primaire et secondaire; 2. le cheminement scolaire; 3. l'évaluation des apprentissages; 4. les diplômés du secondaire; 5. le secteur de l'éducation des adultes.

Type de document: S
Notice(s) connexe(s): 8670294

EDUQ
89-0222-E

Québec

Education Indicators

for the Elementary and Secondary Levels

1989

Education Indicators

for the Elementary and Secondary Levels

1989

Ministère de l'Éducation
Direction générale de la recherche et du développement

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1989

ISBN 2-550-14688-3

Legal Deposit — First Quarter 1989
Bibliothèque nationale du Québec

Table of contents

PREFACE	5
GENERAL COMMENTS	6
ELEMENTARY AND SECONDARY EDUCATION IN QUÉBEC	10
SCHEMATIC OVERVIEW: STUDENTS STAYING IN SCHOOL	11
1. Financial Resources for Elementary and Secondary Education	
1.1 Spending on Elementary and Secondary Education in Relation to the GDP	12
1.2 School Board Spending	14
1.3 School Board Spending Per Student	16
1.4 Student-Teacher Ratio in School Boards	18
1.5 Average Salary of Teachers in School Boards	20
1.6 Spending in Subsidized Private Institutions	22
2. Progress through School	
2.1 Reaching Secondary IV and V	24
2.2 Falling Behind in School	26
2.3 Dropping Out of School	28
3. Evaluation of Learning	
3.1 Secondary School Examination Results by Sex, School System, Language of Instruction, and Type of Education	30
3.2 Secondary School Examination Results: Regional Disparities	32
3.3 Secondary School Examination Results by Subject	34

3.4 Written French Examination in Secondary V 36
3.5 Science Education: 13-Year-Old Students 38
3.6 Mathematics Education: 13-Year-Old Students 40

4. Secondary School Graduates
4.1 Number of Diplomas 42
4.2 Graduating from Secondary School 44
4.3 Staying in School: Regional Disparities 46
4.4 Going on to College 48
4.5 Joining the Work Force 50

5. Adult Education
5.1 School Board Spending in Adult Education 52
5.2 Adult Secondary School Graduates 54
5.3 Graduating from Adult Education 56

APPENDIX
Data on School Population in the Youth Sector in the Public and Private Systems by Language of Instruction 58
Data on School Population in the Adult Sector of School Boards by Type of Education 60
Predicted Number of Students in School Boards 60

Preface

This is the fourth consecutive edition of the Education Indicators for the Elementary and Secondary Levels to be published by the ministère de l'Éducation. In this way, the Ministère wishes to respond to the demand for accountability in public administration, a requirement to demonstrate a constant concern for the quality and quantity of the services provided in relation to the resources used.

This publication comprises a set of indicators that are grouped under several topics. This particular edition features two new topics that are based on the results of an international study. These topics compare the learning achievements in the sciences and mathematics of 13-year-old students from a number of countries.

As in past editions, the series of specific topics is preceded by a general commentary that highlights the significant facts emerging from the analysis of the indicators. These general comments are followed by a brief description of the Québec education system and a schematic overview of the indicators of progress through school.

The topics are combined into five major sections. The first two focus on funding and on progress through school. The third presents the results from the ministry-prepared examinations and from the international study. The fourth section, on secondary school graduates, provides further information on progress through school, and specifically on the system's performance in preparing students for more advanced studies or for the work force. The fifth section includes a number of indicators on adult education. In the Appendix appear records and forecasts of changes in the school population.

General Comments

An examination of the indicators in this edition reveals two major developments that have characterized the Québec education system over the last fifteen years:

- Per-student spending, which grew to such an extent that it far surpassed that of other school systems in the 1970s, now compares favourably with the North American average.
- The rate of graduation from secondary school, in the Youth and Adult Sectors, rose from 57% to 79% between 1972 and 1987.

Also worth noting are the recent expansion of Adult Education services and the decline in 1987 in the rate of graduation from secondary school in the Youth Sector.

Ongoing Effort to Control Spending

The proportion of the gross domestic product spent on elementary and secondary education dropped from 6.1% to 5% between 1981 and 1987, greatly reducing the gap between the cost of Québec's educational system and that of other provinces. During this time, although the average per-student spending rose approximately 3% in constant dollars, the school population dropped by 5%, and hence, school board operating expenses decreased by 3% in constant dollars.

The effort to control spending in recent years can clearly be seen by the fact that in 1981-82, Québec school boards spent 27% more per student than did Ontario and 40% more than the United States; whereas in 1987-88 per-student expenditure in Québec was 3% lower than that in Ontario and only 1% greater than that in the United States. This result was due primarily to the slow growth of the wage bill in Québec throughout the 1980s.

The spending per student by private schools was 7% lower than that of school boards in 1987-88. This disparity is attributable to the difference in the services offered by the two school systems. (The private school system, for example, provides fewer services for children with learning or adjustment difficulties and in the area of school transportation.)

Fewer Graduates: A Temporary or Lasting Trend?

In the early 1980s, the trend was for more students in the Youth Sector to complete secondary school, while fewer students were falling behind or dropping out of school. This trend peaked in 1985. In 1987 the

number of students reaching Secondary V slipped five percentage points below that of 1985, and the number of those who fell behind or dropped out of school rose significantly compared to 1986. These occurrences were due primarily to the new 60% pass mark in secondary school and to the extra year of study in General Education that is now required before admission to Vocational Education. The brighter job outlook may also have accounted for the fewer number of young graduates in 1987. It should nevertheless be noted that the decline in the Youth Sector was partially offset by a rise in the number of graduates in the Adult Sector.

It remains to be seen whether this is a reversal of the trends or merely a temporary fluctuation. The indicators of progress through school for the next two or three years will be especially significant in this respect.

Evaluation of Learning

This year, Québec, along with three other provinces and five countries, participated in a study to evaluate the learning of 13-year-old students in the sciences and in mathematics.

Students in Québec came second in mathematics, outranking notably those from Great Britain, the United States, and Ontario. In science young Québecers ranked fourth.

In Québec, the results on ministry-prepared secondary school examinations provide information comparing the performance of different types of students. This year's results generally confirm the findings reported over the last few years: students in private schools have better results than those in public school; examination results in General Education are higher than those in Vocational Education; and students in the English sector have slightly better results than those studying in the French sector.

The average result on the Written French (language of instruction) examination at the end of secondary school was 63%, or 4 percentage points higher than in 1986. Moreover, the success rate was 59% compared to 50% in 1986. As in past years, the girls' results were far superior to the boys'. On the other hand, the boys' results on ministry-prepared examinations in the other subjects were slightly better than the girls' this year.

Graduating from Secondary School

The proportion of students in the Youth Sector who graduated from secondary school rose from 52% to 73% between 1976 and 1986. This is all the more remarkable when compared to the situation in Ontario, where the proportion of students obtaining the Grade 12 diploma went from 56% in 1976 to 68% in 1986.[1] In the United States, the proportion of 18- to 19-year-olds who completed high school rose from 73% in 1976 to 75% in 1985.[2]

In 1987, however, the graduation rate of young Québecers fell to 68%. This decline, which occurred in the Youth Sector alone, was most likely due to the same factors that were behind the rise in the dropout rate.

In 1987 the probability of going on to college declined slightly. This probability has increased at a greater rate than the graduation rate over the last ten years because the vast majority of secondary school General Education graduates have gone on to post-secondary studies.

The secondary school graduates who chose not to go on to college had difficulty in finding employment despite the improved job outlook. Although students armed with diplomas had an advantage over dropouts, the economic recovery served to lessen this relative advantage. This situation may, in fact, have contributed to the rise in the number of dropouts observed in 1987.

Girls' progress through school has surpassed that of boys in recent years. The difference in the probability of graduating from secondary school was 10 percentage points in 1987, compared to 7 percentage points in 1981. The probability of girls going on to college was 15 percentage points higher than that of boys in 1987, even though boys were much more likely to undertake college-level studies in the early 1970s. These differences appear as early as elementary school, where the proportion of boys falling behind in school is 10 percentage points higher than that of girls.

Adult Education: A Growing Sector

The Adult Education Sector tends to account for a growing share of overall school board spending. Enrolment rose 135% between 1981-82 and 1986-87. Analysis of the 1987 graduation rate shows that an estimated

11% of adults in Québec obtain a diploma through Adult Education at some time in their lives. In 1986 this rate was only 9%. If these adult graduates are added to those who graduate from the Youth Sector (68%), the Québec school system can now be said to have fulfilled 79% of its objective to have all students obtain a secondary school diploma. In 1976 this rate was only 57%.

These are only a few of the main conclusions to be drawn by examining the topics and their indicators. Each topic provides more detailed information than can be developed in this brief analysis.

1. Government of Ontario, Ministry of Education, **Education Statistics: Ontario, 1986**, p. 25, and **Education Statistics: Ontario**, 1980, p. 23.

2. U.S. Department Education, Center for Education Statistics, **The Condition of Education, A Statistical Report, 1987** Edition (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1987) p. 26.

Elementary and Secondary Education in Québec

Elementary school normally lasts six years, and secondary school, five. Children are admitted to the first year of elementary school if they have turned six years of age by October 1 of that school year. Kindergarten is not compulsory, but most five-year-olds do attend on a half-day basis.

The language of instruction is either French or English. Students deemed eligible to study in English are generally those whose father or mother went to an English elementary school in Canada.

A reform of Vocational Education is under way. The data in this edition refer to the former system in which Short Vocational programs leading to a certificate after two years of study were offered in Secondary III and IV. Long Vocational programs, leading to a Secondary School Diploma with mention, were normally given in Secondary IV and V. The reform primarily involves requiring students to do an extra year of study in General Education before being admitted to the Vocational Education branches as well as upgrading this type of education.

Secondary school diplomas and certificates are issued by the Ministère to students who fulfill its certification requirements. The Secondary School Diploma is required for admission to college. College-level studies, which last two years for students registered in General Education and three for those in Vocational Education, provide access to university. The schematic diagram on the following page shows the number of students likely to stay in school from the elementary level until college.

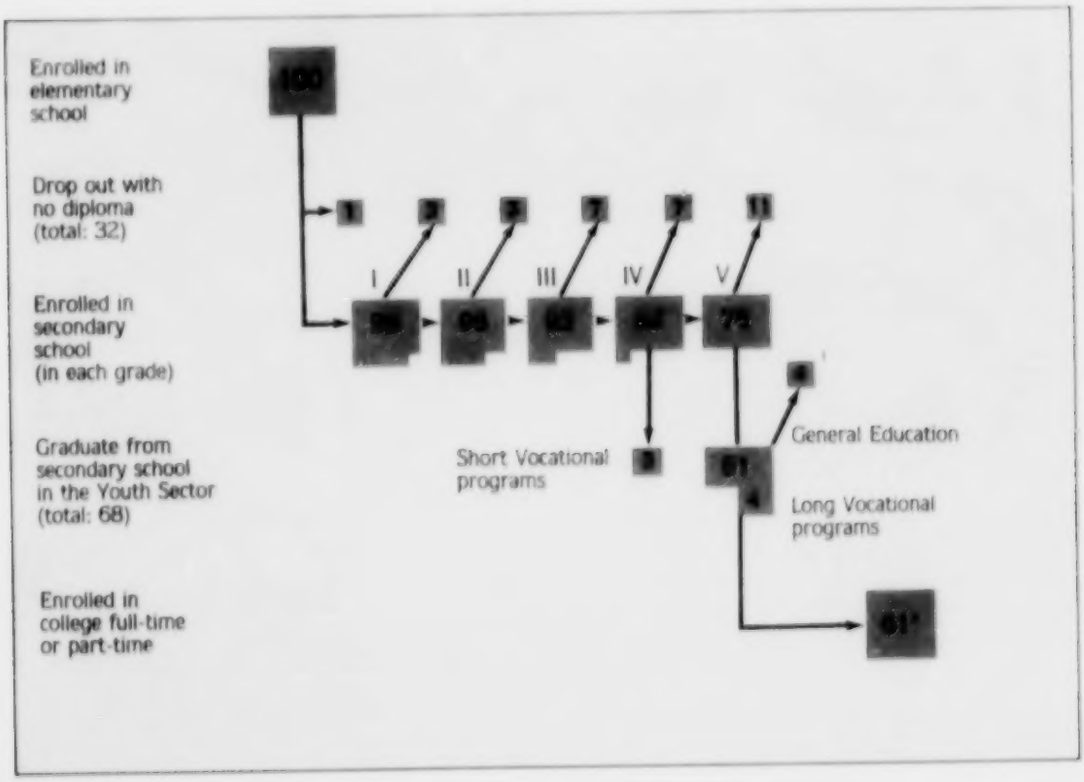
The public school system is run by school boards. The boards are managed by school commissioners who are elected by members of the public residing in the territory under the jurisdiction of the board. School boards hire the teaching and non-teaching staff required to satisfy their needs. Over 90% of school board expenses is funded by the Québec government.

The private school system accounts for 3.7% of elementary students and 16.4% of secondary students. The Québec government pays approximately 60% of the expenses of subsidized private institutions.

The ministère de l'Éducation provides the framework for pedagogy (e.g., programs of study, authorized teaching materials, and ministry-prepared examinations), for labour relations (collective bargaining with the unions representing school board employees), and for financing.

The fundamental objectives of the Ministère are to have as many Québecers as possible obtain a secondary school diploma and to ensure that they receive quality education to prepare them as fully as possible to go on to post-secondary studies or to successfully enter the labour market.

Probabilities for 100 students entering elementary school, based on 1987 statistics



1. Students who do not enroll in college-level studies after graduating from secondary school.
2. Students who enroll in college include not only those who graduate from secondary school in the Youth Sector.

1.1 Spending on Elementary and Secondary Education in Relation to the GDP

In 1987 Québec allocated 5% of its gross domestic product (GDP) to elementary and secondary education; this compared to 4.2% in the rest of Canada.[1]

Between 1972 and 1981, the portion of Québec's GDP allocated to elementary and secondary education rose slightly. Total spending rose somewhat more rapidly than the GDP, despite a 26% decline in the school population.[2] Spending on education represented 6.1% of the GDP in 1981. In the same period, the portion of the GDP allocated to elementary and secondary education in the rest of Canada decreased from 5% to 4.3%, and the school population declined by 10%. The gap between Québec and the rest of Canada in the area of educational funding reached the maximum ever in 1981 at 1.8 percentage points, or nearly $1.5 billion.[3]

Between 1981 and 1987, the portion of the GDP allocated to elementary and secondary education dropped from 6.1% to 5% in Québec, and from 4.3% to 4.2% in the rest of Canada. The gap was thus considerably reduced. Nevertheless, spending on education still accounted for 0.8% of Québec's GDP, or slightly more than $1 billion in 1987.

Despite recent budget cuts, Québec still allocates higher funding to elementary and secondary education than most other areas of the country. This is due to relatively high spending per student as well as to the fact that our collective wealth, as measured by the per capita GDP, is lower than the Canadian average. Consequently, Québec would continue to spend a larger percentage of its GDP on education even if the expenditure per student were reduced to the same level as in the rest of Canada.

---

[1] *In 1987, Québec spent $6.5 billion on elementary and secondary education, both public and private, from a GDP of $130.4 billion.*

[2] *School population: includes students in both public and private schools.*

[3] *If these figures were adjusted to take into account the longer duration of elementary and secondary programs in the other provinces, the disparity between Québec and the rest of Canada would be even greater. Nevertheless, it is worth mentioning that the Québec government spends significant amounts of money to amortize the actuarial deficits of the pension fund for school personnel, and that this policy is unmatched by any other province. These amounts are in fact greater than the savings achieved by the shorter duration of studies in Québec.*

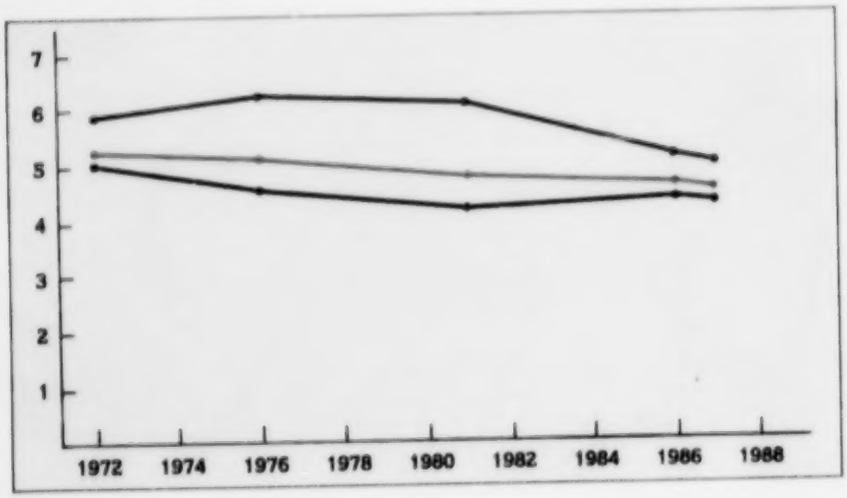
Table 1.1
Spending* on elementary and secondary education in relation to the GDP: Québec and other areas of Canada
(%)

	1972	1976	1981	1986e	1987e
Québec	**5.9**	**6.3**	**6.1**	**5.1**	**5.0**
Canada, excluding Québec	**5.0**	**4.7**	**4.3**	**4.4**	**4.2**
Maritimes	6.4	7.0	7.3	6.1	6.0
Ontario	4.8	4.5	4.3	4.3	4.1
Western Canada	4.7	4.2	3.7	4.2	4.0
Canada	**5.2**	**5.1**	**4.7**	**4.6**	**4.4**

e estimates

* *These figures, which cover the calendar year, include the operating expenses of both public and private elementary and secondary schools, administrative expenses of the Ministère, government contributions to the employee pension plan and other expenses related to teaching (according to Statistics Canada criteria).*

Graph 1.1
Spending on elementary and secondary education in relation to the GDP: Québec, Canada and Canada excluding Québec
(%)



1.2 School Board Spending

Despite the sharp decline in the school population during the 1970s and to a lesser degree in the early 1980s, school board operating expenses continued to increase. The past few years, however, have seen a marked decrease in the growth of spending. Having maintained a yearly average of 12.9% from 1972 to 1981, the rate of increase in spending dropped to 2.9% per year from 1981 to 1987. Lower inflation, salary restraints, increased teaching workloads and generally more conservative budgetary policies curbed the rapid increase in spending.

When school board spending is deflated to allow for increases in the price of goods and services used in providing educational services, growth in spending can be calculated in constant dollars at 13% from 1972 to 1981, despite a 29% decline in the school population.* A lower student-teacher ratio, an increase in teacher qualifications recognized for salary purposes, and the inclusion in employment contracts of costly job security clauses more than offset the savings due to the declining population, resulting in a large increase in the spending per student. In fact, the spending per student, calculated in constant dollars, increased by 58% between 1972 and 1981.

Between 1981 and 1987, spending in constant dollars decreased by 3%, while the school population declined by 5%. As a result, the real funds available per student increased slightly. In 1986-87 and 1987-88, per-student expenditures in constant dollars increased by 1%. Everything indicates that this stability in spending will continue over the next few years.

* *The school board's education price index is used to deflate spending figures. This index indicates changes in the price of goods and services used to provide educational services. Changes in spending in constant dollars reflect changes in the real funds available to school boards.*

Table 1.2
School board operating expenses[1]

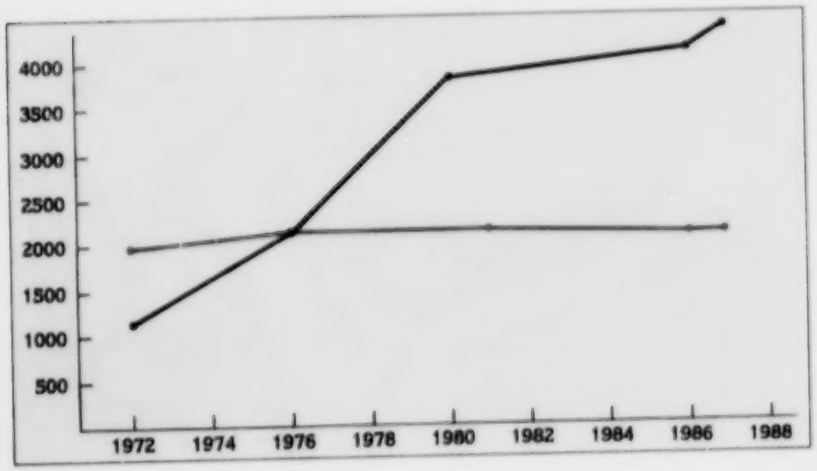
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Spending in current dollars (in millions of dollars)	1 253	2 256	3 732	4 224	4 443
Spending in constant 1976-1977 dollars (in millions of dollars)	1 989	2 256	2 241	2 161	2 180
Spending per student in constant 1976-1977 dollars	1 356	1 769	2 139	2 182	2 201

e estimates

[1] *Includes net expenses for auxiliary services. Operating expenses exclude debt service, continuing education, capital expenditures financed directly from current revenues, and transfer expenses.*

[2] *See footnote on previous page.*

Graph 1.2
School board expenses in current dollars and in constant 1976-1977 dollars (in millions of dollars)



1.3 School Board Spending Per Student

In 1987-88 spending per student by Québec school boards amounted to $4 485, or 3% less than in Ontario, and 1% more than in the United States.[1] This represents a major reduction, since in 1981-82 expenditures per student in Québec were 27% higher than those in Ontario and 40% higher than those in the United States.

Between 1972 and 1981, spending per student rose by 317% in Québec, compared to 215% in Ontario and 165% in the United States. The rather sharp decline in Québec's school population from 1972 to 1981 partly accounts for the greater increase in spending per student, due to constraints which prevented expenses being slashed in proportion to the drop in school population. More generous salary policies, a greater drop in the student-teacher ratio, and the higher cost of job security policies also contributed to the more rapid rise in Québec's spending per student.

Between 1981 and 1987, Québec's spending per student rose by 26%, compared to 65% in Ontario and 74% in the United States. In Québec, such measures as salary restrictions and increased teacher workloads were used to eliminate some benefits acquired by school board employees during previous years. Meanwhile, as the working conditions of school board employees improved in Ontario and in the United States, the gap between their average per-student costs and those of Québec narrowed considerably.

In 1987-88, 23 American states[2] reported higher spending per student than Québec, while in 28 states, it was lower. Compared to Ontario, spending was higher in 16 American states,[2] and lower in 35.

[1] *U.S. figures are expressed on a comparable basis by means of an equal purchasing power index, which converts from American money into Canadian dollars the amount required to buy a specific set of goods and services in each country.*

[2] *Including the District of Columbia.*

Table 1.3
School board spending per student[1] Québec, Ontario and the United States (in current dollars)[2]

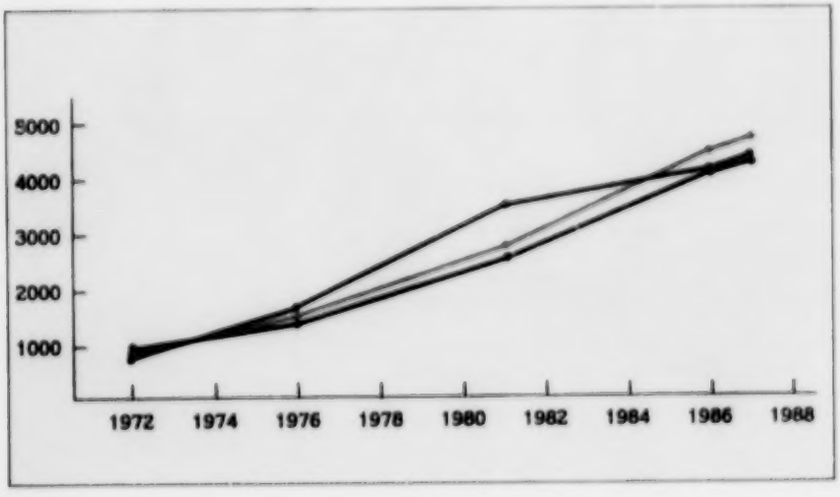
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Québec	854	1 769	3 563	4 265	4 485
Ontario	894	1 613	2 813	4 310	4 642
United States	965	1 531	2 553	4 161	4 440

e estimates

*[1] Includes **net** expenses for auxiliary services. Operating expenses exclude debt service, continuing education, capital expenditures financed directly from current revenues, and transfer expenses.*

[2] See footnote 1 on previous page.

Graph 1.3
School board spending per student: Québec, Ontario and the United States (in current dollars)



1.4 Student-Teacher Ratio in School Boards

In 1987-88 there were 16.6 students per teacher in Québec school boards. In Ontario, however, there were 19.7 and in the United States, 16.9.

The years 1972 to 1981 saw a major decline in the school population without any corresponding reduction in the number of teachers, with the result that the student-teacher ratio dropped in all areas. In Québec, the drop was particularly large, due to lighter teacher workloads and changes in the make-up of the school population. This reduction in the workload was obtained as a result of centralized collective bargaining very favourable to Québec teachers. In Ontario and in the United States, where negotiations between teachers' unions and employers are conducted locally, there were no provisions affecting teacher workloads in many collective agreements during this period.

In the early 1980s, however, a major reversal occurred in Québec. As part of the overall budget cuts, teachers' workloads increased, and the student-teacher ratio also rose slightly, from 16.2 in 1981 to 16.6 in 1987. Meanwhile, student-teacher ratios elsewhere continued to drop, falling to 19.7 in Ontario and 16.9 in the United States in 1987-88. While the difference between Québec and Ontario remains great (3.1), the student-teacher ratio in Québec is now very close to the American average.

A comparison of Québec to the whole of the United States for 1986-87 (the last year for which figures by state are available), reveals that the student-teacher ratio is higher than Québec's in 21 states, and lower in 30,* while only 4 states have a higher student-teacher ratio than does Ontario.

* *Including the District of Columbia*

Table 1.4
Student-teacher ratios[1] in school boards: Québec, Ontario and the United States

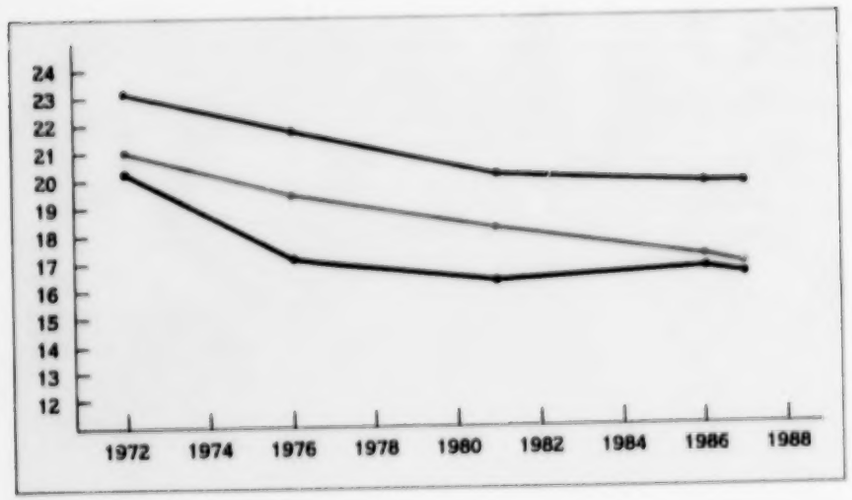
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Québec	20.2	17.1	16.2	16.8	16.6
Ontario[2]	23.1	21.8	20.7	19.8	19.7
United States	21.0	19.5	18.2	17.1	16.9

e estimates

[1] Student-teacher ratios are calculated on the basis of "full-time equivalent" school population and teaching positions. Figures for pre-school students were converted to "full-time equivalent" by dividing by 2.

[2] Because of differing definitions of ***teaching personnel*** *between Ontario and Québec, the Ontario figures were adjusted to exclude principals and vice-principals. The results are thus estimates.*

Graph 1.4
Student-teacher ratios in school boards: Québec, Ontario and the United States



Ontario
United States
Québec

1.5 Average Salary of Teachers in School Boards

In 1987-88 the average salary of teachers in Québec school boards was $36 380, compared to $42 845 in Ontario and $35 179 in the United States.

Between 1972 and 1981, salaries of Québec teachers rose by an average of 228%, while raises for teachers in Ontario averaged 179%, and in the United States, 96%. Differences in salary policies explain these major differences.[1] In 1981-82, the average salary of Québec teachers was slightly higher than that of Ontario teachers ($28 893 to $28 672) and 35% higher than that of American teachers ($21 394).

This trend was reversed between 1981 and 1987. As part of the general budget cuts in Québec in this period, salary increases were rolled back and less generous salary indexation policies were set. During this time, salary conditions of teachers in Ontario and in the United States were improving, such that by 1987-88 Québec teachers were earning 15% less than their counterparts in Ontario and only 3% more than those in the United States.

In 1987-88, 15 American states[2] reported salaries higher than those in Québec and 36 lower. Only two states (Alaska and the District of Columbia) had salaries higher than those in Ontario.

---

[1] *While inflation may explain the large increase in salaries in each region, it does not account for the much higher increase in the average salary of Québec teachers, since price hikes were very similar in Québec and in Ontario, and American figures have been adjusted for the difference in price increases by means of an equal purchasing power index which takes into account the differences in price in the various regions. (See Table 1.5, Note 2.).*

[2] *Including the District of Columbia.*

Table 1.5
Average salaries of teachers in school boards: Québec, Ontario and the United States
(in dollars)

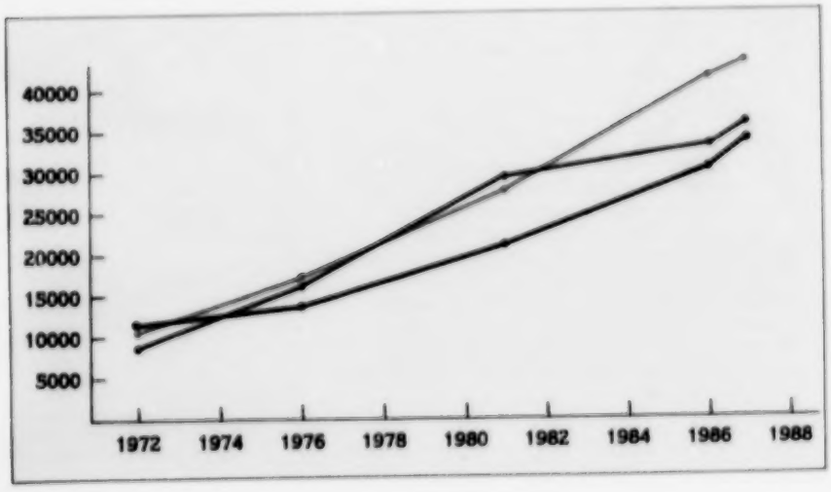
	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Québec	8 844	16 046	28 983	34 680	36 380
Ontario	10 270	17 229	28 672	40 268	42 845
United States[2]	10 939	14 875	21 394	32 955	35 179

e estimates

[1] *Because of differing definitions of* ***teaching personnel*** *between Ontario and Québec, the Ontario figures were adjusted to exclude principals and vice-principals. The results are thus estimates.*

[2] *The average salary of U.S. teachers is based on figures from the National Education Association, adjusted by means of the equal purchasing power index, which convert from American to Canadian dollars the amount required to buy a specific set of goods and services in each country.*

Graph 1.5
Average salaries of teachers in school boards: Québec, Ontario and the United States
(in dollars)



1.6 Spending in Subsidized Private Institutions

In 1987-88 the operating expenses of subsidized private institutions amounted to $352 million. The Québec government paid 60%, tuition fees provided 23%, service agreements with school boards totalled 5%, and the remaining 12% was made up mainly of donations, from either private sources or religious institutions.

The per-student expenditure in private schools was $4 192 in 1987-88, or 7% less per student than in the school boards ($4 485). In 1983-84, the difference between the private and the public sector was 12%.*

There are, however, differences between the two systems which can affect the per-student expenditures and which must be considered in order to correctly understand the data. Some factors tend to raise the cost per student in the public system. These include the presence of more children with learning and adjustment difficulties and the larger numbers in secondary vocational programs, as well as costly public school transportation. On the other hand, the much larger size of the elementary level public school population tends to lower the average cost per student. If these expenditures were adjusted to take into account the differences between the two school systems, per-student spending in both systems would be relatively the same in 1987-88.

* *Ethnic institutions were not counted in financial statistics of subsidized private institutions before 1983-84. Data for the years prior to 1983-84 have therefore not been included here.*

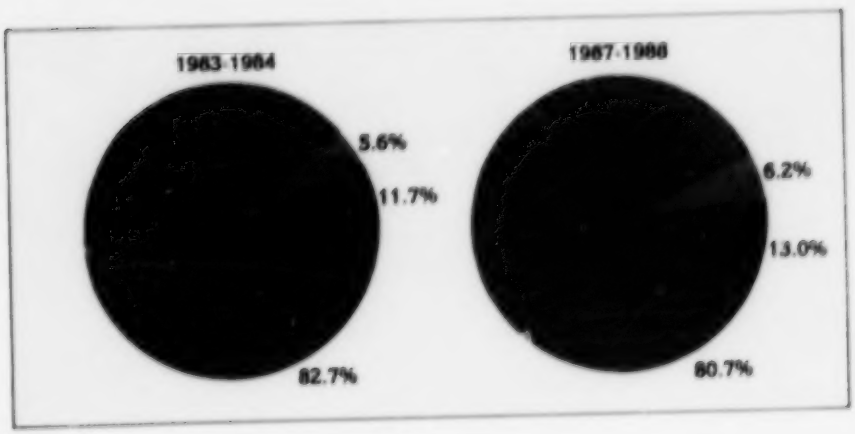
Table 1.6
Operating expenses* of subsidized private institutions by level of instruction

	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
Total expenses (in millions of dollars)	**259.6**	**291.2**	**304.5**	**327.7**	**351.6**
Pre-school and elementary	30.4	40.2	38.3	42.4	45.5
Secondary	214.7	235.5	249.4	266.6	284.2
Children with learning or adjustment difficulties	14.5	15.5	16.8	18.7	21.9
Government share in the funding of the expenses (%)	**64.8**	**60.8**	**60.2**	**60.1**	**59.9**
Spending per student (in current dollars)	**3 391**	**3 705**	**3 783**	**4 006**	**4 192**

e estimate

* *Including net expenses for community and auxiliary services (such as housing, food services and security).*

Graph 1.6
Distribution of operating expenses of subsidized private institutions by level of instruction (%)



2.1 Reaching Secondary IV and V

Having made rapid strides in the early 1980s, the rate of students reaching the advanced levels has decreased slightly in recent years. The proportion of students in the Youth Sector going on to Secondary IV fell from 89% in 1984 to 86% in 1987; the rate of those reaching Secondary V dropped to 76% from its peak of 80% in 1985.

This decline is due in part to the introduction of the new 60% pass mark, beginning with the cohort of students enrolled in Secondary I in the 1982-83 school year. Nonetheless, the spectacular growth of adult education makes up for the slump in the Youth Sector to some extent.

Approximately 99% of youngsters reach Secondary I; 96% go on to Secondary II; and 93%, Secondary III. Just as more boys than girls fall behind in school beginning in the earliest years until Secondary I, more of them fail to reach the higher levels. The gap between boys and girls is 2.5 percentage points in favour of the girls in Secondary II, widening to a total of 10 percentage points in Secondary V.

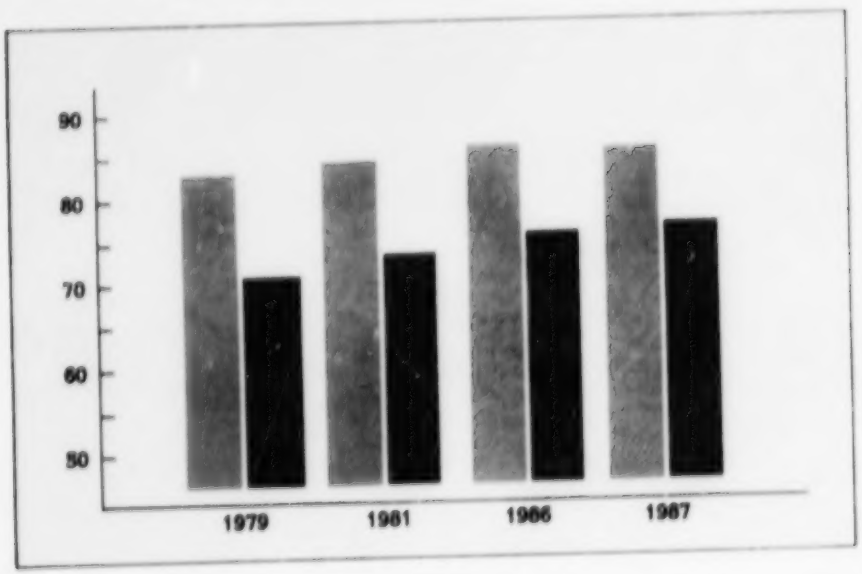
The probability of reaching a given grade is measured by combining various probabilities according to age. To measure the probability of reaching Secondary IV in 1987, for example, the probability of reaching this grade at the ages of 14, 15, 16, 17 and 18 is calculated for those students of each age group who have not yet reached this grade. Combining these probabilities produces the overall probability of reaching Secondary IV, for the age cohort governed by the probabilities established in 1987 for 14- to 18-year-olds in Québec.

Table 2.1
Probability of reaching Secondary IV and V in the public and private systems: by sex
(%)

		1979	1981	1986	1987
Secondary IV	Boys	80.9	81.7	84.5	82.7
	Girls	85.8	86.5	89.3	88.9
	Both	83.3	84.0	86.8	85.8
Secondary V	Boys	67.9	68.8	70.4*	71.5
	Girls	74.7	78.2	80.8*	81.6
	Both	71.3	73.4	75.5*	76.4

* *These figures were adjusted because calculations were affected by the change in the secondary school pass mark.*

Graph 2.1
Probability of reaching Secondary IV and V in the public and private systems
(%)



2.2 Falling Behind in School

In 1987 approximately 52% of all students had fallen behind to some extent in their elementary or secondary studies. This represents a significant increase from 1986 when 45% of 17-year-olds had fallen behind in school. A possible reason for this increase is the new 60% pass mark at the secondary level, since the students who were 17 years of age in 1987 make up the first age cohort governed by the new norm since their enrolment in secondary school in 1982-83. The idea of falling behind is used in a very broad sense to include all students who do not graduate from secondary school by the usual age of 17 for whatever reason, including dropping out of school or repeating any given year of studies.

As early as elementary school, one student in five falls behind when compared to the normally expected rate of progress. Falling behind in elementary school is measured by the proportion of 12-year-olds who have not yet reached secondary school. A comparison of the combined rate of falling behind in elementary and in secondary school in 1987 with that for elementary school in 1982 (that is, for the same age cohort) shows that 45% of the students who eventually fall behind begin to do so in elementary school. It can also be determined that among those students who reached secondary school in 1982 at the usual age of 12 years, 37% fell behind at some point in secondary school. This rate was 26% for the age cohort that reached secondary school at the age of 12 in 1981, the last group to have been affected by the former certification system.

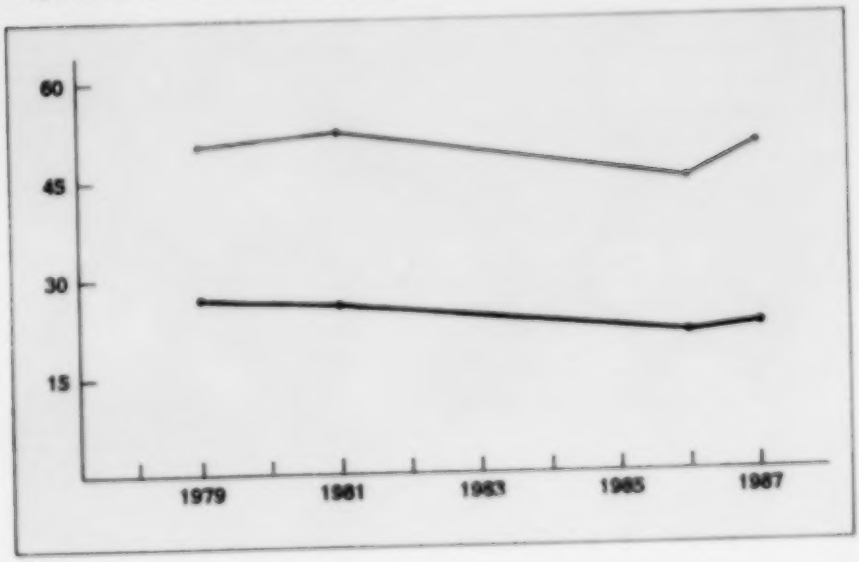
Boys fall behind in school more than girls do, right from the earliest years. In fact, 25% of boys fall behind in elementary school, compared to only 15% of girls. This disparity between the sexes increases slightly right to the end of the secondary level.

Table 2.2
Falling behind in both public and private elementary and secondary schools: by sex
(%)

		1979	1981	1986	1987
Elementary[1]	Boys	31.1	30.2	24.5	24.9
	Girls	21.2	19.6	15.0	15.3
	Both	26.3	25.0	19.9	20.2
Elementary and secondary[2]	Boys	57.9	58.8	51.9	59.3
	Girls	46.9	47.5	37.5	44.7
	Both	52.6	53.3	44.9	52.2

[1] *12 year olds who have not yet reached secondary school*
[2] *17 year olds who have not yet graduated from secondary school*

Graph 2.2
Falling behind in elementary and secondary school: public and private
(%)



Elementary and secondary
Elementary

2.3 Dropping Out of School

In 1987 the number of students leaving school without a diploma increased slightly, in terms of both absolute numbers and rate of occurrence. This was to be expected, given the two major changes in the school system designed to raise secondary school graduation requirements: the raising of the pass mark to 60% and the addition of one year of General Education before admission to the Vocational Education programs. To some extent a more positive job outlook may also have contributed to increasing the number of dropouts, considering that getting a job is more appealing than staying in school to some teenagers, especially boys.

The number of dropouts per year and the probability of leaving school without graduating nevertheless show that dropping out has decreased significantly compared to 1976 and 1981, despite the more stringent graduation requirements. Boys are more likely to drop out of school than girls, and the differences by sex have become more pronounced since 1976. Furthermore, more detailed data show that 97% of 15-year-olds (as of September 30) still enroll in school even though they are no longer compelled to do so. In fact, three-quarters of dropouts are at least 17 years old, the age at which they would normally graduate.

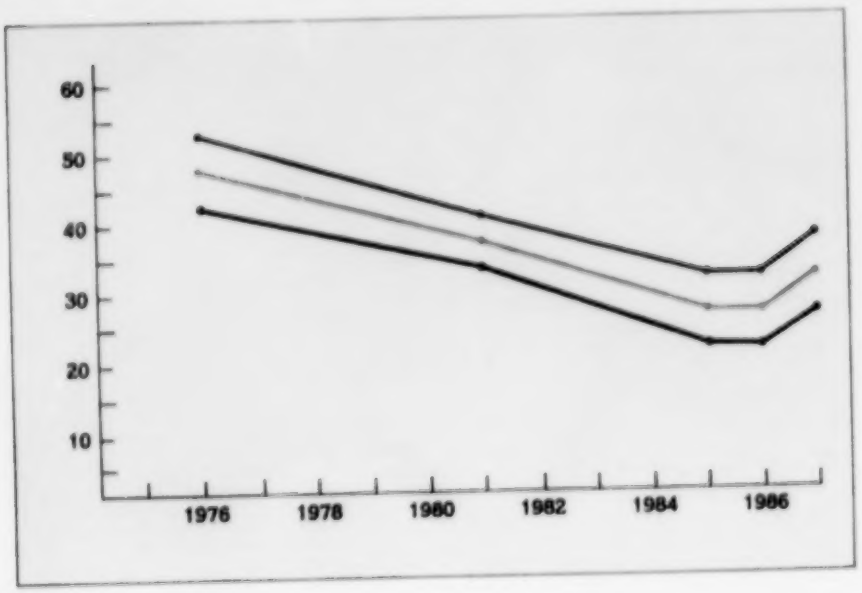
Students are considered to have dropped out of school if they are not registered in the Youth Sector on September 30 but were registered the previous year, still reside in Québec and have not obtained a secondary school diploma.* The probability of dropping out is measured by the complement of the probability of graduating (see Topic 4.2), and therefore expresses the probability of dropping out definitively of secondary school without graduating in the Youth Sector.

* *Departures involving such factors as death or emigration are not included in the number of dropouts. In the absence of a systematic calculation from student files, the number of dropouts is estimated from the enrolment, the number of diplomas awarded, and demographic variations.*

Table 2.3
Number of dropouts and probability of dropping out of both public and private secondary schools without a diploma: by sex.

		1976	1981	1985	1986	1987
Number of dropouts	Boys	35 000	25 900	19 000	18 900	20 000
	Girls	28 000	19 700	13 200	12 600	13 400
	Both	63 000	45 600	32 200	31 500	33 400
Probability of dropping out (%)	Boys	53.2	40.9	32.2	32.2	37.4
	Girls	42.7	34.0	22.6	22.2	27.3
	Both	48.0	37.5	27.5	27.3	32.4

Grap 2.3
Probability of dropping out of both public and private secondary schools without a diploma: by sex
(%)



3.1 Secondary School Examination Results by Sex, School System, Language of Instruction and Type of Education

In June 1988, the ministère de l'Éducation administered 104 examinations to students in Secondary III, IV, and V for purposes of certification. The average result was 70.3%,* and the success rate was 80.3%.

While girls have a much better record than boys for staying in school until graduation (see Topics 2.1, 2.2, 2.3, and 4.2), boys obtain slightly better results on ministry-prepared examinations. This is probably due to the higher dropout rate among boys, since it is usually the weaker students who leave school.

Students in the private system obtained better examination results than those in the public system. The average mark in private schools was 7.9 percentage points higher. The rate of failure was 22.1% in the public system, and only 9.1% in the private system. Differences by language of instruction are less pronounced. Students studying in English had slightly higher average results than those studying in French, the difference being only 0.4 percentage point. The failure rate, however, was higher for those studying in French, 20.6% compared to 14.5% for those studying in English. The average marks on General Education examinations were higher than those on Vocational Education examinations. The average results differed by 5.2 percentage points, and the success rate by 7.3 percentage points.

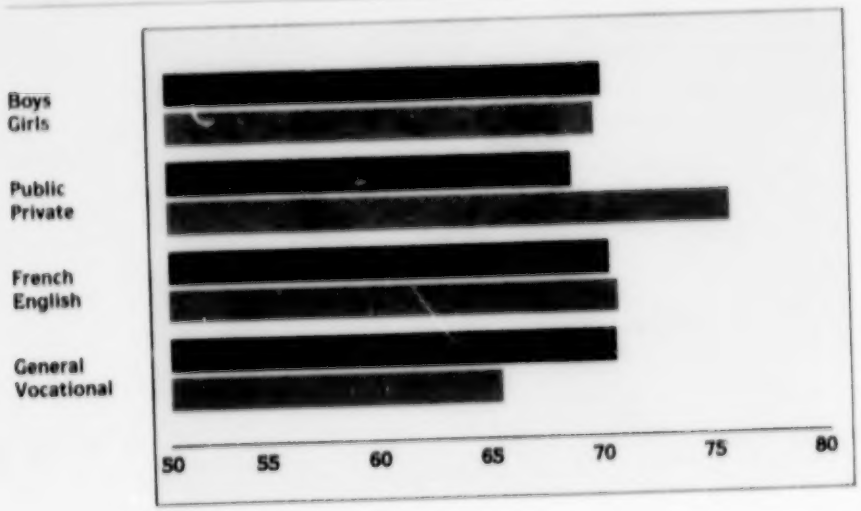
Many factors could explain these differences. Variations exist in the make-up of the school population and in the social background of students in each system, each language of instruction and each type of education. Private schools impose selection criteria when admitting students, whereas the school boards must accept all those eligible for secondary school. Furthermore, the timetable for introducing the new programs varies with the language of instruction; hence, students studying in English may not be writing as many of the new examinations for these programs as their French counterparts.

* *This figure is calculated using the students' final marks. The final mark is made up, in equal proportions, of the student's result on the ministry-prepared examination, and the "moderated" school mark. "Moderation" is done to make the marks assigned by different schools as comparable and objective as possible. Each student's school mark is adjusted on the basis of a comparison between the average school mark of all the students in the same teacher group and their average mark on the ministry-prepared examination.*

Table 3.1
Results on ministry-prepared secondary school examinations by sex, by school system, by language of instruction and by type of education: June 1988

	Average (%)	Success rate (%)
Boys	70.6	81.8
Girls	70.0	78.9
Public schools	68.8	77.9
Private schools	76.7	90.9
Language of instruction: French	70.2	79.4
Language of instruction: English	70.6	85.5
General Education examinations	70.5	80.5
Vocational Education examinations	65.3	73.2
Total	**70.3**	**80.3**

Graph 3.1
Average on ministry-prepared secondary school examinations by several variables: June 1988



3.2 Secondary School Examination Results: Regional Disparities

The regions of Outaouais, Sud de Montréal, Québec, Île-de-Montréal, and Estrie recorded results on the June 1988 ministry-prepared examinations that were higher than the provincial results.*

Bas-Saint-Laurent – Gaspésie and Trois-Rivières scored slightly lower than the provincial figures. The lowest results were obtained by students in Saguenay – Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, and Nouveau-Québec. The scores in Nouveau-Québec are especially low, with a failure rate of 73.8%, compared to 27.3% or less in the other regions. This clearly shows that considerable effort must yet be made to adapt secondary education to the needs of the area's native peoples.

The ranking among regions is little different from 1987 to 1988. The same regions are ranked near the top and bottom. Bas-Saint-Laurent – Gaspésie, however, substantially improved its position, moving from ninth to sixth place and obtaining an average and a success rate that are comparable to the provincial figures.

A comparison of the results on ministry-prepared examinations and the probability of graduating (see Topic 4.3) reveals the possible impact of the dropout rate in some regions. In an area with a high dropout rate, examination results may be higher because the weaker students have left. This is the case in Outaouais, which ranks second to last in the probability of graduating, and first in results on ministry-prepared examinations.

Conversely, Saguenay – Lac-Saint-Jean and Trois-Rivières ranked second and third in probability of graduating, are in tenth and seventh place in results on ministry-prepared examinations.

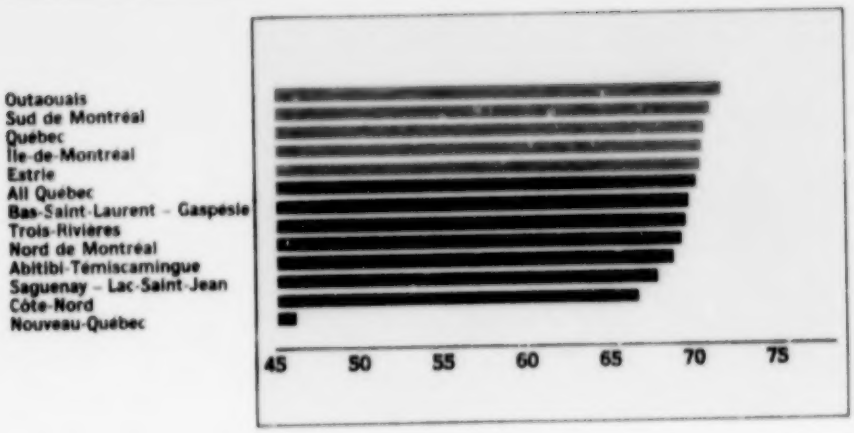
---

* *These results are calculated using the students' final marks. The final mark is made up, in equal proportions, of the student's result on the ministry-prepared examination, and the "moderated" school mark. "Moderation" is done to make the marks assigned by different schools as comparable and objective as possible. Each student's school mark is adjusted on the basis of a comparison between the average school mark of all the students in the same teacher-group and their average mark on the ministry-prepared examination.*

Table 3.2
Results on ministry-prepared secondary school examinations by school administrative region: June 1988

School administrative region	Average (%)	Success rate (%)
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	69.9	80.1
Saguenay – Lac-Saint-Jean	67.9	74.9
Québec	70.8	81.1
Trois-Rivières	69.7	79.4
Estrie	70.6	80.3
Nord de Montréal	69.0	78.8
Sud de Montréal	71.1	82.4
Île-de-Montréal	70.7	80.6
Outaouais	71.9	82.4
Abitibi-Témiscamingue	68.6	76.9
Côte-Nord	66.5	72.7
Nouveau-Québec	46.5	26.2
All Québec	**70.5**	**80.3**

Graph 3.2
Average on ministry-prepared secondary school examinations by school administrative region: June 1988



3.3 Secondary School Examination Results by Subject

The results on 51 ministry-prepared examinations were selected as examples of students performance by subject in the June 1988 examinations. These examinations, administered in eight subjects, were corrected according to uniform criteria.*

The best results were on the examinations in second language, both French and English. The results in these two subjects were much better than the overall average mark of 70.3% and the success rate of 80.3%. The results in mathematics were a little lower than the overall average. Students had the most difficulty in physics and economics, with failure rates of approximately 30% in both subjects.

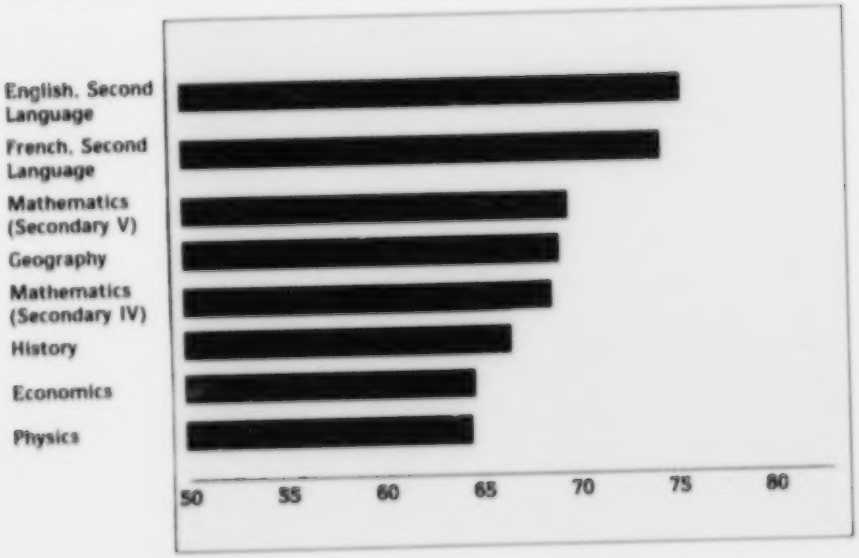
There is little difference between the results of girls and boys in mathematics, physics, and second language. The boys obtained better marks than the girls in all the other subjects, especially in geography, where their success rate was 79.7%, while the girls' was only 69.8%. Those studying in English did slightly better in economics and geography than those studying in French, although the latter had slightly higher averages in mathematics and physics. Private school students did better on all subjects than students in the public system. This situation can be explained in large part by the methods of selecting students and by the differences in the make-up of their school populations.

* *These results are calculated using the students' final marks. The final mark is made up, in equal proportions, of the student's result on the ministry-prepared examination, and the "moderated" school mark. "Moderation" is done to make the marks assigned by different schools as comparable and objective as possible. Each student's school mark is adjusted on the basis of a comparison between the average school mark of all the students in the same teacher group and their average mark on the ministry-prepared examination.*

Table 3.3
Results on eight sets of ministry-prepared secondary school examinations: June 1988

Subject	Average (%)	Success rate (%)
English, Second Language (Secondary IV)	75.3	88.1
Economics (Secondary V)	64.8	70.2
French, Second Language (Secondary V)	74.1	89.8
Geography (Secondary III)	68.7	74.6
History (Secondary IV)	66.5	72.6
Mathematics (Secondary IV)	68.3	73.3
Mathematics (Secondary V)	69.0	75.8
Physics (Secondary IV)	64.7	69.0

Graph 3.3
Average on eight sets of ministry-prepared secondary school examinations: June 1988



3.4 Written French Examination in Secondary V

In May 1988, Secondary V students studying in French took a Written French examination. Correction of the examination was centralized at the ministère de l'Éducation.* The average result was 63.1%, and 57.4% of the students reached the pass mark of 60%. This examination has been administered every year since 1986. Between 1986 and 1988, the average rose 4.4 percentage points, and the success rate, 7.6 percentage points.

When the examinations were corrected, half the marks were allotted for content (clarity in the expression of ideas and opinions, coherence, logic and appropriate level of language), and half for the use of language (correct and extensive vocabulary, syntax and spelling). The students performed better in the area of content (36.8 marks out of 50), than on language (26.3 marks out of 50). While they expressed themselves clearly and coherently, they showed little mastery of grammar, syntax and spelling, making an average of one mistake for every fifteen words.

Even if the boys' performance on the examinations for certification was slightly better than the girls' (see Topic 3.1), on the Written French examination the girls' results were much better than the boys', with a difference of 5.4 percentage points between their averages. The boys' failure rate of 50.1% was also greater than the girls' at 36.1%.

The average of private school students was nearly 10 percentage points better than that of students in school boards. In the public system 47.2% failed the examination, compared to 22.9% in private schools. The greatest difference was between General Education students and those in Vocational Education. The average for General Education students was 12.7 percentage points higher, and their failure rate was much lower, at 40.5% compared to 74.1% for those in Vocational Education.

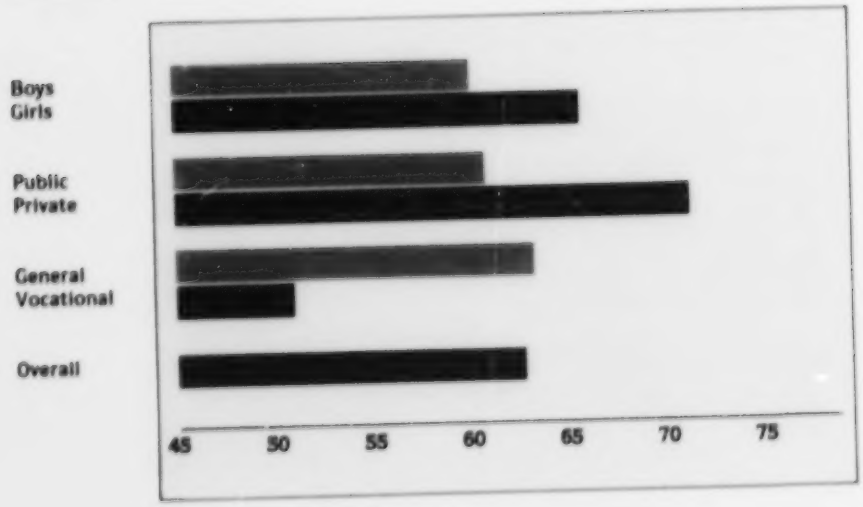
It is difficult to explain the difference in results between boys and girls. As for the differences between school systems and between types of education, they are probably due in large measure to several factors, including the methods of selecting students, the make-up of the school populations and the social background of the students.

* The results of this examination were not used for certification.

Table 3.4
Results on Secondary V Written French (language of instruction) examination, by sex, school system and type of education.

	Average (%)			Success rate (%)		
	1986	1987	1988	1986	1987	1988
Boys	55.4	57.5	60.2	41.4	43.2	49.9
Girls	61.7	63.6	65.6	57.4	59.0	63.9
Public schools	57.3	58.9	61.2	46.3	47.2	52.8
Private schools	65.6	68.8	71.0	66.3	71.6	77.1
General Education	60.2	62.1	63.9	53.3	55.0	59.5
Vocational Education	49.1	51.0	51.2	26.6	26.4	25.9
Overall	**58.7**	**60.8**	**63.1**	**49.8**	**51.9**	**57.4**

Graph 3.4
Average on Secondary V Written French (language of instruction) examination by several variables.



3.5 Science Education: 13-Year-Old Students

In an international study to evaluate learning in the sciences and in mathematics among 13-year-old students, Québec ranked fourth on the science test, with an average of 62.9%. This study, which involved four Canadian provinces and five countries, was conducted by the National Assessment of Educational Progress (NAEP) in February 1988.

Most 13-year-olds in Québec have been introduced to science in one or more of the following programs: Natural Science (elementary level), Ecology (Secondary I), and Physical Sciences (Secondary II). It is worth noting that the test used in the international study contained a number of items on general knowledge normally acquired outside school.*

The test itself contained items related to different science subtopics. Québec youngsters scored 70.6% in life sciences, 59.4% in physics, 53.8% in chemistry, 61.1% in earth and space science, and 64% in the nature of science. Compared to the others, Québec ranked among the first four in life sciences, chemistry and the nature of science, while placing sixth in physics, and eighth in earth and space science.

In Québec, boys obtained better results than girls, 64.8% compared to 60.6%. In fact, the boys did better than the girls in all the subtopics, excluding the nature of science.

The overall results of French-language students and those of English-language students were not significantly different, except in three of the subtopics. French-language students obtained higher marks in life sciences and chemistry, while their English-language counterparts did better in earth and space science.

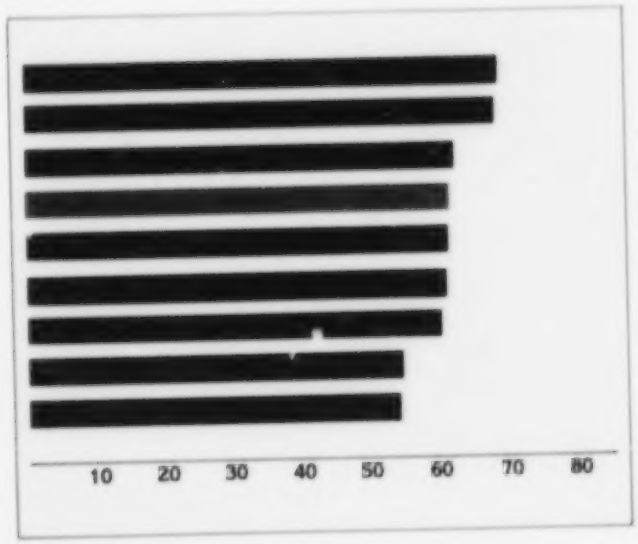
Of the young Québecers who took part in the survey, 29.6% stated that they liked science a lot, and 40% that they liked it a little. More than half, or 58.6%, consider it important to know science to get a good job. These results are comparable to those of the other participants.

* *The items in this test derive from an item bank set up by the Educational Testing Service (ETS) for periodic evaluations administered by the NAEP in the United States.*

Table 3.5
Results of 13-year-olds from 5 countries and 4 Canadian provinces on NAEP science test. February 1988

Participants	Average (%)
British Columbia	68.7
Korea	63.8
Great Britain	**62.9**
Quebec	62.6
Ontario	61.7
Spain	60.1
New Brunswick	56.9
United States	55.4
Ireland	

Graph 3.5
Average of 13-year-olds from 5 countries and 4 Canadian provinces on NAEP science test. February 1988



3.6 Mathematics Education: 13-Year-Old Students

Thirteen-year-olds in Québec ranked second in mathematics in the international study carried out by the National Assessment of Educational Progress (NAEP) in February 1988. Participants included five countries and four Canadian provinces. The overall average of Québec students was 71.1%.

Most of the items in the mathematics test corresponded to concepts covered in the mathematics programs at the elementary level and at the first cycle of the secondary level.* The items concerned a number of mathematics subtopics. Québec students averaged 73.8% in mathematical methods, 62.1% in data organization and interpretation, 64.8% in measurement, 60.7% in geometry, 75.4% in relations, and 77.6% in numbers and operations. Québec ranked among the first third in each of these subtopics.

The overall results of girls and boys were relatively the same; however, boys did perform better on the test items on measurement, obtaining 65.5% compared to 62% for the girls.

French-language students did slightly better than English-language students, 71.1% as opposed to 69.6%. The subtopics in which the French-language students outperformed the English-language students included measurement, algebra, and numbers and operations.

The survey showed that 13-year-olds in Québec prefer mathematics to school in general. Some 34.7% of them said that they liked mathematics a lot, while 40.1% said they liked it a little. Only 18.5% admitted that they liked school a lot, and 48.5% that they liked it a little. These results are comparable to those of the other participants.

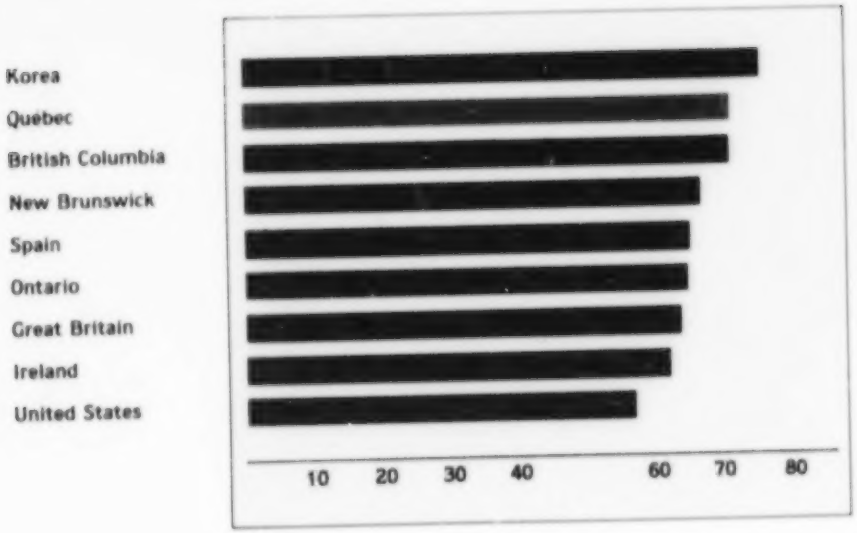
Over 80% of the students agree that it is important to know mathematics to get a good job. More than one-third of the French-language students consider that mathematics is more for boys than for girls; whereas only 2.7% of English-language students are of same opinion.

* *The items in this test derive from an item bank set up by the Educational Testing Service (ETS) for periodic evaluations administered by the NAEP in the United States.*

Table 3.6
Results of 13-year-olds from 5 countries and 4 Canadian provinces on NAEP mathematics test. February 1988

Participants	Average (%)
Korea	75.9
Quebec	**71.1**
British Columbia	70.6
New Brunswick	67.1
Spain	65.4
Ontario	65.1
Great Britain	64.4
Ireland	62.9
United States	56.2

Graph 3.6
Average of 13-year-olds from 5 countries and 4 Canadian provinces on NAEP mathematics test. February 1988



4.1 Number of Diplomas

The number of secondary school diplomas awarded by the ministère de l'Education was particularly low in 1987, that is, approximately 11 500 fewer than in 1986. This is due in large measure to the greater number of students who have fallen behind (see Topic 2.2) because of the new 60% pass mark. The graduation rate is nevertheless expected to rise dramatically in 1988 since the students who have trailed behind should normally obtain their diplomas at this time, which was not yet the case in 1987. The decrease in the number of young graduates may also be attributed to part of the school population shifting from the Youth Sector to the Adult Sector (see Topic 5.2).

Approximately 79% of graduates in 1987 were from General Education.* Vocational Education, which grew in popularity from 1976 to 1981, has lost ground in recent years. Students' preference for General Education would appear even greater if data on graduates were to exclude those who go on to a second or third diploma in Vocational Education.

Approximately 82% of all graduates are from the school boards. The share of private institutions and public establishments which come under ministries other than Education has grown considerably, from 11% in 1972 to 18% in 1987. In Vocational Education, the school boards still produce more than 90% of the graduates, with most of the remainder coming from public institutions outside the system. Private schools usually offer only General Education.

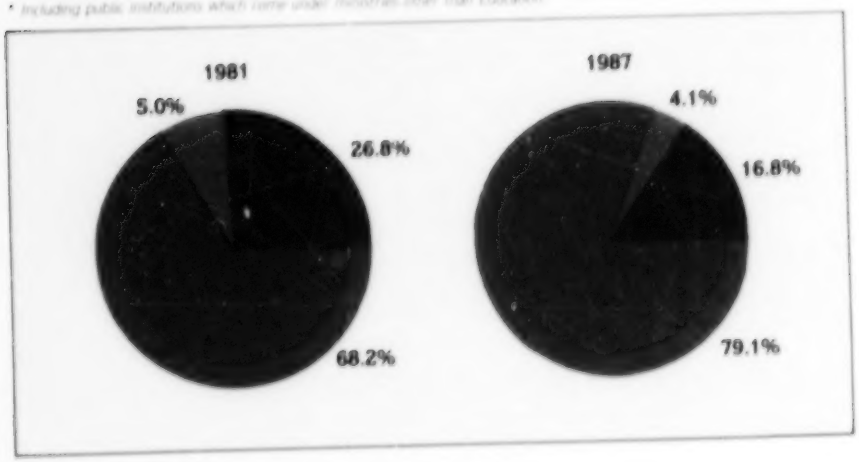
* *Students who receive a General Education diploma and a Vocational Education mention in the same year are counted only as being part of General Education that year. Students can, however, be counted as graduates more than once if they receive a second or third Vocational Education mention in different years.*

Table 4.1
Secondary School Diplomas: by school system and type of education

School system, type of education	1972	1976	1981	1986	1987
School boards	**51 410**	**63 047**	**74 525**	**66 097**	**54 956**
General	36 663	47 341	49 188	49 905	42 345
Long Vocational	13 327	13 358	21 074	13 743	9 909
Short Vocational	1 420	2 348	4 263	2 449	2 702
Private institutions*	**6 390**	**10 604**	**13 613**	**12 581**	**12 210**
General	5 954	8 828	10 951	10 943	10 770
Long Vocational	406	1 692	2 562	1 601	1 411
Short Vocational	30	84	100	37	29
Total	**57 800**	**73 651**	**88 138**	**78 678**	**67 166**
General	42 617	56 169	60 139	60 848	53 115
Long Vocational	13 733	15 050	23 636	15 344	11 320
Short Vocational	1 450	2 432	4 363	2 486	2 731

* *Including public institutions which come under ministries other than Education.*

Graph 4.1
Distribution of Secondary School Diplomas in the public and private systems: by type of education (%)



4.2 Graduating from Secondary School

The year 1987 saw the very first decrease in the rate of graduation from secondary school since data of this sort has been available. The probability of a student in the Youth Sector obtaining a diploma fell 5 percentage points from the preceding year. This decline has reversed the trend of extremely rapid growth lasting from 1972 to 1986, during which time the graduation rate rose 27 percentage points.

Two factors account for the drop recorded in 1987. The first involves the raising of the pass mark from 50% to 60% for students enrolled in Secondary V in 1986-87. The introduction of stiffer graduation requirements was naturally expected to make it more difficult for some students to obtain their secondary school diplomas. The second possible contributing factor is the reform of Vocational Education. Students in the new branches are not yet ready to graduate; whereas enrolment in the Long Vocational programs, which are currently being phased out, has fallen off significantly in recent years. Both these considerations tend to indicate that the graduation rate will once again rise following a brief transition period. It is also worth remembering that the figures mentioned above do not include the graduates from the Adult Sector, who are accounted for in Topic 5.3.

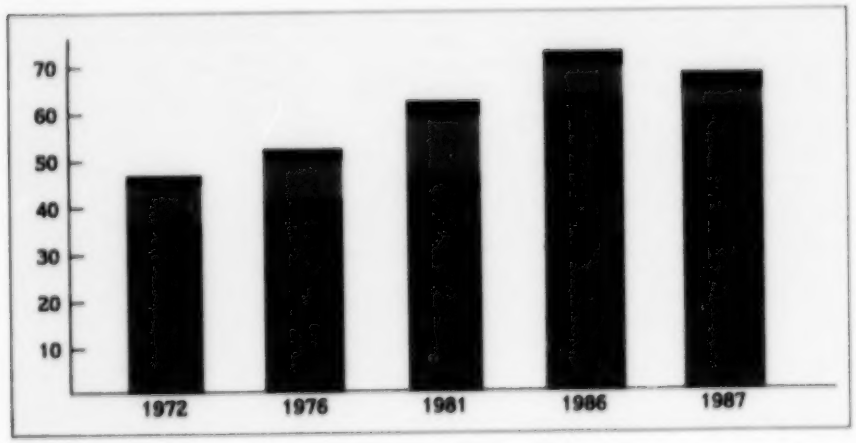
The Long Vocational program met with the sharpest drop of all in 1987, continuing the downward trend that began in 1983, when 13% of young Québecers obtained a Long Vocational diploma. For the very first time, more Short Vocational diplomas than Long Vocational diplomas were awarded to boys. On the other hand, General Education still produces the largest share of new graduates, with nine out of ten coming from General Education in 1987.

Table 4.2
Probability of graduating from public or private secondary school: by sex and type of education
(%)

	1972	1976	1981	1986	1987*
Boys	**42.2**	**46.8**	**59.1**	**67.8**	**62.6**
General	34.3	37.0	44.3	58.8	55.1
Long Vocational	6.1	7.1	10.3	6.0	3.6
Short Vocational	1.8	2.7	4.5	3.0	3.9
Girls	**49.3**	**57.3**	**66.0**	**77.8**	**72.7**
General	37.1	45.3	51.1	68.6	66.1
Long Vocational	11.5	10.8	13.0	7.7	4.7
Short Vocational	0.7	1.2	1.9	1.5	1.9
Total	**45.7**	**52.0**	**62.5**	**72.7**	**67.6**
General	35.6	41.0	47.6	63.7	60.6
Long Vocational	8.9	9.0	11.7	6.8	4.1
Short Vocational	1.2	2.0	3.2	2.2	2.9

* Estimates

Graph 4.2
Probability of graduating from public or private secondary school: by type of education



4.3 Staying in School: Regional Disparities

The decline in the graduation rate, shown in Topic 4.2, was felt throughout Québec in 1987. The individual regions, however, retained basically the same rank they held in 1986. Those with the greatest number of secondary school graduates are still Québec, Saguenay – Lac-Saint-Jean, Trois Rivières, and Estrie. Sud de Montréal and Île-de-Montréal are very close to the provincial average. The performance of the other regions, including Nord de Montréal, fell below this average.

The region of Nouveau-Québec still constitutes a separate category since few schools there offer a complete secondary school education. With the exception of this region, the regional disparities have lessened considerably since 1976. The difference between the highest and lowest regional results narrowed from 27 to 16 percentage points between 1976 and 1987.

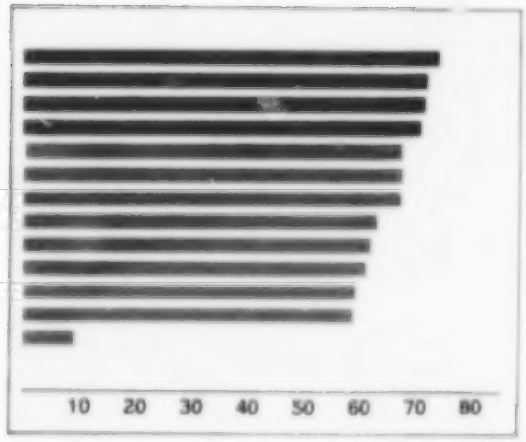
A comparison of these results with those listed in Topic 3.2 shows that the students' performance on secondary school examinations and the rate of graduation do not necessarily go hand in hand. In some regions, the high dropout rate adds luster to the overall performance on the examinations since the weakest students have left school. On the other hand, the results achieved by Québec and Estrie with respect to both the performance on examinations and the graduation rate prove that it is indeed possible to meet these two objectives.

Table 4.3
Probability of graduating from a public or private secondary school: by school administrative region (%)

School administrative region	1976	1981	1986	1987*
Bas-Saint-Laurent – Gaspesie	40.8	55.8	65.7	62.0
Saguenay – Lac-Saint-Jean	50.5	67.2	77.0	72.4
Quebec	59.7	71.3	79.5	74.7
Trois-Rivieres	53.6	66.3	77.8	72.1
Estrie	48.7	62.3	74.8	71.0
Nord de Montreal	53.2	61.1	69.1	63.3
Sud de Montreal	48.1	61.0	73.4	67.3
Ile de Montreal	56.1	62.8	72.4	67.2
Outaouais	43.3	54.6	62.8	59.1
Abitibi-Temiscamingue	40.8	52.6	66.4	61.3
Côte-Nord	33.0	53.3	63.7	59.8
Nouveau-Quebec	0.6	12.7	7.7	9.1
All Quebec	**52.0**	**62.7**	**72.7**	**67.6**

* Estimates

Graph 4.3
Probability of graduating from a public or private secondary school: by school administrative region (%)



4.4 Going on to College*

The rate of students going on to college dropped 1.5 percentage points in 1987, reversing the trend of steady growth over the last ten years, during which the percentage of young Québecers entering college rose a total of 22 percentage points. This decline is the direct result of the introduction of more stringent graduation requirements in secondary school, which has also had an impact on the rate of falling behind and the dropout rate (see Topics 2.2 and 4.2).

A comparison of the probability of reaching college and the secondary school graduation rate (see Topic 4.2) reveals a striking correlation between the obtention of a secondary school diploma and enrolment in college. This statistical correlation tends to indicate that almost all General Education graduates go on to college and that very few Vocational Education graduates and non-graduates do so. The steady rise over the last few years in the number of students undertaking college-level studies can thus be explained in large measure by trends observed at the secondary level: the increased graduation rate, the concentration of graduates in General Education, and more recently, the decline in the graduation rate due to the introduction of more stringent norms.

Fewer students in the Vocational Education branches went on to college in 1987. Similarly, fewer men than women undertook college-level studies, thus increasing the ever-widening gap that initially arose in 1975.

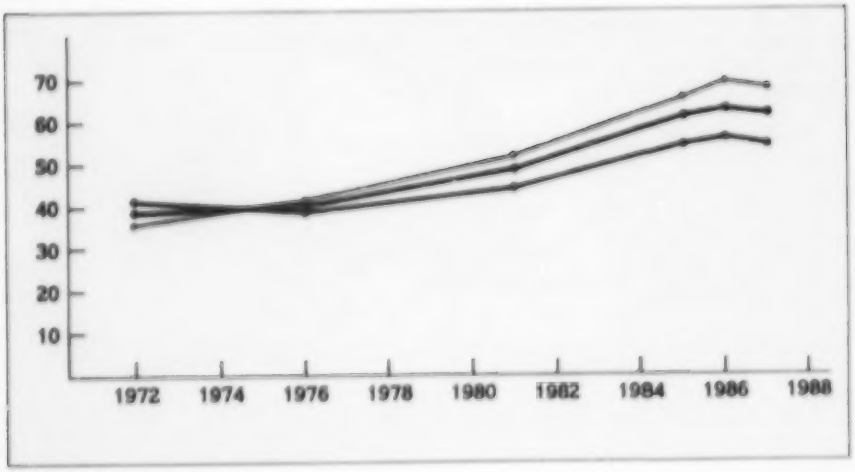
* *For the purposes of this indicator, only those students enrolled in programs leading to a college diploma are included here.*

Table 4.4
Probability of going on to public or private college on a full-time or part-time basis: by sex and type of education
(%)

	1972	1976	1981	1985	1986	1987*
Men	**41.2**	**39.3**	**43.5**	**54.2**	**56.0**	**54.2**
General	26.7	26.0	28.0	35.5	37.1	37.3
Vocational	14.5	13.3	15.5	18.7	18.9	16.9
Women	**36.5**	**41.7**	**51.4**	**66.1**	**69.7**	**68.5**
General	20.9	23.5	30.5	41.1	43.7	43.9
Vocational	15.6	18.2	20.9	25.0	26.0	24.6
Both	**38.8**	**40.5**	**47.4**	**60.1**	**62.8**	**61.3**
General	23.8	24.8	29.2	38.3	40.4	40.5
Vocational	15.0	15.7	18.2	21.8	22.4	20.8

* Estimates

Graph 4.4
Probability of going on to a public or private college on full-time or part-time basis: by sex
(%)



Women
Both
Men

4.5 Joining the Work Force

Secondary school graduates had a much easier time finding employment in 1988. In fact, unemployment rates were back to the pre-recession levels of 1980. Moreover, the unemployment rate among 1987 graduates of Long Vocational programs (the largest group of graduates looking for work) hit 17.4% at the end of March 1988. This was 2.4 percentage points lower than the pre-recession rate, and 16.7 points lower than that recorded in 1984. Among graduates from Short Vocational programs the 1988 unemployment rate was still too high, at 36%, even though this was an improvement over the previous year. The unemployment rate among General Education graduates was similar to that prevailing before the recession; however, it was still 1.6 percentage points higher than that of graduates of Long Vocational programs.

The employment situation is still cause for concern among those who have just graduated from secondary school. Their unemployment rate surpasses not only that of adults aged 25 to 34 (11%), but also that of their own age group, young people aged 15 to 19 (15.4%). Nevertheless, non-graduates still have by far the highest unemployment rate.

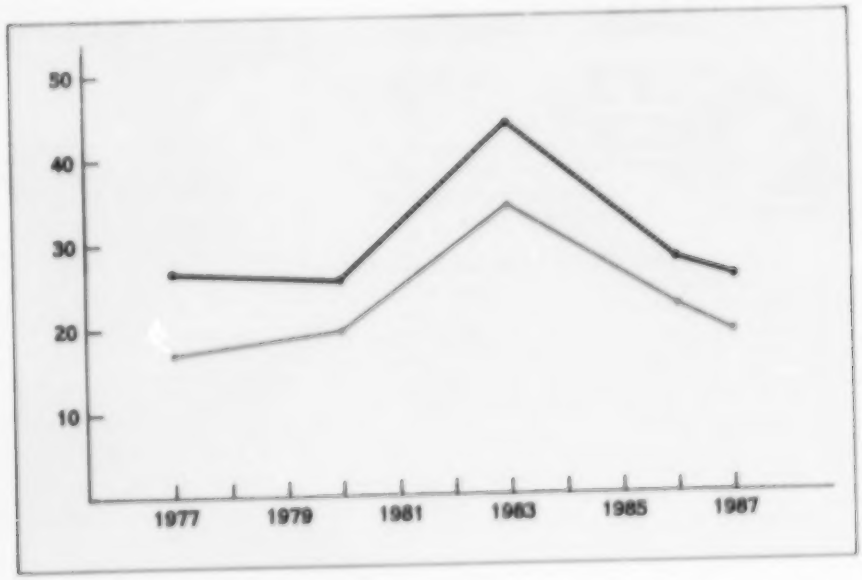
Although the job situation remains difficult, graduates of some Long Vocational programs still have a better-than-average chance of finding work. These programs include Dental Assistant, Meat Cutting, and Pastry. On the other hand, graduates of such programs as Forest Ranger, Electrical Household Appliance Serviceman, Computer Operator and Office Clerk have had great difficulty in finding employment for the past few years.

Table 4.5
Unemployment rate among secondary school graduates and non-graduates: by type of education (classes of 1977, 1980, 1983, 1986 and 1987)

		1977	1980	1983	1986	1987
Graduates	General	16.5	19.7	38.2	27.1	19.0
	Long Vocational	16.6	19.8	34.2	23.0	17.4
	Short Vocational	33.1	32.1	53.0	42.6	36.0
Non-graduates	General	24.0	25.7	49.4	34.2	19.1
	Long Vocational	26.7	25.2	43.1	27.8	25.1
	Short Vocational	34.3	35.4	56.1	46.4	41.5

Source: Pesquisa ao secundário

Graph 4.5
Unemployment rate among Long Vocational graduates and non-graduates (%)



5.1 School Board Spending in Education

In 1987-88 spending in Adult Education amounted to over $260 million, more than double that spent in 1981-82. This substantial increase was due notably to the introduction of government measures designed to help young dropouts to upgrade their academic standing, improve their chances of employment, and successfully integrate into society. In addition, since 1985-86 the funds allocated to Adult Education have been in the form of an open budget, which favours adults access to elementary and secondary education services.[1]

Between 1976 and 1980, funding for Adult Education increased considerably, but in 1981-82, major budget cuts drastically curbed its level of operation. Operating expenses in constant dollars[2] decreased by 16% from 1980 to 1981. Popular Education programs were substantially reduced as a result of the budget cuts.

It was not until 1984-85 that considerable additional resources were invested in Adult Education. In 1987-88 spending in constant dollars was 69% higher than in 1981-82. The Adult Sector has seen very rapid growth in full-time General Education programs in recent years, mainly because of the introduction of the Academic Upgrading program.

In 1987-88 spending in Adult Education amounted to 5.6% of the school boards' total operating expenses, compared to 3.2% in 1981-82.

[1] *In addition to the ministere de l'Education, the ministere de la Main-d'oeuvre et de la Securite du revenu contributes a substantial share of the funds allotted to Adult Education.*

[2] *Spending is expressed in constant dollars by using the school boards' special price index for Adult Education. This index reflects price changes for the goods and services used in providing educational services. Changes in spending in constant dollars reflect changes in the real funds allocated by the school boards to Adult Education.*

Table 5.1
School board spending[1] on Adult Education, and adult education share of total school board spending

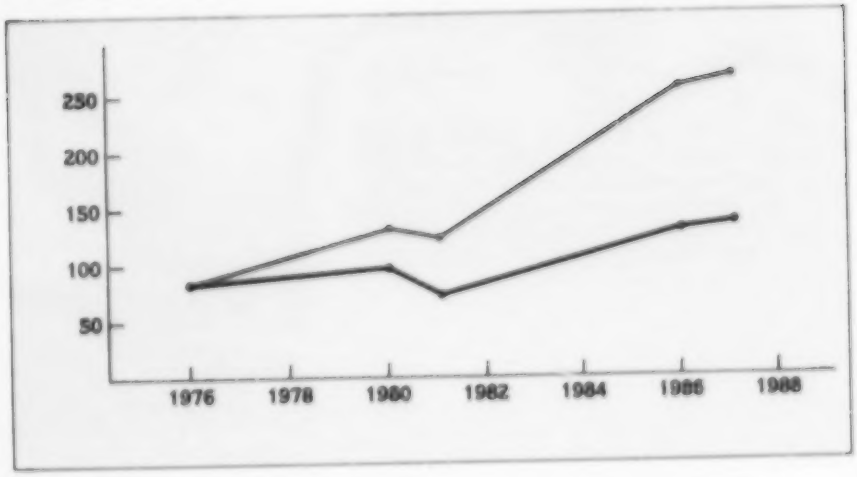
	1976-77	1980-81	1981-82	1986-87	1987-88
Spending in current dollars (in millions of dollars)	79.3	130.8	125.2	250.3	261.3
Spending in constant 1976-1977 dollars (in millions of dollars)	79.3	91.0	76.5	129.1	129.3
Spending on Adult Education in relation to total spending (%)	3.4	3.8	3.2	5.6	5.6

[e] *estimates*

[1] *Operating expenses in adult education include capital expenditures financed directly from current revenues and transfer expenses.*

[1] *See footnote on previous page.*

Graph 5.1
School board operating expenses for Adult Education: current dollars and constant 1976-1977 dollars
(in millions of dollars)



5.2 Adult Secondary School Graduates

Over 12 000 diplomas were awarded in Adult Education in 1987, more than in any other year. This number has fluctuated dramatically in the past, according to increased funding or budget cuts, but the recent increase seems to indicate a more stable trend, as measures implemented to handle returning secondary school dropouts begin to produce results and increase the number of graduates.

Adult Education offers various programs leading to official certification of studies. This report considers only Secondary School Diplomas in both General Education and Vocational Education, as well as transcripts with vocational mentions.[1] These diplomas and transcripts officially recognize the courses that the students have completed, and they are equivalent to those awarded in the Youth Sector.

School boards are responsible for 97% of adult secondary school graduates. Close to two-thirds of these graduates are in General Education.[2] Among those who choose Vocational Education, few take the general courses required for a Secondary V Diploma, whereas in the Youth Sector, most do so.

[1] *The "mention" indicates that the student has completed a Vocational Education program, but has not obtained all the credits required for a Secondary V Diploma.*

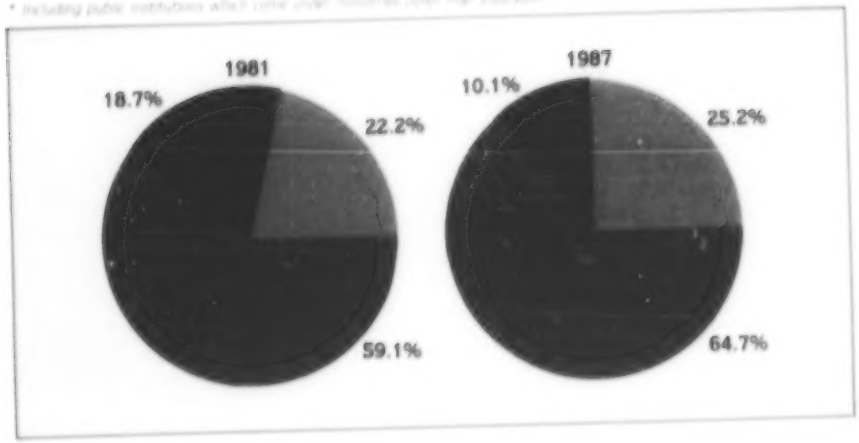
[2] *Students who receive a General Education diploma and a Vocational Education mention in the same year are counted only as being part of General Education that year. Students can, however, be counted as graduates more than once if they receive a second or third Vocational Education mention in different years.*

Table 5.2
Secondary School Diplomas in Adult Education: by school system and type of education

School system, type of education	1976	1981	1986	1985
School boards	**4 776**	**8 788**	**9 370**	**11 967**
Secondary School Diploma (SSD) General	3 285	5 263	6 641	7 954
Secondary School Diploma (SSD) Vocational	878	1 667	677	1 171
Vocational mention without a diploma	613	1 858	2 052	2 842
Private institutions*	**85**	**142**	**423**	**349**
Secondary School Diploma (SSD) General	57	11	13	12
Secondary School Diploma (SSD) Vocational	11	6	35	71
Vocational mention without a diploma	17	125	375	266
Total	**4 861**	**8 930**	**9 793**	**12 316**
Secondary School Diploma (SSD) General	3 342	5 274	6 654	7 966
Secondary School Diploma (SSD) Vocational	889	1 673	712	1 242
Vocational mention without a diploma	630	1 983	2 427	3 108

* Including public institutions which come under ministries other than Education

Graph 5.2
Distribution of Secondary School Diplomas in Adult Education in both public and private systems: by type of education (%)



5.3 Graduating from Adult Education

The probability of obtaining a secondary school diploma through Adult Education rose 2 percentage points in 1987, reaching a near total of 11%.* This increase marks a continuation of the upward trend that began in 1976. Considering that, in the Youth Sector, the secondary school dropout rate decreased substantially in the same period, it would appear that the Adult Sector is becoming increasingly effective in serving its target population.

As in the Youth Sector, women are more likely than men to obtain a Secondary School Diploma in General Education, whereas men obtain the majority of vocational mentions. Few adults qualify for the Secondary V Diploma with vocational mention, which is the equivalent of the Long Vocational in the Youth Sector.

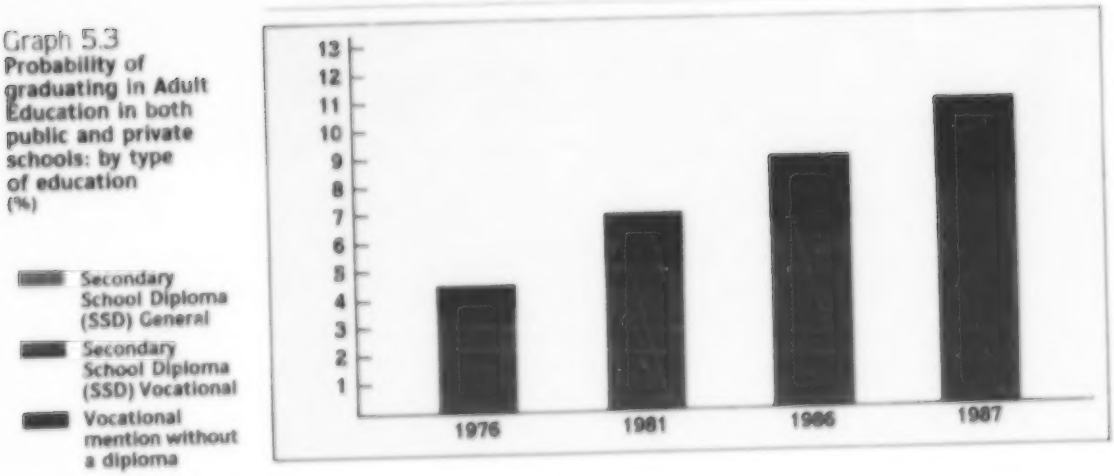
The increase in the number of adult graduates partially made up for the decrease in that of young graduates in 1987. The new services offered in the Adult Education Sector have in fact attracted a major share of students aged 19 and over who once contributed to increasing the number of secondary school graduates in the Youth Sector.

* *The probability of graduating is calculated by adding up the rates of adult graduates by age group. These rates are in turn derived from the number of graduates (excluding those who already have a first diploma) compared to the general population in the same age group.*

Table 5.3
Probability of graduating in Adult Education in the public and private schools: by sex and type of education
(%)

Sexe, type of education	1976	1981	1986	1987
Men	**4.2**	**6.9**	**8.2**	**9.0**
Secondary School Diploma (SSD) General	3.2	4.2	4.8	5.1
Secondary School Diploma (SSD) Vocational	0.3	0.5	0.3	0.5
Vocational mention without a diploma	0.7	2.2	3.1	3.4
Women	**4.8**	**6.9**	**9.6**	**12.9**
Secondary School Diploma (SSD) General	3.0	4.5	7.7	9.8
Secondary School Diploma (SSD) Vocational	1.0	1.4	0.4	0.8
Vocational mention without a diploma	0.8	1.0	1.5	2.4
Both	**4.5**	**6.9**	**8.9**	**10.9**
Secondary School Diploma (SSD) General	3.1	4.3	6.2	7.4
Secondary School Diploma (SSD) Vocational	0.6	0.9	0.4	0.6
Vocational mention without a diploma	0.8	1.7	2.3	2.9

Graph 5.3
Probability of graduating in Adult Education in both public and private schools: by type of education
(%)



Appendix

Table 1 **Full-time students in Youth Sector of school boards: by level of instruction and language of instruction**

	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Pre-school (4-year-olds)	—	**4 840**	**5 318**	**6 232**	**5 988**
French	—	4 454	4 643	5 634	5 333
English	—	386	467	508	556
Amerindian or Inuit languages	—	—	208	90	99
Pre-school (5-year-olds)	**95 636**	**88 099**	**87 626**	**90 543**	**86 873**
French	81 596	76 862	80 468	83 125	79 173
English	14 040	11 237	6 860	7 201	7 482
Amerindian or Inuit languages	—	—	298	217	218
Elementary	**757 929**	**634 140**	**534 734**	**555 914**	**561 383**
French	638 898	528 359	471 571	505 214	510 933
English	119 031	105 781	62 915	50 433	50 179
Amerindian or Inuit languages	—	—	248	267	271
Secondary	**663 021**	**594 778**	**464 008**	**382 953**	**380 421**
General	**579 912**	**487 683**	**385 760**	**343 874**	**355 191**
French	488 047	398 706	318 347	294 899	307 500
English	91 865	88 977	67 410	48 966	47 690
Amerindian or Inuit languages	—	—	3	9	1
Vocational	**83 109**	**107 095**	**78 248**	**39 079**	**25 230**
French	69 944	92 239	69 418	35 009	23 220
English	13 165	14 856	8 830	4 070	2 010
Total	**1 516 586**	**1 321 857**	**1 091 686**	**1 035 642**	**1 034 665**
French	1 278 485	1 100 620	944 447	923 881	926 159
English	238 101	221 237	146 482	111 178	107 917
Amerindian or Inuit languages	—	—	757	583	589

Table 2 ***Full-time students in Youth Sector in private institutions*: by level of instruction and language of instruction.***

	1972-73	1976-77	1981-82	1986-87	1987-88
Pre-school (4-year-olds)	—	**1 807**	**1 670**	**53**	**51**
French	—	1 415	1 350	20	16
English	—	392	320	33	35
Pre-school (5-year-olds)	**3 461**	**2 144**	**2 270**	**2 813**	**2 852**
French	2 313	1 638	2 064	2 600	2 085
English	1 148	506	206	213	182
Elementary	**18 722**	**14 472**	**18 007**	**21 280**	**21 686**
French	12 772	12 084	16 324	19 607	20 085
English	5 950	2 388	1 683	1 673	1 601
Secondary	**56 870**	**68 498**	**65 812**	**73 037**	**74 578**
General	**52 985**	**62 365**	**63 116**	**70 732**	**72 577**
French	48 690	57 001	57 019	64 235	66 015
English	4 295	5 364	6 097	6 497	6 562
Vocational	**3 885**	**6 133**	**2 696**	**2 305**	**2 001**
French	2 900	5 442	2 392	2 109	1 872
English	985	691	304	196	129
Total	**79 053**	**86 921**	**87 759**	**97 183**	**99 167**
French	66 675	77 580	79 149	88 571	90 658
English	12 378	9 341	8 610	8 612	8 509

* *Not including associate private institutions which, by agreement, accept students from school boards.*

Table 3 ***School population in the Adult Sector of school boards: by type of education and language of instruction (credit courses)***

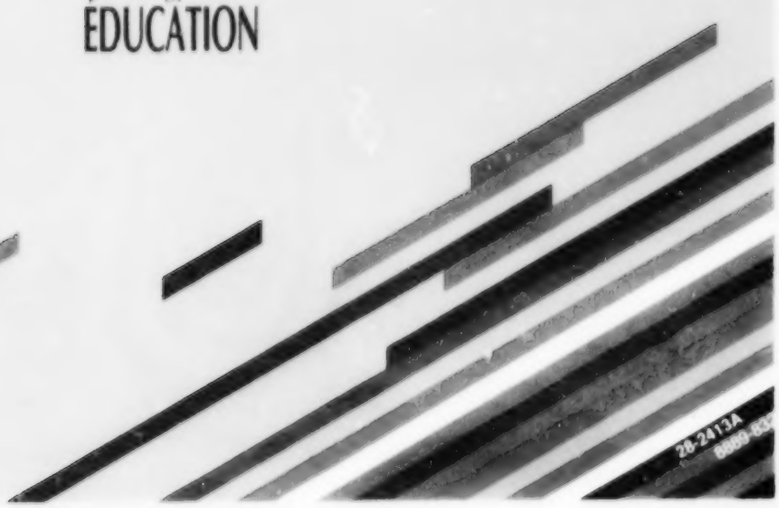
	1979-80	1981-82	1983-84	1985-86	1986-87	1987-88
General	**39 298**	**65 452**	**67 187**	**117 584**	**126 309**	**123 021**
French	32 512	53 314	56 268	101 932	109 376	103 694
English	6 786	12 138	10 919	15 652	16 933	19 327
Vocational	**12 068**	**27 112**	**47 327**	**56 497**	**91 664**	**122 335**
French	10 628	24 179	44 995	54 367	88 346	117 197
English	1 440	2 933	2 332	2 130	3 318	5 138
Total	**51 366**	**92 564**	**114 514**	**174 081**	**217 973**	**245 356**

Table 4 ***Predicted number of students in school boards, in the Youth Sector: by level of instruction****

	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93
Pre-school (5-year-olds)	84 358	84 000	82 000	80 500	79 600
Elementary	563 035	557 500	552 800	543 600	532 000
Secondary	378 681	395 000	401 500	409 500	415 600
Total	**1 026 074**	**1 036 500**	**1 036 300**	**1 033 600**	**1 027 200**

* *Calculated in January 1988; this includes students with learning or adjustment difficulties as well as those in welcoming and francization classes. It excludes 4-year-olds in kindergarten, part-time students, those in programs for returning dropouts or taking make-up courses.*

D'ESSOR
EN
ÉDUCATION



28-2413A